



LE THÉÂTRE MORDANT DE BRASSARD E 8
Le Trident frappe un grand coup en lever de rideau de sa saison avec «La double inconstance»

LE SOLEIL

QUÉBEC, LE MARDI 25 SEPTEMBRE 2001

www.cyberpresse.ca

Bush lance la guerre de l'argent

Ben Laden sort de l'ombre et appelle les siens à combattre

■ WASHINGTON (AP, AFP) — L'argent étant le nerf de la guerre, les États-Unis entendent couper les vivres des terroristes. Alors que l'ennemi public n°1 de Washington, Oussama ben Laden, appelait hier à combattre «les forces de la croisade américaine», le président George W. Bush a décidé de geler les comptes des individus ou des organisations soupçonnées d'alimenter le terrorisme international.

Les États-Unis vont donc «s'attaquer aux fondations financières» des organisations terroristes. Le président Bush a annoncé avoir signé un décret présidentiel gelant les avoirs de 27 individus ou organisations soupçonnés de soutenir des activités terroristes. Cette liste comprend «des organisations terroristes, des individus, des chefs terroristes, une entreprise qui sert de façade au terrorisme et à plusieurs organisations à but non lucratif».

Au premier rang de la liste rendue publique par la Maison-Blanche figure al-Qaeda, le réseau terroriste d'Oussama ben Laden dont le nom apparaît aussi. On trouve également des organisations aussi diverses et éloignées géographiquement que le groupe Abou Sayyaf aux Philippines, qui s'est fait connaître par ses prises d'otages, et le Groupe islamique armé algérien (GIA) de sinistre réputation.

En attendant une confrontation qui semble se rapprocher, l'escalade verbale se poursuit. Alors que les talibans affirmaient ne pas savoir ce qu'était devenu ben Laden, et donc de ne pouvoir l'informer de leur souhait de le voir quitter l'Afghanistan, celui-ci envoyait un texte à une chaîne de télévision arabe Aj-Djazira, connue pour sa ligne éditoriale indépendante et agressive et reçue dans tout le monde arabe.

Le texte demande aux musulmans pakistanais de mettre tout en oeuvre pour empêcher l'armée américaine d'envahir leur pays ainsi que l'Afghanistan. La guerre qui se prépare est selon lui «une bataille de l'Islam».

Voir ARGENT en A 2 ►



Le premier ministre Chrétien et le président Bush échangent une poignée de main après leur rencontre à la Maison-Blanche hier, la première depuis les attentats du 11 septembre.

La position de Chrétien laisse songeur aux Communes

RAYMOND GIROUX
RGiroux@lesoleil.com

OTTAWA — La lutte contre le terrorisme international vise maintenant l'argent. Mais la réaction canadienne, contradictoire selon qu'elle vienne de Jean Chrétien à Washington ou de ses ministres à Ottawa, laisse les adversaires du gouvernement songeurs.

Le Canada, en effet, n'a pas décrété le gel des avoirs de 27 personnes ou associations soupçon-

nées de financer le terrorisme, comme l'ont fait les États-Unis hier matin.

Le premier ministre Jean Chrétien a dit pourtant clairement, dans la capitale américaine, que les avoirs de ben Laden et de ses associés

Voir CHRÉTIEN en A 2 ►

AUTRES TEXTES

- Léditorial de J.-Jacques Samson Page A19
- La chronique de Michel Vastel Page A19

Transat sabre 1300 emplois

Les réservations pour l'hiver en baisse de plus de 50% depuis les attentats

FRANÇOIS POULIOT
FPouliot@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Les difficultés que traverse l'industrie aérienne et la mauvaise presse que lui a attiré un atterrissage précipité aux Açores forcent le Groupe Transat à éliminer 1300 emplois, soit 28% de son effectif.

«Nous devons nous ajuster à la baisse de la demande à la suite des attentats aux États-Unis. Nous avons la responsabilité d'agir, même si cela suppose la décision douloureuse de mettre à pied une partie de notre personnel. Notre objectif est de réduire temporairement nos activités sur le marché canadien et de nous tenir prêts à les augmenter lorsque la situation sera rétablie», a dit, hier, le président de la société, Jean-Marc Eustache.

M. Eustache a précisé que depuis les attentats terroristes, le nombre de réservations pour la saison hivernale était en baisse de plus de 50%.

La société entend réduire d'environ 30% les activités du transporteur aérien Air Transat pour cette saison, ce qui entraînera la mise à pied de 800 employés. La variété des destinations ne sera pas affectée, mais la fréquence des dessertes le sera. «Nous allons ramener de 30 à 15 le nombre de vols sur la Floride par semaine», a par exemple illustré le vice-président exécutif, Philippe Sureau.

Une autre réduction de personnel aura cours à l'intérieur des autres filiales du groupe, notamment chez les

Voir TRANSAT en A 2 ►

AUTRE TEXTE

- Les consommateurs ne doivent pas s'attendre à des ventes à rabais Page A3

SONDAGE SOM/LE SOLEIL

L'Allier détient une avance de six points

GUY BENJAMIN

GBenjamin@lesoleil.com

QUÉBEC — Le maire Jean-Paul L'Allier détient une avance de six points sur la mairesse Andrée Boucher dans la course à la direction de la nouvelle ville de Québec, selon le plus récent sondage SOM/LE SOLEIL.

Le coup de sonde téléphonique effectué entre le 7 et le 23 septembre accorde 47,4% des intentions de vote au maire de Québec contre 41,4% à la mairesse de Sainte-Foy. Le taux d'indécis atteint 11,2%.

Ce sondage indique une remontée pour Jean-Paul L'Allier si on le compare avec un précédent sondage SOM/LE SOLEIL du mois de juin. À ce moment, la mairesse de Sainte-Foy menait par une très mince avance, avec 44% des intentions de vote contre 42,3% pour M. L'Allier.

Les deux sondages ont toutefois des points en commun. Jean-Paul L'Allier obtient l'appui des plus jeunes

et des plus scolarisés. Dans le récent sondage, les 18-24 ans penchent à 68,8% en faveur de L'Allier contre 29,5% pour Boucher. Tendance inverse chez les 65 ans et plus, avec un appui à 48,4% pour la mairesse de Sainte-Foy contre 28,9% pour le maire de Québec.

Les personnes sondées ayant 12 ans et moins de scolarité appuient Andrée Boucher à 50,5% comparé à 36,6% en faveur de Jean-Paul L'Allier. Chez les personnes dont le niveau de scolarité est de 16 ans et plus, le maire de Québec l'emporte avec 55,6% des intentions de vote contre 34,3% pour la mairesse de Sainte-Foy.

Les hommes font davantage confiance à Jean-Paul L'Allier pour diriger la ville nouvelle de Québec. Les 212 hommes qui ont répondu au sondage donnent à 49,4% leur appui au maire de Québec, tandis que 39,9%

Voir SONDAGE en A 2 ►

AUJOURD'HUI

Le Québec

Bouchard revêtira la toge.
L'ancien premier ministre du Québec Lucien Bouchard déclare vouloir renouer bientôt avec ses activités de plaideur.
Page A16

Argent

Nouveau délai pour la Davie.
L'actionnaire du chantier naval de Lévis obtient un délai de deux mois pour le paiement de la somme de 1,5 million \$ due depuis un mois. D'ici là, un nouveau partenaire potentiel se pointera à Québec dès la semaine prochaine. Page B1

LA MÉTÉO



Maximum 14, minimum 10
Pluie en après-midi. Demain: averse. Détails page E32

Précipitations (à 13h hier)

Ce mois-ci: 65,1 mm Lan dernier: 104,6 mm
Cette saison: 387,2 mm Saison dernière: 504,5 mm

La musique sur la ligne de front

Bernard Labadie a dirigé le concert le plus émouvant de sa carrière à New York

KATHLEEN LAVOIE
KLavoie@lesoleil.com

QUÉBEC — Avant de se produire au Lincoln Center de New York, samedi, les Violons du Roy croyaient que la musique pouvait adoucir les mœurs. Maintenant, ils en sont convaincus. «Ce concert fut certainement le plus chargé émotionnellement de toute ma carrière», a soutenu le directeur artistique Bernard Labadie à son retour, hier.

À entendre le chef, en fin de journée hier, il ne fallait pas mettre longtemps avant de comprendre que l'expérience vécue dans la ville affligée avait été particulièrement bouleversante.

Voir MUSIQUE en A 2 ►



QUÉBEC, 105^e ANNÉE, N° 265
FLORIDE, 1,75 \$ US
MONTREAL, OTTAWA 87¢ PLUS TAXES



65¢ PLUS TAXES



VOTRE VOITURE VOUS DONNE DES MAUX DE TÊTE ?

AVEZ VOTRE MÉTIVIER EN TÊTE MÉTIVIER TOYOTA
319\$/mois Sans le rabais aux diplômés
Quand votre auto va...tout va!

Rav-4 2001
SEULEMENT 296\$/mois*
avec le rabais aux diplômés

*Sauf aux Toyota 4x4. Modèles 2001. Coût de location basé sur 60 000 kilomètres. Taxes et immatriculation en sus. Transport et préparation inclus. Comptez un échange approximatif de 2700 \$ US. Cette offre est valable jusqu'au 30 septembre 2001. Remarque: les prix varient selon les conditions d'application. Photo à titre indicatif.
160, rte Kennedy, Lévis, Tél.: 837-4701 www.metiviertoyota.com

TABLE DES MATIÈRES

CAHIER A

Spécial... 3 à 10
Jean-Simon Gagné... 5
La Capitale et ses régions... 12 à 15
Le Québec et le Canada... 16 à 18
Opinions... 19

CAHIER A

Le Monde... 21 à 26
Décès... 25

CAHIER B

Argent... 1 à 8
Bourses... 3 à 6

EXTRA

Mode... 2 à 5
Télévision... 6 et 7
Arts et spectacles... 8 à 10
Votre agenda... 11
Divertissements... 12 et 13
Annonces classées... 14 à 18
Sports... 18 à 32
François Gagnon... 28
Statistiques... 20 à 22

**LE SOLEIL
POUR NOUS JOINDRE**

Abonnements **686-3344**
1-866-686-3344

Annonces classées **844-4444**

Carrières et Professions **686-3270**

Promotion **686-3342**

Publicité Détaillants **686-3435**

Publicité générale **686-3270**

Rédaction **686-3394**

Renseignements **686-3233**

www.cyberpresse.ca

925, chemin Saint-Louis, Québec
Adresse postale : C.P. 1547, Succ.
Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est publié et édité par LE SOLEIL, une division de la société 3834310 Canada inc., membre de Gesca rée. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randin, à Québec, par Imprimerie Canada, une division de la société 3834301 Canada inc. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

C'ÉTAIT HIER

1989 — La Parti libéral de Robert Bourassa remporte la victoire aux élections provinciales.
1979 — Le quotidien *The Montreal Star* ferme ses portes après 111 ans.
1932 — La Catalogne accède à l'autonomie et possède son drapeau, sa langue et son Parlement.
1513 — L'explorateur espagnol Balboa découvre l'océan Pacifique après avoir traversé l'isthme de Panama.

TRANSAT

Suite de la Une

voyagistes. Elle devrait toucher 500 personnes.

À compter du 1^{er} novembre, Transat décrète également un gel des salaires pour tous ses employés non syndiqués. Des discussions auront lieu avec les instances syndicales « dans le même esprit », a précisé la direction. Les cadres et tous les membres de la direction subiront eux des réductions de salaire allant de 5 à 20%. À une question d'un journaliste, le président Eustache a précisé qu'il était celui qui allait encaisser une réduction de 20%.

Pour l'instant, seules les activités canadiennes sont touchées par les mises à pied. L'Europe, qui compte 1000 employés et où les réservations sont en baisse de 30%, pourrait être plus tard affectée si la situation ne s'améliore pas.

La direction dit ne pas être pour le moment en mesure de chiffrer combien lui fera épargner cette restructuration.

Elle indique toutefois avoir entrepris des discussions avec le gouvernement canadien pour être indemnisée des dommages résultant des attentats terroristes. Elle estime que le coût direct des mesures qu'elle vient de prendre se chiffrera à 5 millions \$, mais ajoute qu'elle aimerait également être compensée pour divers coûts indirects impossibles à chiffrer pour l'instant (notamment au chapitre des assurances). La direction a aussi laissé savoir qu'elle demanderait au fédéral une ligne de crédit supplémentaire.

Transat possède actuellement des liquidités de l'ordre de 100 millions \$. Appelé à expliquer le besoin d'une ligne de crédit supplémentaire, M. Sureau a laissé entendre que la direction jouait de prudence et préférerait regarder l'avenir avec un certain degré de négativisme. Lui et la vice-présidente Finances, Lorraine Maheu, ont indiqué que le bilan de la société était toujours solide.

Transat a une dette au bilan de 160 millions \$ contre un actif total de 825 millions \$. Hors bilan (contrats de location d'appareils), sa dette s'élève à 500 millions \$ US (785 millions \$ CAN). Une dette pour laquelle, dans une juste comptabilité, il faut ajouter la valeur des appareils loués à l'actif, selon madame Maheu.

L'action de Transat A.T. a fermé hier à 5,60 \$, en hausse de 0,03 \$. Depuis la fin du mois d'août, elle a chuté de 50%.

Bush père à la chasse dans Charlevoix

JEAN-FRANÇOIS NÉRON
Collaboration spéciale

LA MALBAIE — Pendant que le président des États-Unis pourchasse Oussama ben Laden, suspect numéro un à l'origine des attentats terroristes du 11 septembre, son père, George Bush, a pratiqué une chasse beaucoup plus sportive, le week-end dernier, au Domaine de Paul Desmarais, à Sagard dans Charlevoix, en compagnie de l'ex-premier ministre du Canada, Brian Mulroney.

M. Bush et son épouse, Barbara, sont arrivés à l'aéroport de Saint-Irénée, jeudi à 8h20, à bord du Challenger 604 personnel de M. Desmarais. Ils étaient accompagnés d'agents du service secret américain et de la Gendarmerie royale du Canada

(GRC). « Des agents de la GRC sont passés plus tôt en semaine pour inspecter les installations aéropor-tuaires », explique Sylvie Bouchard, préposée à l'aéroport, qui a assisté à l'arrivée de M. Bush.

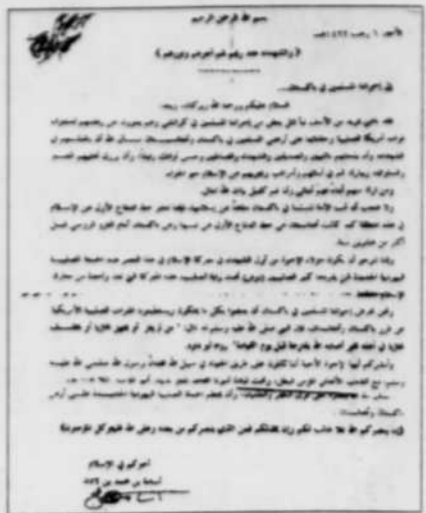
À l'extérieur de l'appareil, une délégation de cinq voitures attendait le couple présidentiel. « Je crois qu'il y a avait au minimum une dizaine de gardes du corps qui escortaient les invités. »

Ce n'était pas le premier déploiement de sécurité du genre que vivait le petit aéroport charlevoisien, compte tenu des visites occasionnelles du premier ministre du Canada, Jean Chrétien, dont la fille, France, est mariée avec André, le fils de Paul Desmarais. Il reçoit également bien d'autres personnalités internationales

des mondes politique et économique. « La scène a duré cinq minutes, le temps que les invités prennent place à bord du cortège. »

M. Desmarais est venu en personne accueillir ses invités, chose qu'il fait rarement, semble-t-il. Le défilé a ensuite pris la route pour un voyage de 45 minutes en direction du domaine de M. Desmarais, situé en pleine forêt, à Sagard, au nord de Saint-Siméon. C'est là que M. Bush aurait rencontré l'ex-premier ministre du Canada, Brian Mulroney, et qu'il aurait participé à une chasse au faisain; un gibier dont M. Desmarais fait l'élevage pour son plaisir et celui de ses hôtes.

George Bush est reparti samedi de Bagotville, toujours à bord du Challenger 604 de M. Desmarais.



Le nom de ben Laden apparaît au bas de ce message faxé à une station de télévision arabe.

MUSIQUE

Suite de la Une

Partant pour la Grosse Pomme jeudi, au moment où la plupart des artistes internationaux fuyaient la ville, l'ensemble a fait le choix conscient d'honorer l'engagement pris dans le cadre de l'événement Québec New York 2001.

« Il est rare, comme musiciens, que l'on puisse poser un geste sur la ligne de front, mais dans ce cas, je sentais que nous n'avions pas le choix. La suite nous a donné raison », a-t-il expliqué.

La suite, ce fut ce concert mémorable au programme quasi prophétique comportant le *Requiem* de Mozart et la *Missa In Angustis* (Messe pour un temps de guerre) de Haydn.

« Avant le spectacle, j'ai choisi de faire une petite présentation. J'ai expliqué que nous étions venus en signe de soutien et de solidarité et que la seule arme à utiliser dans les circonstances était le pouvoir guérisseur et reconfortant de la musique. J'ai aussi dédié le concert aux victimes des attentats terroristes. Dès ce moment, il y a eu de nombreux gestes d'approbation dans la salle. Je pense que ça touchait les gens de très près. Ce fut un début de concert très émouvant », a indiqué Bernard Labadie.

Avec ces paroles, le ton de la soirée était donné. Les Violons s'étaient non seulement gagnés le difficile public new-yorkais, mais avaient su lui apporter reconfort dans la tourmente. En retour, la réponse de ce dernier fut chaleureuse et spontanée. Tant et si bien qu'à l'entracte, la salle remplie aux deux tiers offrait une ovation debout aux 75 musiciens et choristes.

« J'aimerais croire qu'il s'agissait seulement de la musique, mais le côté émotionnel était là aussi... Ce ne fut pas un concert parfait techniquement, mais très émouvant. Nous avions des musiciens en larmes en sortant de scène. Surtout ceux qui étaient les plus craintifs de partir... »

Il faut dire que la décision de quitter le confort de la Vieille Capitale pour aller vers l'inconnu à New York n'en fut pas une facile à prendre.

« Nous avons pris une décision collective. J'ai d'abord consulté tous les musiciens réguliers, et ensuite les surnuméraires et les choristes. Ce ne fut pas évident de convaincre tout le monde d'y aller moins de deux semaines après les événements, mais j'y croyais vraiment. »

Et rares sont ceux qui le regrettent aujourd'hui. Car de promotionnelle qu'elle était à l'origine, la prestation — dramatique — des Violons du Roy a mené à un tout autre résultat.

« Pour nous, ce ne fut pas l'opération à laquelle on se préparait, mais ce fut l'occasion de retrouver la raison première et véritable de la pratique de la musique: émouvoir les gens. Ce fut un gros cadeau. Et même si c'est un coup d'épée dans l'eau, nous ne regrettons rien. Nous avons bien fait d'y aller. »

Le concert des Violons du Roy a été retransmis en direct — et en mono — sur la chaîne NPR, la radio publique de New York.

« On m'a dit que l'émetteur stéréo était sur le World Trade Center... Le mono, c'est dommage, mais le geste n'en était que plus symbolique. »

Céline chantera à Montréal vendredi

MONTRÉAL (PC, AP) — Céline Dion a confirmé sa présence au spectacle *Québec-New York*, présenté au Centre Molson de Montréal, vendredi.

Ce spectacle vise à amasser des fonds pour venir en aide aux familles des victimes des attentats du 11 septembre. Une centaine d'artistes, dont Claude Dubois Bruno Pelletier, Dan Bigras, Luce Dufault et des membres du Cirque du Soleil, participeront à l'événement d'une durée de cinq heures, qui sera télédiffusé à TQS.

Aux États-Unis, les appels lancés par les vedettes lors du téléthon sans précédent de vendredi dernier ont permis de récolter plus de 150 millions \$, a-t-on appris hier. Céline Dion y avait interprété *God Bless America*.

CHRÉTIEN

Suite de la Une

« étaient gelés ». Invoquant pour preuve une directive du Surintendant des institutions financières, M. Chrétien a répondu au sortir de sa rencontre avec le président George W. Bush par un net « c'est fait ! » aux journalistes qui l'interrogeaient sur ce gel annoncé un peu plus tôt par son hôte.

La directive émise vendredi demande aux entreprises financières de « vérifier vos registres pour déterminer si les noms des personnes qui font l'objet d'une enquête par le FBI relativement aux attentats terroristes y figurent ».

Le surintendant ajoute: « Nous vous prions instamment de participer à cette importante initiative de lutte contre le terrorisme en achevant, dans le respect de la loi, toute information pertinente aux autorités policières compétentes ».

Aux Communes, le député bloquiste Michel Gauthier a décrit cette note comme « une collaboration au niveau de l'information », tandis que Stockwell Day parlait d'une simple demande de « pour faire quelque chose ».

À la sortie de la période des questions, le ministre responsable des Institutions financières internationales, Jim Peterson, a dit que cette initiative « pourrait mener à la saisie des actifs de ben Laden ».

« Mais nous devons voir quels pouvoirs nous avons et de quelle manière nous pouvons le faire », devait-il ajouter plus tard.

Les États-Unis « ont décidé de mesures d'urgence, mais nous cherchons des façons plus efficaces » de retrouver la piste financière des terroristes, a dit le ministre. Le gouvernement proposera plutôt des amendements législatifs à diverses lois pour venir à bout de cet argent sale.

Pour l'instant, a reconnu en substance M. Peterson, « le gouvernement n'a pas encore été capable de retracer les avoirs de ben Laden au Canada, mais nos institutions cherchent et nous ferons tout pour les retrouver ».

La famille de ben Laden possède des immeubles à Toronto, mais le ministre a refusé de s'engager sur leur sort. « Nous devons regarder cela », a-t-il simplement commenté.

Le président Bush, de son côté, a consacré l'essentiel de ses brefs com-

mentaires à vanter la solidarité du Canada avec son pays depuis l'attaque du 11 septembre, accusant ceux qui critiquaient M. Chrétien de se livrer à de la petite politique.

« Je ne crois pas qu'il était important de vanter un frère », a dit le président pour expliquer l'absence de toute allusion au Canada lors de son message à la nation, vendredi soir. « Personne ne devrait avoir le moindre doute que nous sommes honorés de l'appui des Canadiens ».

« Quand vous aurez besoin de nous, nous serons là »

En retour, le premier ministre a assuré les Américains du soutien total des Canadiens dans sa lutte. « Quand vous aurez besoin de nous, nous serons là », a-t-il dit à la Maison-Blanche.

Le dossier de la « filière canadienne » a fait par ailleurs une brève apparition lors de la conférence de presse du premier ministre. M. Chrétien dernier admettait qu'il y avait « peut-être » des cellules terroristes au Canada comme « partout dans le monde et de toute évidence aux États-Unis ».

M. Chrétien a cependant soulevé par inadvertance d'autres points d'interrogation en disant que les informations relayées par le roi de Jordanie, telles que révélées par ce dernier au réseau CNN, ne concernaient pas Ahmed Ressam, mais « quelque chose d'autre » qu'il n'a pas identifié.

De retour au pays, le premier ministre a rappelé à Toronto, devant 2000 partisans libéraux qui avaient payé chacun 600 \$ pour l'écouter, que les États-Unis « avaient le plein appui du Canada » dans cette lutte. La soirée rapportera quelque 1,2 million \$ au PLC.

Comme bonne nouvelle, le chef du parti a souligné que lui-même et le président Bush se sont mis d'accord pour normaliser les mouvements frontaliers entre les deux pays le plus tôt possible.

M. Chrétien s'est donné mission d'aider au rétablissement de la confiance dans l'économie, un des thèmes majeurs de son discours. « Il faut être réaliste », a-t-il dit, les prochains mois seront difficiles même si le budget connaîtra « probablement » un autre surplus. « Le gouvernement ne se laissera pas distraire de son programme » à long terme, a-t-il assuré.

SONDAGE

Suite de la Une

optent pour Andrée Boucher, une différence de 9,5 %. Les femmes, 278 à répondre au sondage, appuient également Jean-Paul L'Allier, mais l'écart entre les deux candidats à la mairie est plus mince, 45,7 % en faveur du maire de Québec et 42,7 % en faveur de la mairesse de Sainte-Foy.

La question au sondage était: « Si des élections avaient lieu aujourd'hui pour élire le maire de la nouvelle grande ville de Québec, pour qui voteriez-vous? »

Au total, 669 entrevues ont été complétées auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte du Québec. SOM estime le taux de réponse obtenu à 56 %, alors que le taux de personnes qui n'ont pu être jointes au cours de la période d'enquête se situe à 12 % et la proportion de refus à 32 %.

En langage de sondeur, la marge d'erreur échantillonnale sur une proportion estimée est d'au plus 4,4 % au niveau de confiance de 95 %.

loto-québec résultats

Canco Tirage du 2001-09-24
01 03 11 14 15
16 20 23 33 38
40 41 42 45 50
62 63 65 67 70

Quintessence Tirage du 2001-09-24
3 4
944 7982

Extra Tirage du 2001-09-24
NUMÉRO: 738282

Le jeu doit rester un jeu

LA GUÉPIÈRE

VOGUE

Le balconnet
filet fleurs 17,99

Rabais de 35% sur le balconnet brodé de petites fleurs en fil de coton lumineux qui font des arabesques sur un filet stretch. Forme à balconnet qui rehausse et galbe parfaitement. Blanc cassé. 34-36 A-B-C. Rép. 79 507. Collette. Rembourrée. 9,99.

la maison
simons

1000, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec H3Z 1G1

LES LENDEMAINS DES ATTENTATS



Banderoles et drapeaux se multiplient aux abords des ruines du World Trade Center à New York. « Nous n'oublierons jamais », lit-on sur l'édifice gravement endommagé de l'American Express. Selon un nouveau bilan, le nombre de morts et disparus dans les attentats contre les tours jumelles est de 6729.

Ashcroft dévoile son arsenal antiterroriste

■ WASHINGTON (AFP, AP) — Le procureur général des États-Unis, John Ashcroft, a présenté au Congrès, hier, son projet de loi antiterroriste.

Cette pièce législative précise la volonté exprimée le même jour par le président George W. Bush qui lançait une campagne planétaire pour asphyxier financièrement Oussama ben Laden et toutes les organisations terroristes coopérant avec al-Qaëda, la nébuleuse du milliardaire d'origine saoudienne considéré comme responsable des attentats du 11 septembre contre l'Amérique.

M. Ashcroft, qui s'exprimait devant la Commission judiciaire de la Chambre des représentants, a affirmé qu'il fallait doter les instances chargées de l'application de la loi des « outils nécessaires pour identifier, démanteler, désorganiser et punir les organisations terroristes avant qu'elles ne frappent à nouveau ».

Parmi les propositions de M. Ashcroft figure l'élargissement des pouvoirs du département de la Justice, en accélérant par exemple le processus d'expulsion d'immigrants sans avoir à passer par un juge, en réduisant les possibilités de recours en appel ou encore en permettant la mise sur table d'écoute de personnes soupçonnées d'activités terroristes.

Ces propositions visent également à améliorer la collecte d'informations liées au renseignement, à permettre la saisie des avoirs détenus par les terroristes et à adapter la législation aux nouvelles technologies.

Ce projet d'arsenal juridique antiterroriste a toutefois suscité des critiques de la part de certains élus, démocrates et républicains, ainsi que d'associations militantes pour la protection des libertés individuelles.

Le but des États-Unis est de réduire la portée globale du terrorisme, pas de l'éliminer totalement, a pour sa part déclaré, hier, le secrétaire d'État à la Défense, Donald Rumsfeld.

Quelque 352 personnes sont détenues dans le cadre de l'enquête sur les attentats terroristes du 11 septembre, a

indiqué John Ashcroft. Selon lui, les autorités fédérales veulent, en outre, « interroger 392 personnes qui se trouvent toujours en liberté parce que nous pensons qu'elles ont des informations qui pourraient aider à l'enquête ».

BUSH IDENTIFIE 27 CIBLES

Le président américain a pour sa part annoncé le gel des avoirs aux États-Unis de 27 entités soupçonnées d'être associées à ben Laden et l'interdiction de toute transaction financière avec elles. La plupart d'entre elles étaient déjà sous le coup de ces mesures depuis 1996.

Mais M. Bush a décidé d'aller plus loin en demandant à tous les gouvernements de prendre des mesures similaires et en menaçant de geler les avoirs aux États-Unis des banques étrangères refusant de coopérer.

« Aujourd'hui nous avons lancé une frappe sur les fondations financières du réseau planétaire de la terreur », a déclaré M. Bush en annonçant ces décisions devant la presse dans les jardins de la Maison-Blanche.

« Nous savons que beaucoup de ces individus et de ces groupes œuvrent essentiellement à l'étranger et qu'ils n'ont pas énormément d'argent aux États-Unis », a-t-il concédé.

PATTE BLANCHE ISLAMISTE

Par ailleurs, le président du Conseil général de banques islamiques (Islamic Banks and Financial Institutions, IBFI), basé à Bahrein, Saleh Kamel, a démenti, hier, tout financement du terrorisme par les institutions financières islamiques. « Toutes les banques islamiques œuvrent dans des pays qui se respectent et sous le contrôle des banques centrales, et les accusations selon lesquelles elles financent des activités terroristes ne méritent même pas une réponse. »

Le responsable de l'IBFI réagissait à des articles parus dans la presse occidentale.

Notons que quatre pays seulement ont ratifié à ce jour une Convention internationale adoptée en décembre 1999 qui s'attaque aux racines du terrorisme en frappant ses commanditaires et financiers, a indiqué lundi l'ONU. Ces pays sont le Botswana, la Grande-Bretagne, le Sri Lanka et l'Ouzbékistan. La Convention entrera en vigueur quand elle aura été ratifiée par 22 États.



John Ashcroft

UNE PREMIÈRE LISTE

Une guerre contre un ennemi tentaculaire

WASHINGTON AFP — Le président américain George W. Bush a rendu public hier une première liste de cibles dans sa lutte contre le terrorisme international, qui donne une idée de la nature polymorphe, voire hétéroclite, de l'ennemi que Washington entend défaire.

Cette liste comprend 27 cibles: 11 organisations, 12 individus, et 4 entités caritatives ou commerciales. La liste met au même plan des organisations tentaculaires comme celle d'Oussama ben Laden avec des groupuscules dont l'action ne dépasse par un cadre local comme le petit groupe libanais Asbat al-Ansar.



Oussama ben Laden

■ **Al Qaeda** a été créée par ben Laden en 1988. Cette organisation dont le nom veut dire « la base » s'est depuis développée à partir de l'Afghanistan en un réseau mondial qui finance, entraîne et utilise d'autres groupes dans 35 voire 60 pays, selon les différentes estimations des services de renseignements occidentaux. Son objectif initial était d'éliminer la présence des États-Unis des pays du Golfe et notamment en Arabie saoudite, mais cette organisation apporte aussi son soutien logistique et financier à des groupes poursuivant d'autres buts. Elle s'est associée à l'organisation égyptienne al-Jihad en 1998 pour entamer, avec d'autres groupes, « la lutte contre les Juifs et les Croisés », et frapper les intérêts des États-Unis partout dans le monde.

■ **Al-Jihad**, un groupe islamique apparu à la fin des années 70 en Égypte, est responsable de l'assassinat du président Anouar el-Sadate en 1981. Sa branche la plus active, l'Avant-garde de la conquête, est conduite par Ayman al-Zawahiri devenu le bras droit de ben Laden et présenté comme son successeur désigné. Le groupe dont l'objectif est de chasser du pouvoir le président Hosni Moubarrak, considère cheikh Omar Abdel Rahman, emprisonné aux États-Unis après l'attentat contre le World Trade Center en 1993, comme un des chefs spirituels des islamistes égyptiens. Il compte des milliers de sympathisants.

■ **Le groupe Harakat al-Moujahidine** est un groupe islamique actif dans la province du Cachemire que le Pakistan et l'Inde se disputent. Il s'est joint en 1993 à un autre groupe pour former Harakat al-Ansar. Il a longtemps été financé et soutenu par les services secrets pakistanais mais depuis qu'il a été désigné en 1997 comme un groupe terroriste par Washington, Islamabad a pris au moins officiellement ses distances.

■ **Le Groupe islamique armé GIA d'Antar Zouabri** et **Le Groupe salafiste pour la prédication et le combat d'Hassan Hattab** sont les deux groupes les plus violents sévissant en Algérie où la guerre civile a fait des dizaines de milliers de morts. Ils rassemblent des milliers de combattants dont nombreux ont été entraînés en Afghanistan. Le GIA est apparu en 1992 et les salafistes en 1998. Ils ont tous les deux rejeté les appels à une trêve lancés par le gouvernement dans le cadre de la loi sur la concorde civile.

■ **Les 5 autres groupes sont beaucoup plus petits et leur influence reste limitée**

■ **Le groupe Abou Sayyaf**, « le porteur de l'épée », est un petit groupe de rebelles extrémistes musulmans aux Philippines apparu en 1991. Son effectif est estimé à quelque 200 membres actifs et entraînés.

■ **L'armée islamique d'Aden** a fait son apparition entre 1992 et 1996 avec comme objectif de faire chuter le régime en place à Aden et son action ne dépasse pas les frontières du Yémen.

■ **Asbat al-Ansar** est un groupuscule actif dans un camp palestinien au Liban.

■ **Al-Itihad al-Islamiya** est basé en Somalie et combat le pouvoir en place en Éthiopie.

■ **Le groupe de combat islamique libyen** est un groupuscule d'opposants au colonel Mouammar Kadhafi.

Personnages importants

■ **Ayman al-Zawahiri**: parmi les personnalités citées dans la liste, l'Égyptien Ayman al-Zawahiri apparaît comme le plus important. Ce docteur né dans une famille fortunée du Caire a été condamné à mort par contumace au Caire en 1999 pour ses activités clandestines au sein d'al-Jihad. Ayman al-Zawahiri, 50 ans, a quitté l'Égypte au milieu des années 1980, après avoir purgé un peine de trois ans de prison pour implication dans l'assassinat de Sadate. Il aurait ensuite séjourné en Arabie saoudite, au Soudan et aux États-Unis, avant de devenir l'homme de confiance de ben Laden en Afghanistan, et selon certains experts, l'inspirateur de la campagne antiaméricaine mondiale d'al Qaeda.

■ **Mohammed Atef**: la deuxième personnalité la plus importante sur cette liste de 12 est Mohammed Atef, aussi connu sous les noms de Sobhi Abou Sitta ou Abou Hafs al-Masri. Il est le chef de l'armée islamique pour la Libération des lieux saints qui a revendiqué les attentats contre les ambassades des États-Unis à Nairobi et à Dar es Salaam, en 1998. Une de ses filles a épousé un des fils de ben Laden au début de l'année.

INFOGRAPHIE: LE SOLEIL

Les vacanciers peuvent oublier le Sud à rabais cet hiver

CLAUDE VAILLANCOURT
Cvillancourt@lesoleil.com

QUÉBEC — La déconfiture de l'industrie aérienne, provoquée par un début de récession et accentuée par les tragiques attentats aux États-Unis, ne devrait pas permettre aux vacanciers québécois de bénéficier d'importants soldes pour la prochaine saison hivernale.

« Il n'y aura pas de ventes à rabais », soutient la nouvelle directrice générale de l'Association canadienne des agents de voyages (section Québec), Eve Blais. « L'industrie était déjà dans un début de récession. Les voyageurs vont faire davantage de publicité pour inciter les gens à renouer avec leurs habitudes. »

Principal transporteur québécois dans les voyages nolisés, le président-

directeur général de Transat, Jean-Marc Eustache, abonde quelque peu dans ce sens. « Les prix vont rester stables malgré tout, a-t-il affirmé, hier, au cours d'une conférence de presse où la compagnie a annoncé d'importantes mises à pied. S'ils devaient baisser, c'est parce que nous aurons obtenu une baisse du prix de location des chambres dans les hôtels. »

Mais le vice-président de Tourisme Montréal, Pierre Bellerose, met quelques bémols sur une rapide reprise de l'industrie touristique, surtout à l'intérieur des frontières canadiennes. « S'il y a une riposte militaire, ça va être dur, soutient-il. Aussitôt que la médiatisation de la crise va ralentir, ça va reprendre. Mais s'il y a une riposte, ce sera autre chose. »

Selon lui, le climat d'incertitude est également amplifié par les décisions d'entreprises américaines d'interdire les voyages d'affaires à l'extérieur des États-Unis.

M. Bellerose est déjà en mesure de chiffrer les pertes que représentent ces directives. La semaine passée, par exemple, Montréal a connu l'annulation du Congrès des architectes paysagers américains. « Ce sont 3000 personnes qui devaient rester au moins trois jours à Montréal, de dire celui-ci. Les pertes sont considérables. »

L'AUTOMNE EST FICHU

À Québec, on évalue à 15 000 le nombre de nuitées perdues ou annulées. Jusqu'à maintenant, le Centre des congrès rapporte l'annulation d'un

congrès d'une association canadienne qui devait accueillir 600 personnes.

Selon Sylvie Walter, de l'Office du tourisme et des congrès de la Communauté urbaine de Québec, « le tour des belles feuilles », c'est fichu.

Dans la région de Québec, explique-t-elle, l'automne est une saison précieuse pour l'industrie en raison de la présence de nombreux touristes européens, japonais ou américains. « Les gens sont maintenant craintifs. On a reporté une campagne de publicité en France et nous allons axer nos efforts sur les touristes de proximité, soit ceux de Toronto, de la Nouvelle-Angleterre et de Boston, des gens qui peuvent venir en voiture. »

Même chose du côté de Tourisme Montréal. Les promotions liées à la

campagne affaires prévue à Chicago, New York et Washington, qui devaient se tenir en octobre, ont, là aussi, été annulées. « On va se servir de nos budgets pour faire des dons à deux associations offrant de l'aide aux victimes de l'attentat », de dire Pierre Bellerose. « Nos voisins vont comprendre qu'on les appuie. »

À Sainte-Anne, Suzanne Roy évalue à 3000 nuitées les pertes enregistrées jusqu'à maintenant. Du côté de Tremblant, c'est la catastrophe: 80 % des voyages prévus par les Japonais sont annulés. C'est près de 7000 nuitées et 20 000 visiteurs. Pour combler les pertes, des efforts de marketing seront dirigés vers Ottawa et Montréal. La clientèle américaine représente 36 % de la clientèle totale pour l'hiver

OUVREZ UNE FENÊTRE SUR CYBERPRESSE

- NOUVELLES
- ANNONCES CLASSÉES
- CHATS ET FORUMS
- HOROSCOPE
- MÉTÉO
- MOTEURS DE RECHERCHE



cyberpresse.ca

CHAQUE MINUTE COMPTE

www.cyberpresse.ca

LES LENDEMAINS DES ATTENTATS

Moscou prêt à une coopération sans précédent avec Washington

MOSCOU (AFP) — Le président russe Vladimir Poutine a offert hier à Washington une coopération sans précédent en cas d'opération contre l'Afghanistan, envisageant même une participation russe à des « opérations de sauvetage ».

Il a également annoncé une augmentation de l'aide militaire fournie par Moscou depuis plusieurs années à l'opposition afghane anti-taliban.

La Russie est prête à participer à des « opérations de sauvetage et de recherches internationales » en Afghanistan « en cas de nécessité », a annoncé le président à la télévision alors que les généraux russes avaient jusqu'à présent exclu toute participation russe à une opération militaire contre l'Afghanistan.

Quelque 15 000 soldats soviétiques sont morts lors de la guerre ayant opposé de 1979 à 1989 les Afghans à l'armée rouge qui a subi dans ce pays l'une des plus cuisantes défaites de son histoire.

Le ministre russe de la Défense Sergueï Ivanov a cependant précisé que la Russie ne participerait pas en tant que telle à une éventuelle coalition militaire qui mènerait des opérations sur le territoire afghan, soucieux de ménager une opinion publique déjà lasse de la guerre menée par Moscou dans la Tchétchénie indépendantiste depuis le 1^{er} octobre 1999.

« C'est exclu, nous n'en parlons même pas », a déclaré le ministre qui a été chargé par Vladimir Poutine de coordonner la participation russe à l'opération antiterroriste qui serait menée contre l'Afghanistan.

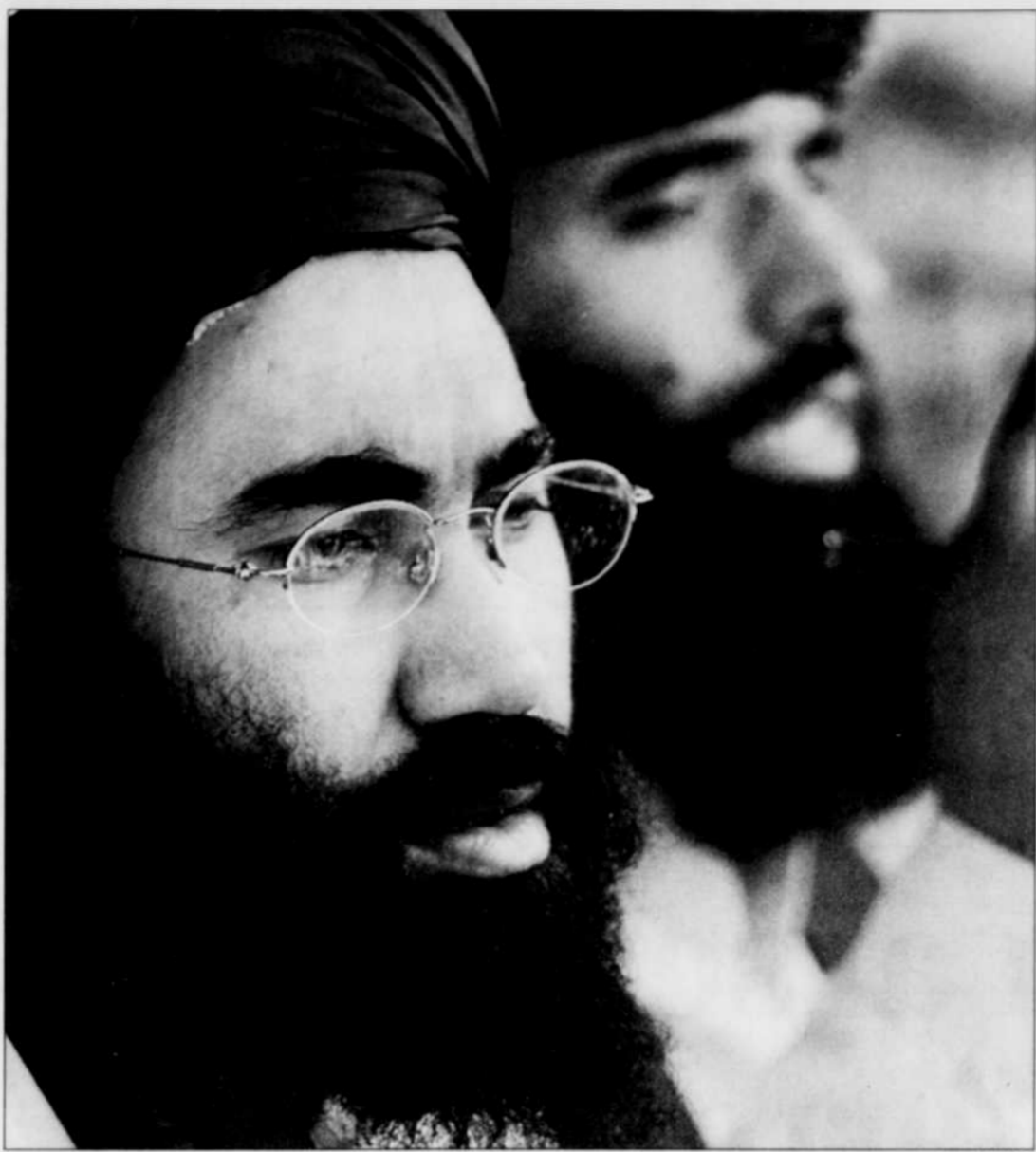
Washington prépare activement des représailles militaires contre les taliban qui ont donné asile au principal suspect des attentats du 11 septembre, Oussama ben Laden.

« La Russie est prête à offrir son espace aérien pour les vols d'avions transportant de l'aide humanitaire dans la région où l'opération terroriste aura lieu », a également déclaré Vladimir Poutine.

« La Russie a parlé avec ses alliés et ses partenaires pour qu'ils offrent leur espace aérien et leurs aéroports. Nous avons coordonné cette position avec nos conseillers chargés de l'Asie centrale. Ces pays sont d'accord avec notre position et n'excluent pas la possibilité d'offrir leurs aéroports pour cette opération », a-t-il dit.

L'une des trois ex-républiques soviétiques frontalières de l'Afghanistan, le Turkménistan, a déjà annoncé avoir accédé à une demande américaine de fournir des couloirs aériens et terrestres pour une « aide humanitaire » à l'Afghanistan.

Vladimir Poutine a également annoncé que la Russie allait donner « une aide supplémentaire en matière d'armement » à l'opposition afghane qui combat les talibans.



Pendant que les siens prenaient les armes, Mullah Abdul Salaam Zaeef, ambassadeur des talibans à Islamabad, au Pakistan, enjoignait hier le peuple américain de convaincre Washington de ne pas attaquer son pays.

Les talibans se mobilisent

■ ISLAMABAD (AFP) — Les talibans, dont le sort est désormais lié à leur hôte présumé Oussama ben Laden, mobilisaient massivement leurs troupes, hier, pour se préparer à une guerre avec les États-Unis, qui apparaissait de plus en plus imminente.

En Afghanistan, autour duquel Washington continue de masser ses forces, les opérations militaires ont déjà commencé, avec le survol du pays par des avions espions sans pilote américains, tandis que des affrontements violents ont lieu dans le nord entre talibans et opposition afghane.

Signes d'un conflit imminent, les taliban ont pris le contrôle hier des bureaux des Nations unies à Kandahar (sud) et interdit toutes les communications vers l'extérieur du pays. Le Pakistan a annoncé pour sa part le retrait de l'ensemble de son personnel diplomatique de Kaboul pour des raisons de « sécurité ».

Se préparant à la riposte, le régime de Kaboul a mobilisé 300 000 hommes expérimentés au jihad (guerre sainte). Selon le ministre de la Défense, le mollah Obaidullah, « ils ont été envoyés dans la capitale, aux frontières et sur les sites importants ».

Les talibans ont réaffirmé hier qu'ils ne savaient toujours pas où se trouve Oussama ben Laden. Les États-Unis avaient déjà réagi avec incrédulité à la première annonce dimanche de la « disparition » du milliardaire d'origine saoudienne, considéré par Washington comme le commanditaire des attentats du 11 septembre.

Le mollah Mohammad Omar, chef suprême des talibans, milice islamiste au pouvoir à Kaboul, a fait front lundi avec ben Laden. Les États-Unis ne sortiront pas de la crise actuelle « s'ils tuent Oussama ou moi », a-t-il déclaré, selon l'agence AIP, proche du régime de Kaboul.

S'ils veulent véritablement lutter contre le terrorisme, a-t-il dit, les États-Unis devraient plutôt « retirer leurs forces de la région du Golfe et régler la question palestinienne ».

La Grande-Bretagne a indiqué qu'elle souhaitait un « régime démocratique en Afghanistan », l'intervention militaire en préparation pouvant aboutir au renversement du régime des talibans.

Cependant le ministre des Affaires étrangères des talibans Wakil Ahmed Mutawakel a lancé un appel à l'ONU, aux pays islamiques et au peuple

américain pour qu'ils fassent pression sur Washington afin d'éviter une guerre.

Alors que quatre groupes aéronavals se dirigent vers la région, des avions américains sont déjà en Ouzbékistan, pays frontalier de l'Afghanistan, selon des responsables militaires de l'ex-république soviétique, déjà mise en garde par les talibans contre toute aide apportée aux États-Unis.

Le Tadjikistan, autre pays-clé pour les futures frappes, a en revanche démenti des informations de la presse russe sur une présence militaire américaine sur son sol.

Dans le nord, les combats entre Afghans font rage. Les talibans ont confirmé la conquête par l'opposition de l'Alliance du Nord de Zaare, près de la ville stratégique de Mazar-i-Sharif. Selon l'opposition, 80 combattants taliban y ont été tués.

Par ailleurs, les ministres de la Défense de l'OTAN, qui ont annulé vendredi une rencontre prévue à Naples (Italie), se rencontreront finalement mercredi au siège de l'Alliance atlantique à Bruxelles.

OFFENSIVE DIPLOMATIQUE

Sur le plan diplomatique, Washington poursuit ses initiatives auprès du Pakistan, après l'avoir remercié pour ses bonnes dispositions en levant, en fin de semaine, les sanctions imposées depuis 1998 et en rééchelonnant sa dette de 375,4 millions de dollars.

Il a également dépeché, selon une source américaine, une délégation de responsables militaires dans ce pays clé, principal soutien du régime des talibans jusqu'à récemment, pour discuter des modalités pratiques de l'engagement du Pakistan aux côtés des États-Unis.

Le chef de la diplomatie britannique, Jack Straw, est attendu lundi soir dans un autre pays important, l'Iran, pour la première visite à Téhéran d'un secrétaire au Foreign Office depuis la Révolution islamique de 1979.

Une troïka européenne entamait également hier une vaste tournée au Moyen-Orient comprenant des étapes en Iran et en Syrie, afin d'associer le monde musulman à la coalition internationale contre le terrorisme.

Sur le sol afghan, à l'approche d'un hiver que l'on annonce très rude, la situation risque d'être particulièrement difficile pour la population. La crainte de raids américains a jeté sur les routes des centaines de milliers de personnes.

Kofi Annan contre une riposte sans discernement

■ NEW YORK (AFP) — Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a mis en garde hier les États-Unis contre une riposte sans discernement après les attentats du 11 septembre, afin de ne pas diviser la communauté internationale.

Dans un discours devant les 189 États membres, il a déclaré qu'il fallait répondre aux attentats contre New York et Washington « d'une manière qui renforce la paix et la sécurité internationale — en renforçant les liens entre nations, et non en les soumettant à de nouvelles tensions ».

Il a plaidé pour que les États-Unis n'agissent pas unilatéralement mais travaillent en concertation avec les Nations unies après les attentats-suicide attribués à l'islamiste Oussama ben Laden et à son réseau terroriste qui ont fait 6 962 morts et disparus.

« Cette organisation est le forum naturel où une telle coalition peut être formée. Elle seule peut donner une légitimité mondiale au combat à long terme contre le terrorisme », a souligné le secrétaire général.

Washington tente de former une coalition internationale au moment où ses forces se déploient pour d'éventuelles frappes contre le réseau de ben Laden et les talibans afghans qui le protègent.

Le Conseil de sécurité a adopté, dès le 12 septembre, la résolution 1368 qui qualifie les attentats comme une menace à la paix et la sécurité internationale et rappelle le droit de chaque État à la légitime défense.

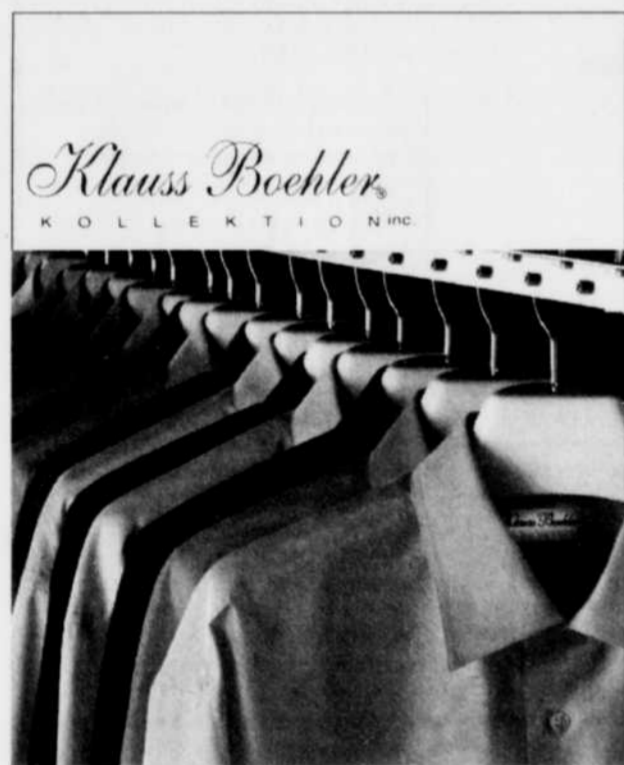
Les États-Unis estiment que cette résolution donne un feu vert à des représailles et qu'ils n'ont pas besoin de nouvelle résolution du Conseil de sécurité. Cette position a été endossée par les Européens dont les chefs d'État et de gouvernement ont jugé vendredi qu'« une riposte américaine est légitime » sur la base de cette résolution.

Par ailleurs, à Washington, la Chambre des représentants a voté lundi en faveur du déblocage de 582 millions de dollars (636,36 millions d'euros/4,17 mds FF) d'arriérés dus par les États-Unis à l'ONU. Le Sénat avait donné son feu vert le 7 février dernier.

M. Annan a néanmoins appelé les États-Unis à présenter, comme ils s'y sont engagés, les preuves impliquant ben Laden et son réseau dans les attentats du 11 septembre.

Une attaque contre le peuple afghan serait « inacceptable » pour l'Iran

■ TÉHÉRAN (AFP) — Le chef de la justice iranienne, l'ayatollah Mahmoud Chahroudi, a affirmé lundi qu'une attaque contre le peuple afghan serait « inacceptable », a rapporté l'agence officielle IRNA. « Il faut lutter intelligemment contre ce phénomène (le terrorisme) », a-t-il dit ajoutant que « pour juger les terroristes il faut, outre une définition claire du terrorisme, avoir des preuves concrètes ». M. Chahroudi a également rappelé que « la sanction devra être proportionnelle au crime », et que les Afghans constituent déjà un peuple « opprimé ». Il a par ailleurs estimé que « la main du sionisme et de ses alliés est derrière toutes les attaques terroristes ». L'Iran, qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec les États-Unis et qui a condamné les attentats aux États-Unis, est opposé à une riposte militaire contre l'Afghanistan, qui abrite Oussama ben Laden, principal suspect des attentats.



Pour la première fois chez Holt Renfrew.

HOLT RENFREW

PLACE SAINTE-ÉOY, (418) 656-6783 www.holtrenfrew.com

TAUX GARANTIS
PENDANT
10 ANS

De 3,25 %
la première année

Jusqu'à 7,50 %
la dixième année

Cherchez-vous à diversifier vos placements ?

Les Obligations à taux progressif Placements Québec constituent une solution intelligente pour équilibrer votre portefeuille. Elles vous offrent des taux progressifs des plus avantageux garantis pendant 10 ans. Votre capital est aussi garanti sans limites par le gouvernement du Québec. De plus, elles vous permettent de profiter d'éventuelles hausses de taux d'intérêt puisqu'elles sont remboursables chaque année à leur date anniversaire. Pour une réponse judicieuse toute l'année, contactez l'un de nos agents d'investissement du lundi au vendredi de 8 h à 20 h.

Boni +1%
la première année
pour les nouveaux
fonds REER



1 800 463-5229
Pour la région de Québec, composez le 521-5229.

OBLIGATIONS
À TAUX
PROGRESSIF
PLACEMENTS
QUÉBEC

www.placementsqc.gouv.qc.ca

Placements Québec

LES LENDEMAINS DES ATTENTATS

L'économie des maux

Pourquoi l'astrologie a-t-elle été inventée? Pour que l'économie ait l'air d'une science exacte, bien sûr. En Occident, les prévisions économiques ont remplacé la danse de la pluie, l'examen des entrailles du poulet et la lecture du marc de café, comme référence suprême lorsqu'il s'agit de sonder l'avenir.

Il importe peu que nos gourous modernes se gouvernent la plupart du temps. Personne ou presque ne leur en tient rigueur. Qui se souvient encore que le ministre des Finances du Canada, Paul Martin, euh, c'est-à-dire, Paul Martin, jurait récemment qu'il n'y avait pas de récession en vue? Ne s'appuyait-il pas sur de savantes analyses, rédigées par des gens dont les diplômes mis bout à bout permettraient d'aller passer la fin de semaine en Grèce, de bifurquer par le Kilimandjaro, de revenir faire une provision de jujubes et de repartir pour un aller-retour sur la Lune? Disparu, oublié, tout ça. Comprenez qui pourra, nous sommes plus exigeants envers les météorologues.

« Tu connais la différence entre un économiste et un homme qui a perdu la mémoire? m'a déjà demandé un conseiller financier. C'est celui qui tient la calculatrice à l'envers. »

John Kenneth Galbraith, qui s'y connaissait en matière d'erreur de calcul, disait que les économistes ne donnent pas leur avis parce qu'ils détiennent la vérité, mais plutôt parce qu'on leur demande. C'est vrai. Ils vous diront seulement demain pourquoi ils n'ont pas su prévoir hier ce

qui se passe aujourd'hui.

Depuis trois ans, nos spécialistes se créent le chignon pour prédire le moment précis de la prochaine récession. Par moments, ça tourne à l'obsession compulsive. L'économie américaine donne-t-elle des signes de ralentissement? N'a-t-on pas enregistré un fléchissement dans les exportations de poulets angoras, de saumons transgéniques et de boutons à quatre trous? Et les commandes de sapins de Noël? Personne n'a songé aux commandes de sapins de Noël? Bon sang, mais où avez-vous la tête? Ne savez-vous pas qu'elles constituent un indice infallible de la confiance des consommateurs?

Techniquement, une récession survient après deux trimestres consécutifs de croissance négative. Ça signifie qu'on peut s'y trouver depuis un certain temps avant de s'en apercevoir. Comme celui qui entre par mégarde dans une réunion des discrets anonymes, lors d'une panne d'électricité.

Vous trouvez tout cela un peu ésotérique? Rassurez-vous. Afin de bien mesurer la distance qui les sépare des sciences occultes, les étudiants en économie racontent l'histoire d'un professeur qui accrochait une patte de lapin, à la porte de son bureau. À un étudiant qui lui demandait s'il croyait que ce genre de babiole allait lui porter chance, ce professeur d'économie répondit:



Jean-Simon Gagné

JSGagne@lesoleil.com

« Bien sûr que je ne crois pas à ce genre de superstition. Mais je n'y peux rien. Cette damnée patte de lapin fonctionne, que l'on y croit ou non! »

La plupart du temps, les économistes se donnent la peine d'établir leurs prévisions à la décimale près, ce qui prouve qu'ils gardent le sens de l'humour. En économie, ce n'est pas la réalité qui

compte. C'est la façon dont on imagine la réalité.

Vous en voulez quelques exemples? Alors prenez n'importe quelles prévisions budgétaires gouvernementales depuis 20 ans. Qu'il s'agisse de déficit ou de surplus, la marge d'erreur varie souvent entre 40 et 100%. Même chose pour les principaux indicateurs économiques, notamment le taux d'inflation et le taux de croissance.

On me dira que tout n'est pas si simple. On précisera que les pauvres économistes ne peuvent prévoir des attentats terroristes comme ceux qui sont survenus aux États-Unis, par exemple. On ajoutera aussi que les prévisions ne sont pas exemptes de manipulations politiques, destinées à rassurer les investisseurs ou à fabriquer une marge de manœuvre.

Reste qu'il aura de l'expert économique apparaît intouchable, quoi qu'il arrive. Alors il s'enhardit, il déborde, il se permet parfois des com-

mentaires édifiants sur le monde, revu et corrigé par la sagesse des chiffres. Le comble a été atteint par un économiste français, qui a forgé sa propre théorie sur la disparition des bisons dans les plaines de l'Ouest.

« Pourquoi les bisons ont-ils disparu? a-t-il demandé. Parce qu'ils n'appartenaient à personne! Les cow-boys n'ont jamais massacré leurs propres vaches! »

Blague à part, dans cette orgie de prédictions fumeuses, on en vient presque à regretter la modestie de l'ex-secrétaire du Trésor américain Robert Rubin. À la veille d'un sommet du G7, n'avait-il pas résumé ainsi l'objectif des chefs d'État présents?

« Je suis sûr que nos déclarations communes seront suffisamment vagues pour que personne ne songe à s'en inspirer. »

Changement de sujet. La semaine dernière, pour me punir d'avoir écrit sur les sentiments antiarabes d'une partie de la population de Québec, une lectrice bien intentionnée m'a expédié un courriel un peu méchant qui se terminait de la façon suivante:

— Si vous étiez mon chum, je vous servais un verre d'eau empoisonnée.

En général, mieux vaut ne pas relever ce genre de politesse. Mais cette fois, je ne peux résister à l'envie de reprendre la célèbre réplique d'un politicien anglais.

— Si vous étiez ma blonde, chère madame, je le boirais...

Washington ne veut pas entendre le mollah Omar

Une station de radio publique obligée d'annuler la diffusion d'une entrevue

WASHINGTON (AFP) — La radio publique la Voix de l'Amérique (VOA) a décidé d'annuler la diffusion d'une interview du mollah Mohammad Omar, chef suprême des talibans, à la suite de l'opposition des autorités américaines, a indiqué hier le département d'État.

« Nous avons estimé qu'il ne fallait pas le faire. Nous ne pensons pas que le contribuable américain, la Voix de l'Amérique, doivent diffuser la voix des talibans », a déclaré le porte-parole du département d'État, Richard Boucher.

M. Boucher a justifié cette position par le fait que les propos du mollah Omar avaient déjà été diffusés par d'autres, et a jugé qu'une nouvelle interview n'aurait rien apporté de nouveau.

« Ses commentaires ont déjà été diffusés par d'autres radios. À moins qu'il n'annonce qu'il accepte les demandes des Nations unies (ndlr l'extradition d'Oussama ben Laden), il n'y a rien qui constitue une nouvelle dans une interview de ce genre », a ajouté M. Boucher.

« SOURCE DE CONFUSION »

« Diffuser cette interview aurait été source de confusion pour des millions d'auditeurs envers une émission essentiellement du gouvernement américain, payée par le gouvernement américain. »

Le département d'État (ministère des Affaires étrangères) « qui a un siège au conseil d'administration de la VOA, a parlé aux autres membres pour indiquer que la Voix de l'Amérique ne devrait pas procéder à cette diffusion, ne pas mettre la voix de cet homme dans notre radio », a-t-il ajouté.

Cette interview de quatre minutes devait être diffusée vendredi dernier dans une émission sur les réactions au discours du président américain George W. Bush au Congrès concernant l'engagement de Washington dans la lutte contre les mouvements terroristes, à la suite des attentats du 11 septembre.

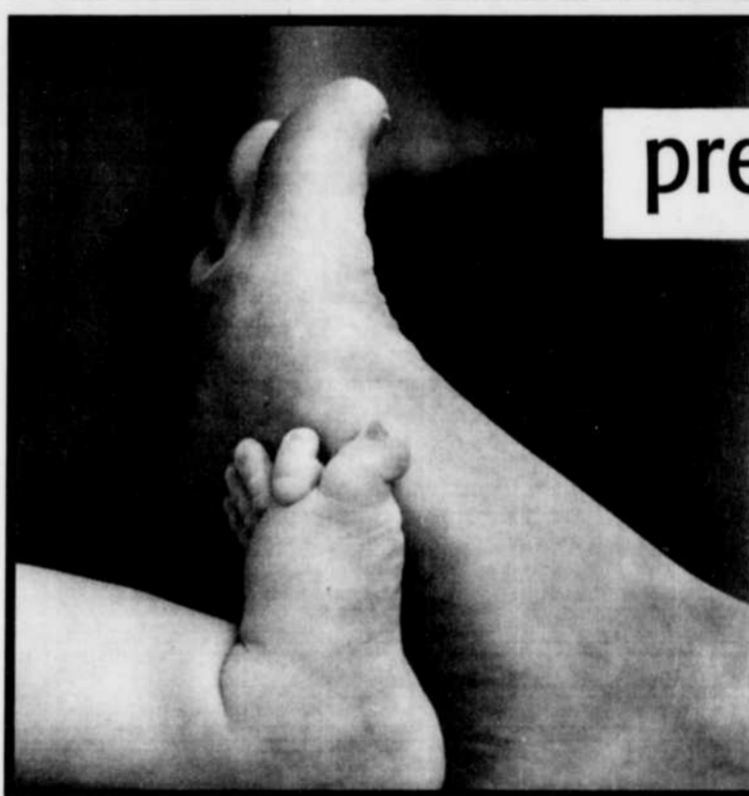
Le régime des talibans est accusé par Washington d'accueillir le principal suspect des attentats de New York et Washington, le milliardaire d'origine saoudienne Oussama ben Laden.

L'intervention auprès de la radio a été faite par le secrétaire d'État adjoint Richard Armitage, a indiqué un responsable du département d'État sous couvert de l'anonymat.

La VOA, qui émet en différentes langues à destination de tous les pays du monde, est financée par l'administration américaine, mais reste très jalouse de sa liberté éditoriale. Un employé cité hier par le journal *Washington Post* s'est déclaré sous couvert d'anonymat choqué par les pressions exercées par le département

d'État, estimant que la radio avait été « bâillonnée ». Selon le *Washington Post*, le chef des talibans a dans cet

entretien accusé les États-Unis de « prendre l'islam en otage » et de « créer le mal qui l'attaque ».

Ce sont vos pieds,
prenez-en soin !

Votre médecin et les orthésistes du pied des

Laboratoires Pouliot sont les professionnels à consulter pour trouver une solution durable à vos problèmes de pieds et ceux qui peuvent en découler : maux de dos, chevilles, genoux, etc.

- Membre de l'ordre professionnel O.T.P.Q.
- Certifié par le Conseil canadien C.C.C.O.P.
- Détenteur de permis du ministère M.S.S.S.
- Accrédité par R.A.M.Q., S.A.A.Q., CSST

Les Laboratoires Pouliot vous offrent un service complet :

- Examen fonctionnel
- Orthèses et chaussures de qualité supérieure

2990, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy

(418) 652-0100

Pour un rendez-vous près de chez vous : 1 800 363-6172

Les berlines de Classe C 2002,
une valeur équitable
à partir de 37 950 \$*

Pour les parents d'avants et de défenseurs.

La Familiale Sport C320 2002,
une valeur équitable
à partir de 52 850 \$**

Pour les parents de gardiens de but.

LES BERLINES ET LA FAMILIALE SPORT DE CLASSE C. La tenue de route d'une grande sportive européenne. Un style élégant. Et les mêmes innovations de sécurité qui équipent nos voitures porte-drapeaux. Le tout est de série pour chacune de nos Mercedes de Classe C, et ce de nos berlines sportives à la nouvelle Familiale Sport C320 dont l'espace

utilitaire atteint 1800 litres. Alors que vous soyez le père ou la mère d'un joueur de hockey, ou encore l'adjoint du responsable de l'équipement, sachez qu'il y a une Classe C luxueuse, attrayante et polyvalente qui n'attend que vous. Passez nous voir ou appelez-nous afin de prendre rendez-vous pour un essai routier. Et venez avec toute l'équipe si cela vous tente.



Mercedes-Benz

L'avenir de l'automobile



Chatel Automobiles Ltée
Témoin de votre réussite...
1350, Bouvier, Québec Tél: (418) 628-6336
www.chatel-mercedes-benz.ca

Satellite de
Chatel Automobiles Ltée
au 171, boul. Ste-Anne, Pointe-au-Père G5M 1C3
Vente et service 1800 353-0911

Entrez dans l'univers Mercedes-Benz avec les articles grillés du catalogue *La Collection* en visitant www.mercedes-benz.ca

© Mercedes-Benz Canada Inc., Toronto, Ontario, 2001. Une Compagnie DaimlerChrysler. *PDSF de la Classe C 2002 à boîte manuelle (C240 Sport normale). **PDSF de la Familiale Sport C320 2002 (Ensemble Sport optionnelle). Les concessionnaires peuvent offrir un prix moindre.



allez-y

PLUS DE 275 CANAUX DONT
40 CANAUX DE CINÉMA À LA CARTE
SON ET IMAGES 100% NUMÉRIQUES
RÉCEPTEUR VIDÉO PERSONNEL

TÉLÉ SATELLITE

www.bell.ca



LES LENDEMAINS DES ATTENTATS

La FAA recrute les policiers de l'air

Ils assureront la sécurité dans les avions

WASHINGTON (AFP) — L'administration fédérale de l'aviation civile (FAA) a lancé un avis de recrutement de policiers armés en civil afin d'assurer la sécurité à bord des avions de ligne, dans le cadre de mesures antiterroristes prises à la suite des attentats du 11 septembre, a-t-on appris hier auprès de la FAA.

« Nous ne publions aucun chiffre : ni le nombre de policiers que nous avons déjà ni l'effectif définitifs dont sera dotée cette force », a indiqué un porte-parole de la FAA, Rebecca Trexler.

Pendant que la campagne de recrutement est en cours, « des policiers d'autres agences fédérales sont actuellement en train d'être rapidement formés comme policiers des airs », a-t-elle précisé.

La FAA a indiqué qu'à la suite du détournement d'avions utilisés comme des missiles contre le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington, elle allait placer des policiers à bord des avions de ligne des compagnies américaines.

Ces policiers sont d'ores et déjà présents sur des vols intérieurs et internationaux « que nous pensons menacés », a ajouté le porte-parole.

PORT D'ARMES

Selon la définition du poste disponible hier sur le site Internet de la FAA, ces policiers (Federal Air Marshals) « répondent aux actes criminels à bord des avions de ligne, ainsi qu'aux urgences en vol. Ils sont autorisés à porter des armes, à procéder à des arrestations, tout en assurant la sécurité de l'appareil, de l'équipage et, bien sûr, des passagers ».

Les candidats doivent être des citoyens américains et se verront offrir un salaire annuel allant de 35 000 à 80 000 dollars US.

La compagnie aérienne allemande Lufthansa a décidé de doter ses appareils effectuant des liaisons dans des zones sensibles de policiers armés en civil, comme le fait systématiquement la compagnie israélienne El Al, selon un hebdomadaire allemand.

EN BREF

Pas de bombe dans le vol 93

SHANKSVILLE, Pennsylvanie — Le FBI a annoncé hier que ses enquêteurs n'avaient pas trouvé de preuves de la présence d'une bombe à bord du vol 93 de United Airlines, qui s'est écrasé près de Pittsburgh, en Pennsylvanie, après avoir été détourné le 11 septembre dernier, avec 44 personnes à bord. Des passagers ayant réussi à appeler avec des téléphones portables avaient déclaré que l'un des pirates semblait avoir attaché une bombe sur lui. Juste avant l'accident, au moins trois passagers avaient dit qu'ils allaient tenter reprendre le contrôle de l'appareil. Bien qu'ils aient échoué, ils pourraient bien avoir empêché l'avion de s'écraser sur Washington. Mais rien n'indique dans les débris retrouvés au sol que l'appareil n'ait pas été intact au moment de l'impact avec la terre, selon l'agent fédéral Crowley. Onze victimes ont été identifiées pour le moment. Le vol 93 parti de Newark, dans le New Jersey, devait gagner San Francisco lorsqu'il s'est dérotté près de Cleveland et a rebroussé chemin, survolant la Pennsylvanie en direction de la capitale fédérale. (AP)

Ambassades rouvertes mais en état d'alerte

WASHINGTON — Les États-Unis ont déclaré hier que toutes leurs représentations diplomatiques étaient à nouveau ouvertes et placées en état d'alerte renforcé, bien que le département d'État ait déconseillé aux Américains de se rendre en Asie centrale et du Sud. Le porte-parole du département d'État, Richard Boucher, a déclaré que les ambassades et consulats américains à l'étranger étaient « en état d'alerte renforcé », mais ouverts et que certains avaient réduit leurs services en raison de possibles représailles militaires américaines en Afghanistan. « Toutes les ambassades et tous les consulats sont ouverts », a déclaré M. Boucher aux journalistes. Bien sûr, tous nos postes continuent à prendre beaucoup de précautions. Ils sont tous en état d'alerte renforcé », a-t-il poursuivi. M. Boucher a cependant souligné que le département d'État avait recommandé aux Américains de ne pas se rendre dans les trois pays voisins de l'Afghanistan — Pakistan, Kirghizstan et Turkménistan — et d'« étudier sérieusement » tout projet de se rendre en Ouzbékistan. Le département d'État a autorisé le départ du personnel diplomatique non indispensable. De nombreuses représentations américaines avaient été fermées après les attaques terroristes contre le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington, qui ont fait près de 7 000 morts et disparus. (AP)

SOUFFREZ-VOUS ACTUELLEMENT D'ARTHROSE DE LA HANCHE ?

- Vous êtes âgé(e) de 18 ans et plus.
- Vous avez un diagnostic d'arthrose de la hanche et présentez des symptômes depuis trois mois.
- Vous devez actuellement prendre des anti-inflammatoires ou autres analgésiques.

Vous pourriez être admissible à une étude clinique en vue d'évaluer un nouveau médicament expérimental pour traiter l'arthrose de la hanche.

Si vous êtes intéressé(e), contactez une infirmière de recherche au
(418) 990-0751



Centre de l'ostéoporose et de rhumatologie de Québec

Ce projet a reçu l'approbation d'un comité d'éthique central de la recherche.



Mohamed Atta, père d'un présumé terroriste.

PRÉSUMÉ TERRORISTE
Le père d'Atta certain de son innocence

LE CAIRE (AFP) — Le père de l'Égyptien Mohamed Atta, soupçonné d'avoir détourné et dirigé un avion vers l'une des tours du World Trade Center à New York, a affirmé hier que son fils l'avait appelé après la date du 11 septembre et était innocent.

« Il m'a appelé après le 11 septembre. Je crois qu'il était sous la menace, qu'il avait été kidnappé et contraint à appeler », a déclaré, apparemment énervé et en colère, Mohamed al-Amir Atta, un avocat d'une soixantaine d'années, lors d'une conférence de presse organisée par l'Association de la presse étrangère.

TUÉ PAR DES RAVISSEURS

M. Atta a affirmé ne pas savoir d'où provenait la communication et a émis l'hypothèse que les ravisseurs aient pu tuer son fils, âgé de 33 ans, par la suite.

Le père, qui avait donné une interview exclusive à l'AFP la semaine dernière, a précisé que c'était toujours son fils qui appelait sa famille au Caire, laissant entendre qu'il avait peu d'informations sur sa vie à l'étranger depuis qu'il étudiait à Hambourg en Allemagne. « C'était toujours lui qui nous appelait. Nous n'avions pas son numéro de téléphone », a déclaré le père, portant costume et cravate, précisant qu'il parlait couramment l'anglais et l'allemand.

Quand il était enfant, Mohamed Atta « n'avait pas l'habitude de jouer avec des jouets machos comme les armes. Il ne jouait qu'aux échecs avec moi », s'est rappelé son père. « Mohamed avait une relation très étroite avec sa famille, notamment avec sa mère. C'était un enfant merveilleux, calme et souriant », a-t-il ajouté.

M. Atta s'est déclaré convaincu que les attaques anti-américaines étaient le résultat d'un complot regroupant les services de renseignements britanniques, russes, américains et le Mossad israélien.

Ahmed Ressayam interrogé de nouveau

MONTREAL (PC) — Les enquêteurs américains ont recommencé à interroger Ahmed Ressayam, cet Algérien de Montréal condamné pour une tentative d'attentat à la bombe à l'aéroport de Los Angeles, pour en apprendre plus sur le fonctionnement des réseaux d'Oussama ben Laden, selon le *Los Angeles Times*.

Ressayam avait été arrêté le 14 décembre 1999 par des douaniers près de Seattle, en provenance de Colombie-Britannique, au volant d'une voiture contenant 59 kilos d'explosifs et des mécanismes d'horlogerie. Condamné à l'issue d'un procès en avril dernier, il attend de connaître sa sentence. Passible de 130 ans de prison, il a accepté de collaborer avec la justice américaine, dans l'espoir de voir cette sentence réduite.

La confession qu'il a livrée cet été au FBI et au procès d'un de ses complices, Mokhtar Haouari, montre qu'il en connaît beaucoup sur le fonctionnement du mouvement al-Qaeda, créé par ben Laden, principal suspect dans les attentats du World Trade Center et du Pentagone. Mais les policiers se demandent s'il a vraiment tout dit.

Ressayam a appris à manier les armes à feu et à fabriquer des explosifs dans le camp d'entraînement de ben Laden en Afghanistan. Ce camp est dirigé par Abou Zoubeida. Selon des informations non confirmées, Zoubeida aurait déjà vécu à Montréal. C'est ici qu'il aurait accueilli un autre terroriste, Fateh Kamel, actuellement détenu en France.

DES LIENS INTÉRESSANTS

Le FBI, la GGR, le Service canadien de renseignements de sécurité (SCRS) et la police française s'intéressent à plusieurs personnes qui auraient été reliées à Ressayam et, indirectement, à ben Laden. Parmi ces personnes se trouve un ancien citoyen du

Soudan qui vit à Montréal, soupçonné d'avoir participé à un groupe qui aurait récemment comploté pour faire exploser un jet d'Air France.

Selon le *Vancouver Province*, le FBI a aussi demandé d'enquêter sur un résident montréalais,

Raouf ben Larbi Hannachi. Salim Jiwa, un spécialiste des groupes intégristes, a écrit dans le *Vancouver Province*, dimanche, qu'un ancien complice de Ressayam, Samir Ait Mohamed, a été arrêté en juillet et emprisonné à Vancouver, en attendant

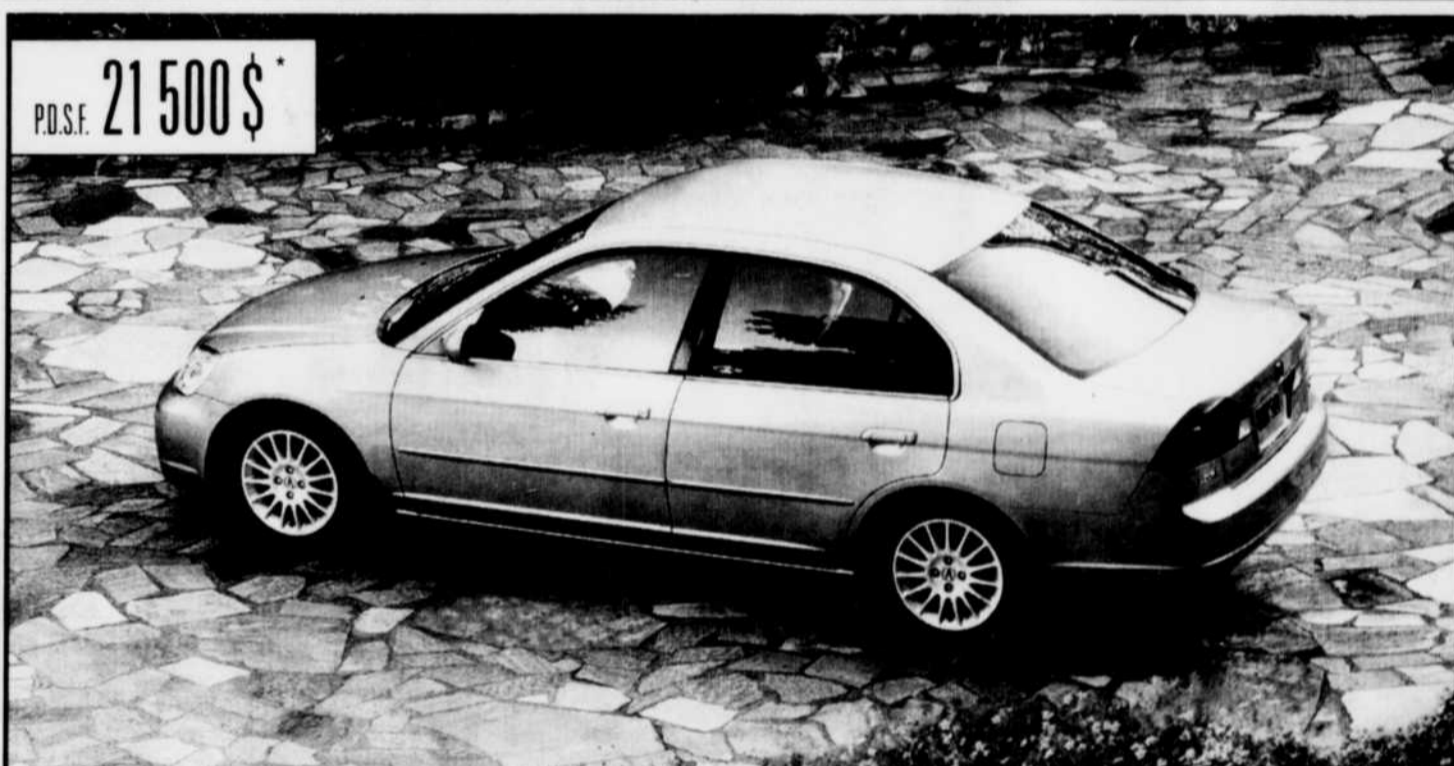
son extradition. La police s'intéresse également à lui, en relation avec les derniers attentats.

Mohamed est soupçonné d'avoir cherché à faire sauter une bombe dans un quartier résidentiel de l'île de Montréal habité par plusieurs membres de la communauté juive. Il est également soupçonné d'avoir planifié la création de camps d'entraînement en Afghanistan. Le SCRS a fiché Mohamed en 1995. L'agence de renseignement aurait capté ses conversations téléphoniques avec des proches de ben Laden.

Au cours de son témoignage au procès de Mokhtar Haouari, Ahmed Ressayam a révélé qu'il avait eu plusieurs conversations avec Samir Ait Mohamed. Ce dernier lui aurait donné des conseils avant son départ de Montréal pour Vancouver, où Ressayam a préparé ses explosifs dans le but de les faire passer aux États-Unis.

Toujours au cours de ce procès, Ressayam a donné le nom d'un autre complice de Montréal, Hassan Zamiri.

Les policiers se demandent s'il a vraiment révélé tout ce qu'il sait



P.D.S.F. 21 500 \$*

L'Acura 1.7EL 2001

Incluant : nouveau moteur 1,7 litre VTEC • freins à disque aux 4 roues avec ABS • climatiseur • radio AM/FM avec lecteur CD • roues en alliage • système d'entrée sans clé • immobilisateur ECU • lave-glaces électriques • rétroviseurs électriques chauffés • volant ajustable • régulateur de vitesse • volant gainé de cuir • coussins gonflables latéraux (SRS) et tellement plus...

Soyez les premiers à profiter des dernières 2001.

ACURA

ACURA
Optima
QUÉBEC

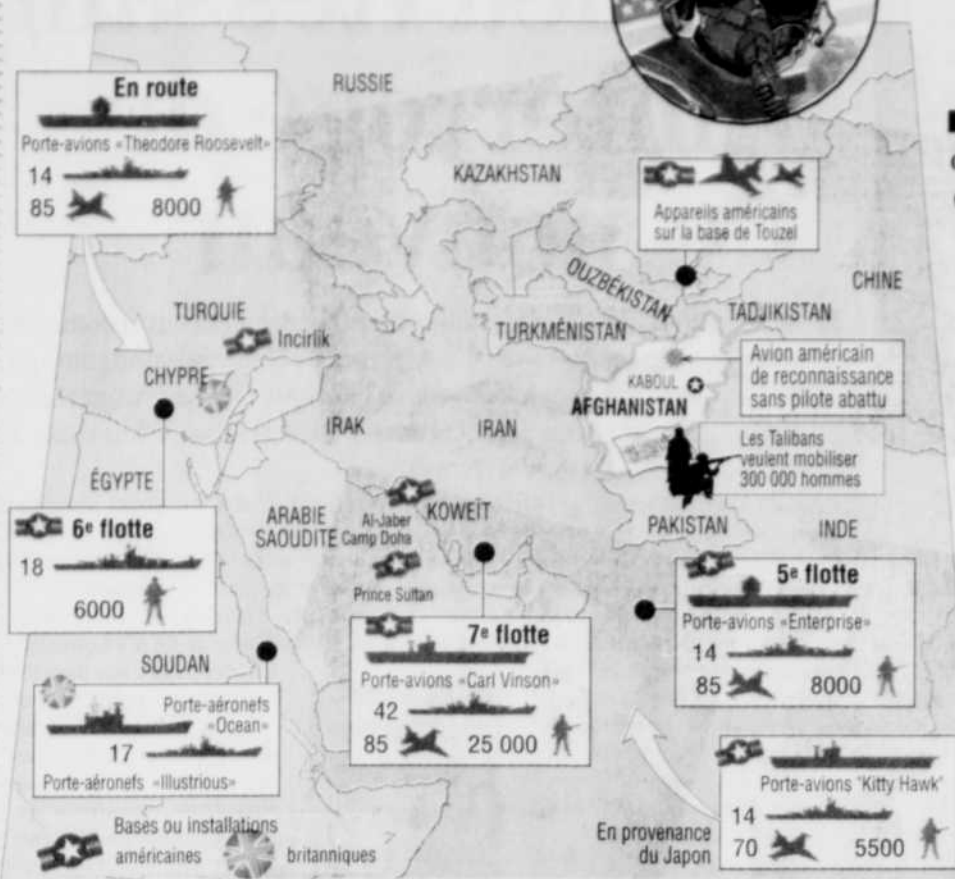
4901, boul. des Galeries,
Québec (Québec) G2K 1X1
(voisin des Gal. de la Capitale)
(418) 622-8180 Ext.: 1-888-21-ACURA



www.acuraoptima.com

LES LENDEMAINS DES ATTENTATS

L'AMÉRIQUE DÉPLOIE SES FORCES



L'Afghanistan encerclé

■ PARIS (AFP) — Les États-Unis et leur allié britannique ont redéployé des dizaines de milliers de soldats et un impressionnant dispositif aérien, terrestre et naval en vue de représailles aux attentats du 11 septembre à New York et Washington.

Voici le décompte des troupes américaines qui seraient mobilisées pour d'éventuelles frappes contre l'Afghanistan, où se trouverait le commanditaire, selon Washington. Des attentats, Oussama ben Laden ainsi que la liste des pays qui participeraient à l'offensive.

Elles incluent les forces basées dans les pays de la région depuis la guerre du Golfe et celles basées sur l'île de Diego Garcia dans l'océan Indien.

Deux porte-avions américains, le *Theodore Roosevelt*, parti mercredi des États-Unis avec 80 avions et, à sa suite, un groupe aéronaval de 14 navires — dont trois bateaux amphi-

bles transportant la 26^e unité expéditionnaire du Corps des Marines —, et le *Kitty Hawk*, qui a quitté vendredi le Japon et qui peut accueillir 5 500 hommes et 75 avions, font route vers l'océan Indien et le Golfe, où ils doivent rejoindre deux autres bâtiments, déjà sur place, le *Carl Vinson* et l'*Enterprise*.

Le *Carl Vinson* et l'*Enterprise* comptent chacun quelque 75 avions de guerre, et sont accompagnés d'un groupe aéronaval comprenant des destroyers et deux sous-marins capables de tirer des missiles de croisière Tomahawk. Un contingent de 2 200 Marines a quitté le sol américain jeudi, de même que des bombardiers B-52 et B-1, des ravitailleurs et des appareils de surveillance radar AWACS.

Des centaines d'avions américains sont basés en Arabie saoudite, au Koweït et en Turquie, incluant des bom-

bardiers furtifs F-117, des chasseurs bombardiers F-15 et F-16.

Le commandement des opérations spéciales de l'armée et ses 13 000 soldats, dont ceux du 75^e régiment de Rangers, est en état d'alerte.

L'armée a appelé au service actif un contingent supplémentaire de 5 172 réservistes de la garde nationale et de l'armée de l'Air, dans le cadre des 35 000 réservistes que comptent mobiliser au total les États-Unis après les attentats.

Selon un responsable militaire ouzbek, des avions militaires américains, qui comporteraient des systèmes de reconnaissance, sont déjà en Ouzbékistan, ex-république soviétique. Le Pentagone a refusé de confirmer.

Des hélicoptères américains stationnent également à Tchirchik selon des diplomates dans la capitale ouzbèke.

GRANDE-BRETAGNE

Des commandos SAS (Special Air Service) et des membres du MI6, les services de renseignements britanniques, sont déjà dans le nord de l'Afghanistan. Environ 24 navires de surface et deux sous-marins britanniques ont traversé le canal de Suez, en direction du Sud.

Toutes ces forces seront disponibles en cas de besoin, selon la presse britannique. Londres peut disposer dans la région d'un total de 59 avions militaires.

La 16^e brigade d'assaut britannique, actuellement en Macédoine, pourrait être déployée en Afghanistan immédiatement après la fin de sa mission, prévue pour la semaine prochaine.

Au total 750 commandos du SAS (Special Air Service) et du SBS (Special Boat Service, les commandos de marine) sont en état d'alerte, prêts à être rapidement déployés.

Selon le journal britannique *The Times*, Londres doit décider dans les jours à venir de l'ampleur de son assistance militaire à Washington.

AUTRES PAYS

La Russie pourrait offrir aux États-Unis des corridors aériens, mais exclusivement pour une aide «humanitaire», selon les déclarations d'un député russe à l'issue d'une rencontre hier avec le président Vladimir Poutine. L'Armée russe pourrait renforcer sa présence au Tadjikistan. Selon le *Sunday Times*, les forces spéciales russes Spetznaz, comprenant des vétérans de la guerre URSS-Afghanistan, pourraient également prendre part au conflit.

Après Israël et la Turquie, plusieurs pays ont proposé d'ouvrir leur espace aérien aux avions militaires: la Slovénie, la Grèce, le Kazakhstan et l'Ukraine. Le Turkménistan, tout en insistant sur sa neutralité, a accédé à une demande américaine d'ouvrir des couloirs aériens et terrestres pour acheminer une «aide humanitaire».

La France et l'Allemagne pourraient prendre part aux opérations. Ces informations n'ont pas été confirmées officiellement.

L'opposition afghane a proposé les services de ses 15 000 hommes.

Selon les médias japonais, les forces d'autodéfense nippones prévoieraient d'envoyer jeudi trois navires d'escorte et un autre de ravitaillement.

La Corée du Sud est prête à fournir un soutien médical et logistique, mais pas à mettre des combattants à la disposition des États-Unis.

MISE AU POINT

Veillez noter les corrections suivantes:

Dans notre cahier publicitaire **Toute l'électronique de marque Panasonic en solde** de 4 pages en vigueur du 10 au 30 septembre 2001 (V093V201).

À la page 2, le lecteur DVD/DC N° 30443. **Dolby numérique n'est pas identique au modèle illustré.**

Dans notre cahier publicitaire **RÉCLAME DE MODE** de 48 pages en vigueur du 17 au 23 septembre 2001 (C094F501).

À la page 42, Le cycle-exerciseur vertical Free Spirit, n° 30238 **n'est pas tel qu'illustré**. La même erreur se répète dans le cahier Vente de 3 jours en vigueur du 21 au 23 septembre 2001.

Dans notre cahier publicitaire **TOUS LES ASPIRATEURS EN SOLDE** en vigueur du vendredi 21 septembre au dimanche 7 octobre 2001 (W094W101).

À la page 2, l'article b - Aspirateur-traineau Kenmore 12 A #20100 **n'est pas tel qu'illustré**.

Dans notre cahier publicitaire **LA RÉCLAME DE MODE** en vigueur du lundi 24 au dimanche 30 septembre 2001 (C095F501).

À la page 24, Four à micro-ondes Kenmore 1,8 pi3 à hotte intégrée **n'est pas tel qu'illustré**.

À la page 44, Exerciseur Free Spirit Club Series 5,1 hp, n° 30916 **n'est pas exactement tel qu'illustré**.

À la page 46, le numéro de modèle de la scie à onglets combinés CRAFTSMAN 10 po, 15 A **devrait se lire 28549**.

Dans notre cahier publicitaire **GROS APPAREILS MÉNAGERS** en vigueur jusqu'au 7 octobre 2001 (FAM094FAM101).

À la page 4, Laveuse et sècheuse Kenmore Elite n°s 22932/62932. **L'offre prend fin le dimanche 23 septembre 2001.**

Nous sommes sincèrement désolés de tout inconvénient que ces erreurs ont pu causer à nos clients.

SEARS

1007070



Révolution chez les tout-terrains: le confort.

ENVOY
GMC
TROIS LETTRES
QUI EN DISENT LONG

Les véhicules utilitaires sport n'ont pas peur d'affronter tous genres de terrains. Mais dur de dur ne veut pas toujours dire brute.

Voici le nouvel Envoy 2002 de GMC. Il possède toute la puissance qui sied à sa catégorie (270 HP)*. Mais aussi un habitacle silencieux plus vaste que celui du Jeep Grand Cherokee*, avec de larges sièges à dossier rembourré et un

tableau de bord orné de bois et de nickel brossé dignes d'une luxueuse berline. Il est aussi le seul utilitaire sport doté du système de communication et de sécurité OnStar, qui vous permet d'obtenir de l'aide 24 heures sur 24 en appuyant simplement sur un bouton**.

Vos compagnons de route apprécieront la climatisation à deux zones, qui permet un écart de température allant

jusqu'à 14 °C/25 °F entre le conducteur et les passagers.

Seul point de friction possible : quelle musique écouter sur la chaîne audio Bose (en option), ou encore, quel film regarder sur le lecteur DVD (disponible bientôt en option).

Pour connaître ses autres petits secrets, visitez gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.

4,9% DE FINANCEMENT À L'ACHAT
JUSQU'À 48 MOIS*** À PARTIR DE 38 499\$[†]

Photo à titre indicatif. *Basé sur sa puissance (HP) et sur les données les plus récentes concernant les modèles 2001 concurrents dans le segment des utilitaires sport GM de poids moyens. **Il utilise le système de positionnement global (GPS) et la technique de communication sans fil pour vous fournir une assistance personnalisée 24 heures sur 24, au seul toucher d'un bouton. Le plan de sécurité OnStar avec service pour un an est compris sans frais. Au simple toucher d'un bouton, vous avez accès à un conseiller OnStar qui peut faire appel à des services d'urgence ou d'assistance routière. ***Financement sur approbation de GMAC seulement. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. L'offre s'applique aux véhicules neufs ou aux démonstrateurs 2002. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Offre d'une durée limitée. †Envoy SLE groupe 1SA. Préparation incluse, transport (835 \$), immatriculation, assurance et taxe en sus. Pour plus de détails, visitez le site gmcanada.com ou composez le 1 800 463-7483.

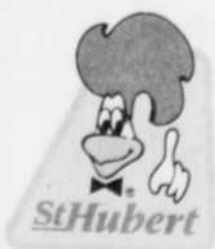


50 ans de St-Hubert, ça en fait des anniversaires.

Le 25 septembre 1951, Hélène et René Léger ouvraient leur première pâtisserie au 6359 de la rue St-Hubert. Cela fait donc 50 ans aujourd'hui que plusieurs générations de clients se retrouvent chez St-Hubert, pour fêter les grands moments de la vie et profiter du quotidien. Au nom de nos 7000 employés, je tenais à vous remercier pour cette fidélité.

Jean-Pierre Léger

Président et chef de la direction
Les Pâtisseries St-Hubert Ltée



IL Y A **50 ans**
QUE JET'AIME

LES LENDEMAINS DES ATTENTATS

Le Pakistan attend 1 million de réfugiés

ISLAMABAD (AFP) — Les Nations unies et le Pakistan se préparent à une opération humanitaire massive pour un million de nouveaux réfugiés afghans qui vont fuir en raison de la guerre imminente dans leur pays.

Cette situation tourne au casse-tête pour les autorités du Pakistan qui entendent contenir et encadrer le mouvement en raison des risques posés à la sécurité du pays.

Peter Kessler, porte-parole du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), a déclaré hier que les Nations unies avaient lancé une gigantesque opération d'urgence pour être prêtes à faire face, le cas échéant, à une « crise massive ».

Depuis dix jours, des dizaines et des dizaines de milliers d'Afghans, effrayés par les menaces de guerre, ont quitté leur lieu de résidence. Certains ont pris les chemins du Pakistan et de l'Iran, qui hébergent déjà depuis 1980 plusieurs millions de réfugiés.

Côté pakistanais, des milliers ont déjà franchi la frontière après le déclenchement de la crise liée aux attentats du 11 septembre aux États-Unis, mais les autorités se préparent à l'arrivée d'un million de nouvelles personnes déplacées.

CRISE APPRÉHENDÉE

Le HCR a estimé que 300 000 nouveaux réfugiés afghans pourraient arriver à la frontière avec l'Iran en cas d'attaque américaine contre l'Afghanistan. D'autres sources citent le chiffre de 500 000. « Nous suivons nos longues expériences du nord de l'Irak et des Balkans, a dit M. Kessler. La situation à



Cette réfugiée se repose un peu tandis que son enfant dort en bordure d'une route pakistanaise.

l'intérieur de l'Afghanistan est si précaire que si nous ne nous y préparons pas, elle pourrait engendrer une crise massive ».

La milice des talibans, au pouvoir à Kaboul, accusée de protéger le terroriste présumé Oussama ben Laden, a commencé hier à mobiliser massivement ses partisans pour le jihad (guerre sainte), alors que les États-Unis poursuivent d'intenses préparatifs militaires.

M. Kessler a indiqué que le HCR avait reçu « le feu vert » des autorités pakistanaises de la province du Balouchistan pour commencer à laisser entrer, puis acheminer vers un camp, des milliers d'Afghans bloqués de l'autre côté de la frontière, dans la région de Chaman.

Selon un autre porte-parole de l'ONU, Eric Falt, les autorités pakistanaises ont déjà identifié 70 sites potentiels pour de nouveaux camps de réfugiés au Pakistan.

EN BREF

« Black-out » pour l'ONU

■ NEW YORK (Nations unies) — L'ONU a pratiquement cessé toutes ses activités en Afghanistan, sauf l'aide alimentaire, après que les talibans eurent imposé un black-out sur ses communications extérieures, a indiqué hier le porte-parole de l'organisation. « De nombreuses activités ont été interrompues ou ont entièrement cessé », a dit le porte-parole Fred Eckhard. Mais il a souligné que certaines se poursuivaient comme l'aide alimentaire fournie par le Programme alimentaire mondial. Les Afghans, soumis à plus de 20 ans de guerre civile et 4 ans de sécheresse, dépendent de plus en plus de l'aide internationale pour survivre. Outre l'arrêt des communications, les talibans ont pris le contrôle pendant la fin de semaine des bureaux de l'ONU à Kandahar, grande ville du sud de l'Afghanistan et quartier général des talibans. Environ 700 Afghans travaillent pour les différentes agences de l'ONU. (AFP)

Les talibans volent des vivres

■ ROME — Environ 1400 tonnes, soit trois semaines de vivres destinés à l'ai-

de alimentaire dans le sud de l'Afghanistan et gérées par le Programme alimentaire mondiale sont tombés hier aux mains des talibans à Kandahar (sud), selon un responsable italien du PAM. « C'est vraiment très grave, car il s'agit d'un dépôt utilisé pour la majeure partie du sud de l'Afghanistan et il y a des réserves qui normalement, à plein régime, durent trois semaines et si elles sont rationnées et distribuées à moins de gens, peuvent évidemment durer plus longtemps », a indiqué à Rome le responsable italien, Francesco Luca. Si on n'arrive pas à faire entrer de nouveaux convois humanitaires, on risque vraiment la catastrophe ». (AFP)

L'UNICEF a perdu contact avec 70 de ses membres

■ COLOGNE (Allemagne) — L'UNICEF a fait part hier de son « inquiétude » à la suite de la perte de contact avec quelque 70 de ses collaborateurs en Afghanistan depuis vendredi. Peu avant la rupture du contact en milieu de journée, le régime taliban avait indiqué qu'il refusait aux membres de cette organisation non gouvernementale l'usage de téléphones, d'ordinateurs et de matériels de transmission, selon un communiqué de l'UNICEF daté de Cologne. (AFP)

À Rivière-des-Jérémie, chacun a ses secrets...



Et chaque secret cache une histoire...



RIVIÈRE-DES-JÉRÉMIE ce soir 20 h

- Virginie 19 h
- La Facture 19 h 30
- Rivière-des-Jérémie 20 h
- Enjeux 21 h



ICI Radio-Canada

allez-y



JEU INTERACTIF

WEBCAMS

EXTRAITS DE BANDES-
ANNONCES DE FILMS

INTERNET
HAUTE VITESSE

www.bell.ca



LA CAPITALE

ET SES RÉGIONS

MENACE DE GRÈVE À LAVAL

« Une surprise pour l'université »

MARIE CAQUETTE
Mcaquette@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Les négociations actuelles entre les professeurs et l'Université Laval touchent des points si névralgiques qu'il s'agit d'une de ces négociations-clés, comme il y en a environ tous les dix ans, sur le campus. Malgré cela, la menace de grève lancée en fin de semaine par ses profs a été « une surprise » pour l'université, affirme Jacques Samson, vice-recteur aux ressources humaines, parce que les choses évoluaient « assez rondement » depuis un mois.

« Tout est sur la table, comme en 1988 », indiquait le vice-recteur, en entrevue hier. Les parties ont procédé à une révision de fond en comble des dispositions de la convention, dit-il. Le nombre de bonifications demandées par le syndicat s'élève à 700, tandis que la partie patronale, de son côté, veut mettre la convention sens dessus dessous en décentralisant la gestion des ressources financières et humaines vers les départements. L'université veut aussi conserver le droit de vie et de mort sur la structure organisationnelle (les départements en fait), sans avoir à faire plus que consulter ses professeurs.

Alors que la nature d'une convention est d'uniformiser les conditions de travail, comme l'affirme M. Samson lui-même, Laval réclame rien de moins qu'un transfert vers la base (les départements) du centre de décision en matière de gestion des ressources.

La diversité des secteurs d'activités de l'université serait ainsi mieux prise en compte.

Ce mouvement est aussi dicté par le souci de conserver à l'université une certaine marge de manœuvre dans un environnement de plus en plus concurrentiel, soutient-il. « Partout, on cherche les plus performants pour remplacer ceux qui partent à la retraite. »

Les négociations venaient à peine d'entrer dans une phase sérieuse, un mois plus tôt

En pratique, cela signifie que chaque département gèrerait le budget global qui lui serait alloué, décidant du nombre de profs réguliers et de chargés de cours, de leur mode d'embauche, de la charge de travail de chacun ainsi que de la rémunération. Tout cela ne se-

rait plus écrit noir sur blanc dans la convention collective.

L'administration refuse donc d'établir un plancher d'emploi comme le réclame le syndicat et veut aussi mettre fin à l'automatisme des concours publics, sous son contrôle, pour pourvoir des postes. Les emplois permanents pourraient être attribués à des profs, à statut précaire, embauchés grâce à des subventions ou à des chargés de cours. « Il y a de très bons éléments parmi les profs subventionnés, pourquoi faut-il les laisser de côté et aller chercher ailleurs ? » demande le vice-recteur.

L'autre élément majeur du projet patronal touche à la liberté, que veut conserver l'administration, de fusionner ou même d'abolir des départements sans avoir à faire plus que de consulter les professeurs. « On trouve ça fort, commente M. Samson que le syndicat demande un droit de veto syndical. Que les profs soient consultés, aucun problème. Mais un droit de veto aux profs et au syndicat !!! »

En ce qui a trait aux salaires, l'offre de parité avec les profs de l'Université de Montréal en 2002 « n'est pas négociable », selon lui; elle apparait au contraire « raisonnable » et « tient compte de la capacité de payer » de l'institution.

Les négociations venaient à peine d'entrer dans une phase sérieuse, un mois plus tôt, indiquait encore le porte-parole patronal. « Il n'y avait rien de

non réglable. Ça avait beaucoup évolué. On échangeait des propositions et des contre-propositions et soudain ils se retirent... » La convention collective était échue depuis près de deux

ans, mais les négociations démarraient à peine dans les faits. Les vrais pourparlers, en présence d'une conciliatrice, n'avaient débuté que le 21 août, selon M. Samson.

Les étudiants inquiets

ISABELLE PORTER
IPorter@lesoleil.com

QUÉBEC — La direction de l'Université Laval n'est pas la seule à craindre une grève des professeurs. Les étudiants aussi sont inquiets et ont peur de devenir les otages d'un conflit qui n'est pas le leur.

« On attend de voir quelle décision les profs vont prendre avant de s'en mêler, mais c'est certain que n'importe quelle solution qui mettrait la session des étudiants en péril est mauvaise pour nous », a commenté dimanche le président de la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), Cédric Williams.

LE SOLEIL révélait dimanche que le Syndicat des professeurs de l'Université Laval (SPUL) soumettrait à ces membres un vote de grève lors de leur prochaine assemblée générale, le 2 octobre prochain. Le SPUL envisage d'employer des moyens de pression plus draconiens pour mettre fin à l'impasse dans ses négociations avec la direction de l'université

té sur le renouvellement de sa convention collective.

Selon Cédric Williams, le scénario envisagé par le syndicat serait celui d'une grève intermittente, à raison d'une journée par semaine et ce, sur une durée de 10 semaines au moins. Cette perspective a beau sembler moins dramatique qu'une grève générale, les étudiants espèrent ne pas en arriver là.

« C'est une décision grave que le mode soit intermittent ou prolongé dans la mesure où les étudiants en subiront les contrecoups », croit le président de l'Association des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (AELIES), Wenceslas Mam's Mamboudou.

Ce qui n'empêche pas les principaux intéressés d'être sensibles à certaines revendications du syndicat comme le ratio prof-élèves, par exemple. « On comprend très bien les griefs du syndicat dans la mesure où il est question d'améliorer la formation des étudiants », explique Wenceslas Mam's Mamboudou qui croit que le véritable problème en est un de sous-financement des universités.

PETITE-RIVIÈRE-SAINTE-FRANÇOIS

Un camionneur perd la vie dans la côte

Le ministère des Transports s'apprête à adoucir cette pente

ISABELLE MATHIEU
IMathieu@lesoleil.com

QUÉBEC — Un camionneur de 37 ans a perdu la vie hier après-midi lorsque son poids lourd a basculé au bas de la côte de Petite-Rivière-Saint-François, une pente dangereuse que le ministère des Transports s'apprête à adoucir.

Le camion de 55 pieds descendait la côte qui mène au village vers 12 h 40 avec un chargement plein de tuyaux métalliques destinés aux canons à neige du Massif de Petite-Rivière-Saint-François. Le camionneur n'a pas été capable de négocier la courbe à 90 degrés qui termine la côte et a vu son mastodonte basculer avant de passer par-dessus le parapet en béton et se retrouver dans le fossé.

Le Lavallois de 37 ans, écrasé par le poids du camion, est mort sur le coup. L'inspection mécanique qui sera effectuée sur le véhicule lourd révélera peut-être la cause de la perte de contrôle.

DÉBUT DES TRAVAUX

Cet accident, le quatrième à cet endroit depuis quatre ans, mais le premier mortel, survient au moment même où le ministère des Transports lance son appel d'offres pour les travaux de réfection de la côte.

Ces travaux s'inscrivent dans la foulée du rapport sur le tragique accident des Éboulements qui a fait 43 morts en 1997. Six côtes de Charlevoix seront remodelées au cours des prochaines années.

Les travaux de la côte de Petite-Rivière-Saint-François, évalués à plusieurs millions de dollars, devraient débuter plus tard cet automne et se terminer avant l'hiver 2002.

Au terme de ces travaux, la côte aura une dénivellation maximale de 15%. La courbe sera aussi agrandie pour pouvoir se prendre à une vitesse de 60 km/h, soit 30 km/h de plus que la vitesse suggérée actuellement. Un lit d'arrêt, sorte de bac en gravier, sera également aménagée pour tous les véhicules qui se verraient incapables de prendre la courbe.

« On pense qu'avec une telle combinaison de facteurs, on va être capables de rendre la côte sécuritaire », indique Luc Bergeron, directeur du bureau de Québec du ministère des Transports.

Dans la foulée du rapport sur l'accident des Éboulements



Pas moins de 40 chambres seront ajoutées au Gîte du Mont-Albert.

PARC DE LA GASPÉSIE

Québec injecte 62 M\$ pour faire des Chic-Chocs une destination internationale

HENRI MICHAUD
Collaboration spéciale

PARC DE LA GASPÉSIE — Québec investira 62 M\$ pour faire des Chic-Chocs une destination internationale incontournable. D'ici 2004, pas moins de 70 projets plus ou moins importants viendront transformer les infrastructures d'accès et d'hébergement, dans le parc de la Gaspésie et en périphérie.

L'annonce faite hier par le premier ministre Bernard Landry, les ministres Guy Chevrette et Maxime Arseneault, de même que le député Mathias Rioux marque un pas important dans le développement du parc de la Gaspésie.

RÉSEAU NATIONAL DE PARCS

« Les Chic-Chocs ont un potentiel international, assure le ministre responsable de la Faune et des Parcs, Guy Chevrette. Leur développement repose sur une mobilisation régionale et l'intention de créer un véritable réseau national de parcs. Il s'agit, pour la Haute-Gaspésie, d'un projet porteur d'avenir. »

Un projet de loi pour doter le Québec d'un réseau de « parcs nationaux » sera soumis à l'Assemblée nationale cet automne, a indiqué M. Chevrette. « Nous avons une Assemblée nationale, une capitale nationale, et on va avoir un réseau de parcs nationaux », a-t-il lancé.

Plusieurs projets seront menés de front, d'ici 2004. Ainsi, la Société des établissements de plein air du Québec injectera quelque 38 M\$ pour l'amélioration des infrastructures d'accueil dans le

parc de la Gaspésie, de même que dans les réserves fauniques de Matane, des Chic-Chocs et Du-nière. Le ministère des Transports, pour sa part, consacra 24 M\$ à l'amélioration du réseau routier, notamment sur la 299, entre Sainte-Anne-des-Monts et le Gîte, la 198, la 1000 et la 16.

Les travaux débiteront dès cet automne. Ainsi, le Centre d'interprétation du parc de la Gaspésie et l'accueil du Gîte du Mont-Albert seront agrandis, pour des investissements de plus de 2 M\$. Des travaux seront également effectués sur le réseau routier.

Et ce n'est pas fini. Pas moins de 40 chambres seront ajoutées au Gîte du Mont-Albert alors que trois écolodge, et une base d'hébergement, ajouteront 80 chambres, dans la réserve Matane.

« Et seules les entreprises de la région seront invitées à répondre aux appels d'offres », assure Guy Chevrette.

970 EMPLOIS

Pas moins de 970 emplois seraient ainsi créés lors de la phase réalisation des projets. S'ajoutent 125 emplois permanents, une fois les travaux complétés.

« Il s'agit du plus important projet de relance de la Gaspésie, soutient le ministre Maxime Arseneault. Les 125 emplois sont porteurs d'espoir pour les jeunes de la région. »

« Là, nous aurons les équipements pour accueillir une clientèle de calibre international, ajoute le premier ministre Bernard Landry. À nous maintenant d'avoir une offre touristique impeccable. »

MÉNINGITE

Début de la vaccination

PIERRE ASSELIN
Passelin@lesoleil.com

QUÉBEC — La campagne de vaccination contre le méningocoque de type C commençait hier, au moment où une fillette de 4 ans, de Saint-Prime, près de Roberval, vient d'être hospitalisée au CHUL pour une méningite et lutte pour sa vie.

L'enfant a été admise samedi soir et se trouve au service des soins intensifs pédiatriques où son état est considéré comme critique, mais stable. Elle est actuellement sous assistance respiratoire, indique un communiqué de l'hôpital.

Cet événement vient rappeler l'importance de la campagne, qui devrait toucher 46000 personnes dans les régions de Québec, Charlevoix et Portneuf, grâce à la nouvelle campagne qui débute cette semaine. Elle s'adresse aux enfants nés depuis le 1^{er} mai, jusqu'aux jeunes adultes qui avaient 20 ans au 17 juillet 2001.

La directrice générale du CLSC des Hautes-Marées, Renée Lamontagne, précise que dans la région de Québec, où 109000 personnes avaient déjà été vaccinées en début d'année, il en reste encore plus de 30000 à rejoindre si on compte les enfants nés depuis la fin de cette campagne, ceux qui n'avaient pas été vaccinés et les nouveaux arrivants.

La campagne s'étendra jusqu'au 31 décembre. Dans la région de Québec, elle se déroulera principalement dans les CLSC, sur rendez-vous. Il y aura aussi des cliniques dans les cégeps et à l'Université Laval, compte tenu du volume important de nouveaux arrivants dans ces institutions.

Le Dr François Desbiens, directeur de la Santé publique pour la région de Québec, soutient que les étudiants de niveau secondaire, ou plus vieux, qui ont reçu le vaccin polysaccharidique au printemps, n'ont pas d'inquiétude à avoir. Pour ce groupe d'âge, le vaccin offre une protection presque aussi bonne que le nouveau vaccin conjugué, qui sera administré à tous cette fois.

Par ailleurs, le groupe des étudiants de formation professionnelle, des cours aux adultes ou du cégep avait enregistré le taux de vaccination le plus faible, 69%, mentionne le directeur. « Ce taux nous inquiète parce que ces personnes ne sont pas adéquatement protégées. Je rappelle que la maladie avait frappé un jeune qui n'avait pas été vacciné ce printemps. »

Depuis le début de l'année, dans la région, 25 personnes ont été atteintes, dont 17 avaient moins de 20 ans. Ces maladies ont entraîné trois décès.

1,7 MILLION DE QUÉBÉCOIS

Par ailleurs, la Presse canadienne rapporte que le ministère de la Santé et des Services sociaux, qui orchestre le tout, s'est donné un objectif de 1,7 million de Québécois à vacciner, d'ici la fin de l'année. Plus réalistement, il pense atteindre 90% de son objectif.

La campagne de vaccination au Québec coûtera quelque 125 millions \$, avait précisé le ministre de la Santé et des Services sociaux Rémy Trudel, le 11 septembre dernier, en conférence de presse. L'annonce du début de la campagne de vaccination avait été faite le même jour que les attentats aux États-Unis, à la même heure, même, ce qui fait qu'elle était pratiquement passée inaperçue.

La vaccination n'est pas obligatoire, mais elle est fortement conseillée, à titre préventif. Pour ceux qui hésitent à se faire vacciner, rappelons que la méningite est « une maladie grave », qui foudroie la personne infectée. Le taux de mortalité est de 15% et l'on peut en mourir « en moins de 24 heures ».



Le Dr François Desbiens

L'Allier prévoit encore 7 M\$ d'économies par an pour la police

ROBERT FLEURY
RFleury@lesoleil.com

QUÉBEC — Le maire de Québec n'en démord pas. Même si le directeur de la police de la nouvelle ville de Québec, Daniel Langlais, doute pouvoir réaliser des économies à court terme, Jean-Paul L'Allier affirme qu'il anticipe encore des économies moyennes de 7 millions \$ par an avec l'intégration des services de police.

« J'ai révisé mes chiffres avec la direction générale et ils sont toujours bons », affirme le candidat à la mairie de la nouvelle ville.

« Dans nos documents de 1999, on explique qu'on peut les réaliser par une diminution de l'encadrement, un seul service 9-1-1, des départs à la retraite, des rationalisations d'équipements », explique le maire de Québec, rappelant que les ententes de service conclues entre les municipalités à ce chapitre avaient permis une économie prouvée de 50 millions \$ en sept ans, et qu'il ne voyait pas pourquoi il en serait autrement à l'avenir.

Questionné par le conseiller indépendant François Picard, un candidat de l'équipe Andrée Boucher, le maire a dû admettre que le nouveau chef avait une vision de la police plus proche de M^{re} Boucher, mais il a refusé de s'en formaliser.

« J'apprécie les commentaires de M. Langlais. Il appartiendra toutefois aux élus de déterminer quel devra être le niveau de service et de ressources pour Québec », dit M. L'Allier, une façon polie de rappeler que ce sera le futur conseil qui décidera quel type de corps de police il voudra mettre sur pied tout en assurant le chef qu'il n'interviendrait jamais dans des questions de gestion.

Le maire L'Allier a rappelé que la vision de son administration répondait aux nouvelles exigences gouvernementales pour des villes de la taille de Québec, ce qui l'oblige à dispenser des services spécialisés de filature, d'identité judiciaire, d'enquêtes spé-



Hier, devant une affiche installée face à ExpoCité, le maire de Québec a reçu l'appui de plusieurs anciens conseillers du Progrès civique de l'administration de Jean Pelletier, des gens d'affaires comme Yvan Caron et Pierre Jobidon ou du monde scolaire et des Clubs d'âge d'or.

cialisées, d'écoute électronique, d'infiltration et de témoins repentis, des services que la mairesse de Sainte-Foy aimerait pouvoir refiler à la Sûreté du Québec.

« Dans son document, la Régie de la Haute-Saint-Charles prévoyait même des économies de 9 millions \$ par an si son projet de gendarmerie et de police communautaire était retenu. Mais ça laissait les services spécialisés à la SQ. Ce que nous ne pouvons pas faire », dit le maire de Québec en affirmant que son adversaire ne pouvait plus se laver les mains en refusant de mettre sur pied des services de lutte contre le crime organisé comme elle avait pu le faire dans le passé à Sainte-Foy.

Plus tôt dans la journée, la direction générale de la Ville de Québec confirmait que les économies anticipées porteront surtout sur le départ de chefs et de cadres supérieurs, ce qui suscitera une économie variant de 600 000 \$ à 1 million \$ par an. L'intégration des centres 9-1-1 et des systèmes de radiocommunication en un seul suscitera également des économies.

On admet toutefois que les orientations du comité de transition de conserver six postes de police au lieu de cinq ainsi que l'orientation communautaire dont le niveau d'encadrement est mal défini pourrait réduire ces économies.

« Ce qui a été retenu par le comité de transition n'est pas tout à fait la même chose que ce que nous proposons il y a deux ans et demi », nuance Hervé Brosseau, le directeur général adjoint responsable de la sécurité publique jusqu'au 31 décembre. Celui-ci se défend bien de prendre parti au débat même s'il a consenti à répondre à nos questions.

« Lors de l'intégration de la police de Beauport à celle de Québec, on a aboli 12 postes de cadres à Beauport et créé trois nouveaux à Québec. Le personnel en surplus s'est résorbé en trois ans », rappelle-t-il.

Au comité de transition de la ville de Québec, on rappelle que la police devra vivre avec la même demande de réduction budgétaire que les autres services afin de réaliser des économies de 3 %, soit de 1,5 à 2 millions \$ environ.

Un oubli de 1 M\$!

■ QUÉBEC — La Ville de Québec a oublié de faire une demande pour un volet du programme Canada-Québec d'infrastructures municipales portant sur la réfection d'intersection pour en améliorer la sécurité. Faute de temps, parce que c'était l'été, que les fonctionnaires responsables travaillaient pour le comité de transition ou étaient en vacances, la ville a oublié de poser sa candidature, perdant un million \$ en subvention. C'est le conseiller indépendant François Picard qui a mis à jour cet oubli. R.F.

Chamberland, chef de l'opposition

■ QUÉBEC — C'est le conseiller du quartier Maizerets, Robert Chamberland, qui a été choisi par le Progrès Civique comme chef de l'opposition à la Ville de Québec. M. Chamberland occupera ses fonctions à temps partiel d'ici la fin de décembre. Le choix d'un nouveau chef avait été rendu nécessaire par la démission de Gérard Poirier, lequel a rejoint l'équipe électorale du maire de Québec en vue des élections de novembre. R.F.

Luci Tremblay quitte son poste

■ L'ex-journaliste Luci Tremblay quitte ses fonctions d'attachée de presse du maire de Québec... pour mieux le suivre à titre d'adjointe durant la campagne électorale. Elle a remis sa démission et ne sera pas remplacée. Le maire L'Allier a déploré que les municipalités ne puissent octroyer des congés sans solde à leur personnel politique, le temps d'une campagne. Le maire de Québec a d'ailleurs troqué sa limousine de fonction avec chauffeur pour une minifourgonnette avec chauffeur bénévole pour ses activités à caractère électoral. R.F.

Sitôt nommé, il part!

■ Le directeur de l'arrondissement 1, Jean Dionne, n'aura pas eu le temps d'occuper ses nouvelles fonctions. À peine était-il nommé qu'il demandait un congé sans solde afin d'occuper des fonctions de directeur des communications au ministère des Affaires municipales. R.F.

SAINTE-FOY ET CAP-ROUGE

Équipe de cinq indépendants avec Guy Filion

SAINTE-FOY — Cinq candidats indépendants viennent de se regrouper afin de présenter une solution de rechange aux deux équipes L'Allier et Boucher qui s'affronteront le 4 novembre, mais ils sont en nombre insuffisant pour devenir une véritable formation politique.

Trois d'entre eux se présenteront dans l'arrondissement 3 (Sainte-Foy) et deux dans le 8, soit l'ouest de Sainte-Foy (Champigny) et Cap-Rouge.

Le plus connu est l'ex-bras droit de la mairesse Andrée Boucher jusqu'aux élections de novembre 1997, Guy Filion. L'homme d'affaires devra affronter deux conseillers sortants, soit Henry Jenkins de l'Action civique et Conrad Verret du Renouveau municipal, dans le district 37 Champigny.

Un autre candidat a également été conseiller et membre du parti de M^{re} Boucher de 1993 à 1997. Il s'agit de M^{re} Denis Racine. Il devra également affronter deux conseillers sortants, soit Gilles Latulippe de l'équipe Andrée Boucher et Jacques Langlois pour Jean-Paul L'Allier. Il se présentera dans Pointe-Sainte-Foy, le district 15.

NOUVEAUX EN POLITIQUE

Les trois autres candidats indépendants sont nouveaux en politique. Deux sont des avocats à la retraite, soit Léo Richard Lasnier et Claude Bécotte. M. Lasnier se présente dans le district 11 (Saint-Thomas d'Aquin) où il affrontera Guy Rochon de l'équipe Andrée Boucher et le conseiller sortant Pierre Morissette de l'équipe Jean-Paul L'Allier.

Quant à M. Bécotte, il devra affronter le conseiller sortant Claude Allard de l'Action civique et Francine Bouchard Boutet du Renouveau dans le district 14 (Saint-Benoît Nord, Saint-Mathieu et Sainte-Geneviève).

Enfin, dans Cap-Rouge, le district 38, c'est l'homme d'affaires Pierre Garneau qui affrontera Normand Châtigny de l'équipe L'Allier et France Hamel pour Andrée Boucher.

L'équipe de M. Filion présentera son programme dans une semaine. R.F.

VOS CONCESSIONNAIRES CHRYSLER • DODGE • JEEP, VOUS PRÉSENTENT

L'ÉVÉNEMENT VOITURE DE L'ANNÉE

0,8%

Pour un temps limité!
C'est le temps
plus que jamais d'acheter.

Chrysler PT Cruiser 2001



« Voiture de l'année »
selon Motor Trend



5/100

Garantie de 5 ans/100 000 km**
sur le groupe motopropulseur. Assistance routière de 5 ans/100 000 km**.

DIPLÔMES

Rabais
jusqu'à 1000 \$

Seulement chez votre concessionnaire Chrysler • Dodge • Jeep.

* 0,8 % de financement à l'achat jusqu'à 36 mois sur tous les modèles Chrysler PT Cruiser 2001 en stock. Transport, immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et taxes en sus. Sous réserve de l'approbation de Services financiers DaimlerChrysler. Offre d'une durée limitée et exclusive à l'exception de la remise aux diplômés et du programme d'aide aux handicapés physiques. Photo à titre indicatif seulement. ** Suivant que l'une ou l'autre circonstance se produira la première. Des conditions s'appliquent. † Remise aux diplômés de 1 000 \$ à l'achat d'un véhicule. Voir votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. Jeep, est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada. Chrysler est une marque déposée de DaimlerChrysler Canada Inc., une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation. A.O.C. Marque officielle de l'Association olympique canadienne. Portez toujours votre ceinture. La banquette arrière est l'endroit le plus sûr pour assise les enfants.

CHRYSLER
Dodge
Jeep

Jean Garon promet de nommer un protecteur des citoyens

DAPHNÉ BÉDARD
DBedard@lesoleil.com

LÉVIS — Jean Garon a sonné le départ de sa campagne électorale, hier, en promettant de nommer un protecteur des citoyens. Alors que son adversaire principal, Christian Jobin, insiste sur l'environnement et la qualité de vie dans la nouvelle ville de Lévis, M. Garon prône de son côté la vie démocratique et les droits des citoyens.

Pour donner aux résidents de la Rive-Sud les moyens de faire valoir leurs droits, M. Garon promet de créer un poste de protecteur des citoyens dès son premier mandat. Cette personne, qui aura une formation juridique, veillera à ce que les citoyens aient un recours contre l'administration publique s'ils ont l'impression d'être lésés dans leurs droits. Le protecteur des citoyens devra rédiger un rapport annuel pour rendre compte de ses actions. M. Garon veut ainsi faire de la nouvelle ville de Lévis un modèle pour l'application des règles démocratiques.

Le Parti des citoyens et des citoyennes, auquel on a ajouté les mots Équipe Jean Garon pour identifier plus clairement le candidat à son équipe, est maintenant complet. Dans le district 14 (Lévis), c'est finalement Michel Demers, agent d'assurances à SSQ Assurances générales, qui se présente comme candidat, ce qui complète l'équipe de 15 personnes.

L'actuel maire de Lévis a commencé à débattre de certains sujets hier, notamment celui de l'usine de l'équarisseur Alex Couture. Il s'est dit surpris que son adversaire, Christian Jobin, mette ce sujet sur la table puisque celui-ci est préfet de la MRC des Chutes-de-la-Chaudière depuis quatre ans.

« Il vient de dire publiquement que c'est lui qui aurait dû s'en occuper, avance M. Garon. Alex Couture est un service public. Il est nécessaire qu'il y ait un endroit comme ça. Ce qui n'est pas nécessaire, c'est d'imposer ça aux gens de Charny. » M. Garon espère encore que le ministère de l'Environnement et les dirigeants d'Alex Couture pourront régler le problème d'odeur au plus vite sinon, il prendra les grands moyens. « L'usine doit être placée ailleurs, dans un endroit non dommageable », croit-il.

M. Garon s'est aussi prononcé sur la menace de grève qui plane depuis quelques jours sur le Réseau Trans-Sud. Même si les négociations entre la direction de Réseau Trans-Sud et le Syndicat national de garage du Québec inc. sont restées infructueuses, M. Garon a bon espoir que les choses se règlent.



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE
Jean Garon a sonné le départ de sa campagne électorale.

« Je trouve indécent que 14 mécaniciens "mangent" le transport. Il y aurait des conséquences terribles s'il y avait une grève. On devra se poser la question si on doit conserver ce service public ou le privatiser. » Les deux organisations avaient jusqu'à minuit hier pour s'entendre.

De plus, si Jean Garon est élu, un journal sera publié sur une base périodique à tous les citoyens du « nouveau » Lévis pour les informer de ce qui se passe dans leur ville et trois commissions destinées aux jeunes, aux femmes et aux aînés seront créées. Elles seront consultées sur les diverses politiques de la nouvelle ville.

GAUMOND ET HÉBERT

Par ailleurs, le conseiller municipal à la Ville de Lévis Pierre Hébert a confirmé qu'il sera candidat indépendant dans le district 12 qui regroupe les quartiers Desjardins et Louis-Frédéric. Comptable agréé de formation, M. Hébert œuvre actuellement au Comité des finances de la Ville de Lévis. Il a également pris en charge le dossier des arts et de la culture au cours des trois dernières années.

Quant à Jean-Paul Gaumont, il annoncera ce matin qu'il se présente comme candidat indépendant dans le district 11, formé des quartiers Saint-David et l'Auberivière. Autrefois du parti du Progrès et conseiller municipal du quartier Saint-David depuis sept ans, M. Hébert a cette fois décidé de prendre la voie de l'indépendance pour « avoir les mains libres en n'étant pas attaché à un parti et pouvoir prendre des décisions objectives ».

SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN Chasseurs imprudents?

ISABELLE MATHIEU
IMathieu@lesoleil.com

plus bas, dans la ZEC La Lièvre à Saint-Hedwidge.

ÉGARÉS

QUÉBEC — La saison de la chasse à l'original n'est commencée que depuis trois jours au Saguenay-Lac-Saint-Jean et, déjà, la Sûreté du Québec compte deux décès, un blessé grave et trois chasseurs qui se sont perdus plusieurs heures en forêt.

« Les gens sont mal préparés et surestiment leurs capacités! » s'inquiète l'agente Hélène Nepton, porte-parole de la Sûreté du Québec à Chicoutimi.

Les incidents se succèdent à un rythme effréné dans les forêts du Saguenay-Lac-Saint-Jean depuis vendredi, date d'ouverture de la chasse à l'original.

Tout d'abord, un homme de 66 ans qui chassait la perdrix s'est perdu vendredi alors qu'il filait en véhicule tout-terrain sur le chemin des Passes Dangereuses.

Dominique Guy, 45 ans, de Roberval, est ensuite décédé samedi après avoir été atteint par erreur d'un coup de feu par son ami qui croyait viser un original.

Dimanche, un chasseur de 63 ans de Boisbriand, Siegfried Butz est mort dans un accident de VTT sur le chemin de l'Alliance, près de Dolbeau-Mistassini. Presque au même moment, un autre chasseur s'est grièvement blessé lorsque, au volant de son VTT, il a chuté d'un buton et s'est retrouvé dans un fossé, 20 pieds

Un chasseur de 40 ans a donné des sueurs froides à son entourage dimanche lorsqu'il s'est égaré dans le secteur du kilomètre 30 du chemin de l'Alliance, toujours à Dolbeau-Mistassini. Il n'a été retrouvé que hier après-midi.

Finalement, un chasseur de 73 ans s'est perdu dans la nuit de dimanche à hier après être parti de son chalet du lac à Carpe, dans les monts Valins.

« Il voulait s'en aller du côté est et on l'a retrouvé complètement à l'ouest, explique l'agente Hélène Nepton. C'est d'ailleurs le problème, beaucoup de chasseurs n'ont aucune connaissance en orientation et ne traînent pas de boussole ni de carte. Ils partent en suivant une piste de gibier et se perdent. »

La policière rappelle que la prudence en forêt est d'autant plus importante que les secours sont loin. « Ça peut prendre une heure pour se rendre en hélicoptère », fait remarquer l'agente Nepton.

Jusqu'à la fin de la chasse, le 14 octobre, des milliers de chasseurs envahiront la vaste région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Il est bien difficile d'établir un chiffre précis, mais, à titre indicatif, les bureaux de la Société de la faune et des parcs de cette région ont vendu 13 000 permis de chasse à l'original et 15 000 permis de chasse au petit gibier en l'an 2000.

Un vandale tire des transformateurs

Serge Duchesne restera détenu

■ STONEHAM — Un vandale armé d'un fusil s'amuse, par les nuits qui courent, à tirer des balles de gros calibre sur les transformateurs d'Hydro-Québec de Stoneham, de Lac-Beauport et de Sainte-Brigitte-de-Laval. Plus d'une douzaine de transformateurs ont été atteints depuis le mois de février. Chaque « attaque » a causé une panne de courant. « Ça peut être très dangereux, car des gens pourraient être touchés par une balle perdue », indique l'agent Sarah Coup Fabiano, de la police de la Haute-Saint-Charles. Chez Hydro-Québec, on affirme n'avoir aucune information laissant entendre qu'un client frustré soit à l'origine des méfaits. « Les cas de vandalisme sont assez fréquents, surtout dans le temps de la chasse », note la porte-parole d'Hydro-Québec, Claire Trépanier. Tout renseignement peut être communiqué à l'enquêteur Stéphane Roux au 845-6465 poste 2115. L.M.

■ QUÉBEC — Serge Duchesne, ce marginal de 18 ans qui aurait attaqué un septuagénaire avec un couteau pour lui voler son argent, demeurera derrière les barreaux jusqu'à la tenue de son procès. L'avocat de la défense, M^r Jorge Armijo, a renoncé hier matin à la tenue d'une enquête sur remise en liberté de son client. Les gestes reprochés à Duchesne et à sa présumée complice, Marie-Claude Dubeau, 18 ans également, se seraient produits le 13 septembre, sur la rue Saint-Jean. La victime dans cette affaire a eu droit à un coup de couteau dans le dos. Duchesne est accusé de vol à main armée, l'arme étant le couteau, et de voies de fait graves. Quant à la présumée complice, elle doit répondre aux accusations de vol à main armée et de complicité après le fait pour les voies de fait graves. Elle est également détenue en attendant son enquête sur remise en liberté prévue pour le 2 octobre. G.B.

AVIS LÉGAUX · APPELS D'OFFRES · SOUMISSIONS · ENCANS
Également placés gratuitement sur Internet
www.appels.doffres.com

Avispublics

Ministère des Transports

Projet de modernisation de la rue Notre-Dame à Montréal

Avis est donné à la population qu'elle peut consulter le dossier afférent au projet susmentionné, qui comprend notamment une étude d'impact sur l'environnement en vertu de la section IV.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c.Q-2).

Breve description du projet

Le projet de modernisation de la rue Notre-Dame à Montréal consiste:

- à réaménager le boulevard Ville-Marie et la rue Notre-Dame actuelle entre la rue Amherst à l'ouest et la rue Dickson à l'est, soit sur une distance d'environ 6,0 km;
- à prolonger et à élargir l'avenue Souigny de l'autoroute 25 jusqu'à la rue Notre-Dame, soit sur une distance d'environ 3,5 km;
- à prolonger le boulevard de l'Assomption de la rue Hochelaga jusqu'à la rue Notre-Dame, soit sur une distance d'environ 1,4 km;
- à aménager des voies réservées aux autobus entre l'autoroute 25 et le centre-ville de Montréal;
- à aménager un accès au port de Montréal pour les camions; à réaliser divers aménagements récréatifs, touristiques et patrimoniaux.

L'étude d'impact sur l'environnement a été présentée au ministre de l'Environnement, qui la rendra publique à partir du 25 septembre 2001. Ce dossier pourra être consulté par la population aux endroits suivants, tout comme les renseignements sur les lots touchés par ce projet.

Centres de consultation

Bibliothèque Maisonneuve
4120, rue Ontario Est
Montréal (Québec) H1V 1J9
Téléphone: (514) 872-4213

Bibliothèque Mercier
8105, rue Hochelaga
Montréal (Québec) H1L 2K9
Téléphone: (514) 872-8738

Bibliothèque Frontenac
2550, rue Ontario Est
Montréal (Québec) H2K 1W7
Téléphone: (514) 872-7888

Université du Québec à Montréal
Bibliothèque centrale, Pavillon Hubert-Aquin
Section des publications gouvernementales
1255, rue Saint-Denis, bureau A.M. 100,
Montréal (Québec) H3C 3P8
Téléphone: (514) 987-4392
Télécopieur: (514) 987-4213

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Québec
Centre de documentation
Édifice Lamer-Gouin
575, rue Saint-Amable, bureau 2.10
Québec (Québec) G1R 6A6
Téléphone: (418) 643-7447
1 800 463-4732 (aucuns frais)
Télécopieur: (418) 643-9474
Courriel: communication@bape.gouv.qc.ca

Séance d'information

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement tiendra deux rencontres d'information auxquelles seront également présents des représentants du ministère de l'Environnement du Québec et du ministère des Transports. Cette rencontre se tiendra:

Séance 1: Le jeudi 18 octobre, à compter de 14 h.

Séance 2: Le jeudi 18 octobre, à compter de 19 h 30.

Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve

Salle La Spec
1670, rue Desjardins, Montréal

Entre le 25 septembre et le 9 novembre 2001, toute personne, groupe ou municipalité peut faire parvenir une demande d'audience publique relative à ce projet au ministre de l'Environnement du Québec, édifice Marie-Guyart, 675, boul. René-Lévesque Est, 30^e étage, Québec (Québec) G1R 5V7.

Cet avis est publié par le ministère des Transports du Québec conformément au Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981 c.Q-2, r.9) adopté en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c.Q-2).

Émis par ministère des Transports du Québec, le 21 septembre 2001
Jean-Paul Beaulieu

Québec

5 jours pour 5 \$

Annonces classées
844-4444 LE SOLEIL

Pour des articles de 100\$ et moins.
Pour un temps limité. Annonce de 2 lignes.

la Baie
CORRECTIONS

Veuillez prendre note des corrections suivantes à apporter au cahier publicitaire Jours la Baie (B8-4A) publié en septembre 2001.

PAGE 2. Ruanaas à carreaux. Ces modèles ne sont pas offerts.

PAGE 20. Chaussures Madeline. On aurait dû lire: 25% à 40% de rabais.

PAGE 29. Havresacs ToGo™. On aurait dû lire: Ord. 25\$ à 80\$. Jours la Baie 12,49\$ à 43,99\$.

PAGE 33. Les photos des chemises de ville Kant d'Arrow et Bradstreet d'Arrow sont incorrectes.

PAGE 55. Jeu de 36 verres Stratus. On aurait dû lire: Jeu de 16 verres Stratus. Articles de service ToGo™ à motif légumier en relief. Retard de livraison. Bons d'achat différé offerts.

NOTRE CLIENTÈLE VOUDRA BIEN EXCUSER CES ERREURS ET CONTRETEMPS.

Enfin

de bons rabais sur les 2001!

Faites vite pendant que le choix est varié et les prix plus qu'intéressants!



CRV 2001

Financement à
5,80%**
jusqu'à 60 mois

Civic 2001 15 800\$*

À partir de

* Transport et préparation (850\$) en sus
** Financement offert par HCFI jusqu'à 60 mois sur les modèles CRV en main. Offre d'une durée limitée. Sous réserve de l'approbation du crédit.



Ste-Foy
lallier

PROGRAMME
CONCESSIONNAIRE
DE QUALITÉ
2001



HONDA

2000, Jean-Talon Nord
Sainte-Foy (boul. Charest Ouest)
687-2525

www.lallierstefoy.com

LE QUÉBEC LE CANADA



Depuis le mois d'avril, Lucien Bouchard travaille surtout en droit des affaires.

Lucien Bouchard renfilera sa toge

VALÉRIE LESAGE
VLesage@lesoleil.com

■ QUÉBEC — L'ancien premier ministre du Québec Lucien Bouchard a l'intention de revêtir la toge d'avocat prochainement pour plaider devant les juges.

«J'ai l'intention de revenir à des activités de plaideur», a confié M. Bouchard lors d'une entrevue publiée dans l'édition d'octobre du *Journal du Barreau*. «Je veux plaider à nouveau. Je ne veux pas faire que ça parce que j'aimerais avoir une pratique un peu diversifiée, mais il ne me répugnerait pas, au contraire, de prendre des mandats d'avocat-plaideur.»

Depuis le mois d'avril, Lucien Bouchard est associé principal au sein du cabinet juridique Ward Davies Phillips & Vineberg à Montréal. Il travaille surtout en droit des affaires et souhaite donner une dimension internationale à sa pratique.

Comme il a été premier ministre pendant cinq ans, Lucien Bouchard estime qu'il doit attendre un certain temps avant de retourner plaider en cour. «Je comprends très bien qu'en ce qui concerne le forum des tribunaux de droit commun, il y a une pause de bienséance judiciaire à observer», a-t-il indiqué. Aucune législation n'oblige M. Bouchard à respecter un délai d'inaction au prétoire; il sera donc libre d'en déterminer la durée. «Pas trop long, pas trop long. Je me dis que l'année prochaine, à l'automne 2002, je considérerai la question de nouveau.»

C'est avec fierté qu'il a renoué avec sa première profession. «C'est une profession à part des autres, c'est une profession dont la motivation est de servir la justice. On dira qu'on ne la sert pas toujours bien, mais c'est l'objectif que l'on poursuit. Il y a peu de professions dont c'est l'engagement profond», a dit M. Bouchard, ajoutant qu'il n'avait jamais perdu la perspective du droit. «Je ne me suis jamais écarté de la méthode juridique dans ce que j'ai fait. Je me suis comporté comme un avocat quand j'ai été gestionnaire, dans la façon d'aborder les problèmes, en appliquant l'esprit de synthèse juridique pour aborder les questions ou quand j'ai dû prendre des décisions.»

Quand Lucien Bouchard a quitté la pratique du droit pour devenir ambassadeur à Paris, il envisageait cette expérience comme une courte pause dans sa carrière d'avocat. Elle fut plus beaucoup plus longue que prévu. Après trois ans dans la Ville lumière, il devint secrétaire d'État, joindra le Conseil des ministres de Brian Mulroney, sera plus tard député, puis fondera le Bloc québécois, avant de devenir premier ministre du Québec.

Au *Journal du Barreau*, il a parlé de ce dernier mandat en utilisant la troisième personne du singulier. «Toute ma carrière politique n'est pas encore décaillée», a affirmé M. Bouchard.

En plus du droit, M. Bouchard exercera maintenant des fonctions d'administrateur. Le Groupe Transcontinental, le deuxième imprimeur commercial au Canada et le plus important éditeur de magazines, a annoncé hier sa nomination au sein du conseil d'administration de la société.

L'industrie du tabac tient tête à Allan Rock

Des études prouvent que les cigarettes «légères» sont moins nocives que les ordinaires

OTTAWA (PC) — L'industrie du tabac refuse de retirer les mots «douce» et «légère» de certains paquets de cigarettes, comme l'a ordonné le ministre de la Santé, Allan Rock, alléguant que les fumeurs veulent être informés de la teneur en goudron des produits.

Des études scientifiques démontrent que les cigarettes à faible teneur en goudron, même si elles ne sont pas inoffensives, sont moins nocives que les cigarettes ordinaires, a déclaré hier en entrevue Yves-Thomas Dorval, porte-parole d'Imperial Tobacco.

Un porte-parole de M. Rock a indiqué que le ministre refusait de revenir sur sa position. «L'industrie du tabac n'a

pas réussi à prouver que les cigarettes douces et légères étaient plus bénéfiques pour la santé», a déclaré Cyrus Reporter.

Au cours des prochains jours, M. Rock rendra public un document précisant les possibilités qui s'offrent à lui pour obliger l'industrie à se conformer aux directives. Il existe d'autres possibilités que la législation, a indiqué M. Reporter, sans toutefois préciser quelles étaient ces possibilités.

Le 30 mai, le ministre Rock a donné 100 jours aux fabricants pour retirer eux-mêmes les mots interdits des paquets de cigarettes. Le délai a pris fin plus tôt ce mois-ci.

Selon M. Dorval, Imperial Tobacco est d'accord pour cesser d'utiliser les mots «douce» et «légère», mais veut avoir un moyen d'informer les fumeurs de la quantité de goudron et d'autres composés nocifs contenue dans les cigarettes.

«Il semble que les cigarettes à faible teneur en goudron comportent moins de risques», dit M. Dorval. Si le ministre de la Santé a des preuves du contraire, il devrait nous les laisser voir.

«Il y a 6,5 millions de fumeurs. Ils utilisent ces mots («douce» et «légère») comme système de navigation. Nos sondages démontrent que les consom-

mateurs veulent avoir ces informations.»

FAUSSE SÉCURITÉ

Le ministre Rock a déclaré que les cigarettes portant ces indications étaient aussi dangereuses que les cigarettes ordinaires, et que les mots inscrits sur les paquets ne servaient qu'à procurer aux fumeurs un faux sentiment de sécurité.

S'inspirant de certaines recherches, les militants pour la santé affirment que les fumeurs compensent la faible teneur en goudron en tirant plus fort sur leur cigarette pour obtenir la même satisfaction.

CAMPAGNE DE MARAUDAGE DANS LE SECTEUR PUBLIC

Un grand ménage en vue

Québec réclame une diminution significative du nombre d'unités d'accréditation

GILBERT LEDUC
GLeduc@lesoleil.com

■ QUÉBEC — À l'aube de la période trépidante de maraudage dans le secteur public, le gouvernement du Québec a déjà annoncé ses couleurs. Il convie les syndicats du secteur de la santé et des services sociaux à s'entendre pour en arriver à réduire le trop grand nombre d'unités d'accréditation. À défaut de quoi, il promet de brandir la matraque législative.

À la suite de la transformation survenue dans le réseau de la santé et des nombreuses fusions d'hôpitaux, les directions d'établissements doivent composer avec des chevauchements quasi inextricables dans la représentation syndicale de leurs salariés. Déjà que leur boulot n'est pas une sinécure si l'on tient compte de la kyrielle de catégories d'emplois que l'on retrouve dans le réseau — les infirmières, les professionnels, les techniciens et le personnel général.

Là où ça se complique, c'est lorsque pour une catégorie d'emploi, dans un établissement, il y a plus d'une unité d'accréditation. Ainsi, dans un hôpital, un groupe d'infirmières peut être représenté par la Fédération des infirmières et des infirmiers du Québec (FIIQ) et un autre par l'Union québécoise des infirmières et infirmiers (UQII), une créature de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

Au Centre hospitalier universitaire de Québec (CHUQ), la direction de l'établissement s'est retrouvée avec 85 unités d'accréditation différentes au lendemain de la fusion du CHUL, de l'Hôtel-Dieu de Québec et de l'hôpital Saint-François-D'Assise.

Or, au début de l'été, le ministre de la Santé et des Services sociaux a tenu à rencontrer les organisations syndicales pour leur faire part de son souhait que le monde syndical profite de la période de maraudage pour régler l'épineux problème de la multiplicité des accréditations. Et si le «ménage» n'est pas fait à son goût, le gouvernement a menacé de recourir à la voie législative pour forcer la fusion d'unités d'accréditation.

Il ne s'agirait cependant pas d'un précédent puisque l'État, en 1997, dans la foulée de la réduction de 156 à

76 du nombre de commissions scolaires avait mis la hache dans les chevauchements de représentation syndicale. Aujourd'hui, la situation est autrement simple. Il n'y a que trois unités d'accréditation par commission scolaire: une pour les enseignants, une autre pour les professionnels et une troisième pour les employés de soutien.

BASE VOLONTAIRE

Dans le camp syndical, les regroupements d'unités d'accréditation ne provoquent pas une opposition systématique. À la condition, toutefois, que l'opération se fasse sur une base volontaire. «Le syndicat appartient aux membres et c'est à eux de décider ce qu'ils veulent en faire», a tenu à préciser Louis Roy, le président de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS) de la CSN.

Il a rappelé qu'une telle fusion avait été réalisée au Centre jeunesse de Montréal alors que les syndicats se sont entendus pour faire fondre de 33 à trois le nombre d'unités d'accréditation.

Louis Roy fait remarquer qu'il faut également prendre en compte les allégeances des syndicats. «Il n'est déjà pas facile d'amener deux syndicats FSSS d'un même établissement à initier une démarche de réflexion sur l'opportunité de fusionner des unités d'accréditation, alors imaginez un peu la situation lorsque vous avez en présence un syndicat FSSS et un syndicat affilié à la FTQ!»

Pour Gilles Giguère, responsable de la négociation pour le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), un affilié de la FTQ, il est pour le moins ironique de voir le gouvernement vouloir faire table rase dans la multitude d'unités d'accréditation alors qu'il n'y a pas si longtemps encore, il profitait de la situation pour divi-



Les directions d'établissements doivent composer avec des chevauchements quasi inextricables dans la représentation syndicale de leurs salariés.

ser le monde syndical et chercher à imposer ses vues.

CHASSE AUX INDÉPENDANTS

La CSN et la FTQ sont deux joueurs importants dans le secteur de la santé. Ils représentent respectivement 89 000 et 37 000 membres. Les deux organisations convoitent les 46 000 syndiqués de la FIIQ. Le comité exécutif de la fédération a déjà signifié sa préférence pour la FTQ. Il reviendra aux membres de trancher.

À écouter la CSN et la FTQ, elles ne donnent pas l'impression de vouloir se faire la guerre à l'occasion de la période de maraudage. Bien sûr, aucune des deux centrales ne fera de quartier.

Leur attention se portera plutôt sur la CSQ — l'ancienne CEQ qui veut accroître sa présence dans la santé — et sur les syndicats indépendants qui représentent des techniciens et des professionnels du réseau. «Notre cible sera les petits syndicats indépendants», annonce Louise Roy de la FSSS. «Ces organisations ne cherchent qu'à diviser l'unité syndicale dans le réseau de la santé», déclare-t-il en signalant que leur présence «nuisait» au mouvement syndical. «Ce qui fait que, devant l'employeur, les travailleurs se présentent en rang dispersé.»

À la FTQ, Gilles Giguère s'élève contre la vision trop corporatiste des syndicats indépendants. À défaut d'avoir une vision d'ensemble de la situation dans le réseau, il ne cherche qu'à faire valoir leur différence.

À la Centrale des professionnels de la santé (CPS), une organisation qui compte 5000 membres dont des syndicats représentant, entre autres, des techniciennes en diététique, des ergothérapeutes, des physiothérapeutes et des technologues en radiologie, on revendique le droit à exercer un syndicalisme différent de celui des grandes centrales.

«Au fil des ans, nos membres ont quitté ces grandes organisations justement pour se donner un syndicat à dimension plus humaine», a affirmé Carole Dubé, présidente du Syndicat des professionnels et des techniciens de la santé du Québec. Elle confirme que les centrales syndicales, notamment la CSN, avaient déjà entrepris un maraudage intensif auprès des membres du CPS.

«Oui, il va y avoir une offensive importante de notre part dans la santé», confirme Louise Chabot, troisième vice-présidente de la CSQ.

Louis Roy juge «malsain» ce qu'il appelle le «virage soudain» de l'ex-Centrale des enseignants du Québec dans la santé. «En grappillant des membres à la CSN, à la FTQ et à la FIIQ, la CSQ ne va qu'amplifier la division dans la santé. Il y a plein de travailleurs au Québec qui ne sont pas syndiqués.»

Louise Chabot rétorque que la présence de la CSQ dans la santé remonte au milieu des années 1970. «Pour nous, c'est un secteur en pleine croissance. Nous avons développé une expertise et nous recevons beaucoup de demandes d'informations sur nos services.»

Par ailleurs, la CSQ promet d'être à l'affût du côté du personnel de soutien dans le réseau de l'éducation. Dans ce milieu, la CSN, la FTQ et la CSQ jouent du coude. «Nous allons faire valoir le regroupement de ce personnel au sein d'une centrale qui a une expertise en éducation.»

La démarche exploratoire d'affiliation avec une centrale syndicale en cours n'empêche pas la FIIQ de se préparer pour le maraudage. «Notre objectif est de regrouper toutes les infirmières du Québec», affirme Jennie Skene, la présidente de la FIIQ. «On va tenter d'aller chercher celles qui ne sont pas actuellement dans nos rangs.»

À la FSSS et à la CSQ, qui représentent une minorité d'infirmières, sont aux aguets. «Nous ne ferons pas un maraudage agressif à l'endroit de la FIIQ à leur sortie de leur congrès cette semaine», informe Louis Roy. C'est en effet jeudi que les 800 délégués de la FIIQ décideront d'appuyer ou non le choix de l'exécutif de la fédération d'opter pour une affiliation avec la FTQ. La décision devra ensuite être entérinée par les infirmières à l'intérieur des différents syndicats locaux.

«Par contre, on va inviter celles qui ne seraient pas satisfaites de la décision à rejoindre nos rangs», ajoute le président de la FSSS.

Louise Chabot insiste, pour sa part, sur le pouvoir d'attraction de la CSQ et de son Union québécoise des infirmières et infirmiers qui rassemble 3700 infirmières. «Toutes celles qui ont quitté la FIIQ au cours des dernières années sont venues chez nous.»

Une motivation: servir la justice



Louis Roy



Gilles Giguère



Louise Chabot



Jennie Skene



ARCHIVES LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE
S'il faut en croire Richard Thibaudeau, président du SFPQ, l'affiliation n'est pas pour demain matin.

Le SFPQ se laissera-t-il courtiser par les centrales syndicales ?

GILBERT LEDUC
GLeduc@lesoleil.com

QUÉBEC — À l'instar de la Fédération des infirmières et des infirmiers du Québec, l'autre grand syndicat indépendant du secteur public, le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) permettra-t-il aux centrales syndicales de lui faire les yeux doux ? « Il y a beaucoup de monde, au SFPQ, qui nous approche pour avoir des renseignements. Il y en a qui voudraient revenir chez nous », expose Roger Valois, deuxième vice-président de la CSN, en rappelant que, de 1964 à 1972, les fonctionnaires de l'administration publique étaient membres de la CSN.

« On sait pertinemment qu'il y a des débats internes, au sein du SFPQ, sur l'opportunité d'une affiliation à une centrale », affirme, pour sa part, Gilles Giguère, responsable de la négociation au Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), un affilié de la FTQ.

« Si l'ancien président du SFPQ, Serge Roy, avait déjà exprimé un préjugé favorable pour la CSN, d'autres personnes au sein du syndicat ont un préjugé favorable pour nous autres », précise M. Giguère.

Il est évident que la CSN, la FTQ et probablement la CSQ accueilleraient à bras ouverts une organisation qui compte 46 000 membres dans les ministères et les organismes du gouvernement.

PAS POUR DEMAIN

Par contre, s'il faut en croire le président du SFPQ, Richard Thibaudeau, l'affiliation à une centrale syndicale n'est pas pour demain matin.

En annonçant sa démission, en février dernier, l'ex-président Serge Roy causait une certaine commotion en affirmant « que le syndicalisme indépendant avait fait son temps » et que le SFPQ devait enclencher une démarche de réflexion au sujet d'une éventuelle réaffiliation à la CSN.

Quelques mois plus tard, en avril, le

comité syndical demandait à la permanence du SFPQ de préparer une étude sur le fonctionnement des centrales, leurs structures, les services offerts et les taux de cotisations exigés aux membres.

« Aucun mandat de négociation qui ce soit n'a été accordé à l'exécutif », précise M. Thibaudeau en rappelant qu'au dernier congrès, les membres avaient réitéré leur intention de poursuivre l'aventure du syndicalisme indépendant.

Toutefois, il n'est pas dit que le vent pourrait tourner lors du prochain congrès du SFPQ qui se tiendra en mars 2002.

Par ailleurs, Richard Thibaudeau ne croit pas que la réflexion en cours à la FIIQ va influencer le déroulement des choses dans la fonction publique. « Nous ne sommes pas dans le même contexte. Aucune centrale n'a de l'expertise dans la fonction publique comme c'est le cas de la CSN, de la FTQ ou de la CSQ dans la santé ou dans l'éducation ». Au Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), il n'y a pas l'ombre du début d'une réflexion sur l'opportunité de retourner dans le giron d'une centrale.

Le président, Renald Desharnais, rappelle que les professionnels ont quitté la CSN en 1977 et qu'ils ont mis fin, en 1988, à une entente de service avec la CEQ (aujourd'hui la CSQ) parce qu'ils estimaient que leur spécificité n'était pas prise en compte.

Aujourd'hui, le SPGQ est à bâtir une force syndicale au service des professionnels. Et pas seulement de ceux de la fonction publique.

En effet, le SPGQ représente 400 professionnels de 17 cégeps à travers la province, soit 40 % de l'effectif professionnel du collégial.

« Notre objectif est de représenter la majorité des professionnels de ce réseau », affirme M. Desharnais en signalant que l'on avait également des visées du côté des commissions scolaires.

Les campagnes de charme ont déjà commencé

QUÉBEC — À neuf mois de l'expiration des conventions collectives dans le secteur public québécois, la période de maraudage ou de changement d'allégeance syndicale débutera le 3 octobre.

Jusqu'au 2 novembre, les syndicats du secteur public rivaliseront d'arguments persuasifs pour tenter d'attirer dans leur sillon des camarades des autres organisations. En même temps, ils devront protéger leurs arrières pour s'assurer que leurs membres demeureront fidèles et ne se laisseront pas séduire par la concurrence.

Si la période de maraudage débutera officiellement le 3 octobre, les campagnes de charme, elles, ont déjà commencé.

Sur les lieux de travail, des militants font la promotion de leur organisation et racontent que, chez eux, les cotisations syndicales sont moins élevées et que les services aux membres sont évidemment plus complets. Des traces sont expédiées dans lesquels on casse un peu de sucre sur le dos des autres syndicats.

PORTRAIT

Selon des données fournies par le Secrétariat du Conseil du trésor, le secteur public compte, dans ses rangs, 442 000 syndiqués, soit 202 000 dans la santé, 170 000 dans l'éducation et 70 000 dans la fonction publique.

Les trois grandes centrales représentent près de 285 000 travailleurs, soit 65 % du personnel du secteur public. C'est la CSN qui représente le plus de syndiqués (125 000), suivie de la CSQ (105 000) et de la FTQ (55 000). Outre les trois grandes centrales, on compte une trentaine de syndicats indépendants dont la Fédération des infirmières et des infirmiers du Québec (FIIQ), le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) et le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).

Dans le secteur de la santé, on compte 201 459 syndiqués. Ils se retrouvent principalement à la CSN (89 000), à la FIIQ (46 000) et à la FTQ (37 000). La CSQ en regroupe 6500 dont près de 3700 infirmières. Il y a également la Centrale des professionnels de la santé (5000).

Dans le secteur des commissions scolaires, on compte 143 928 syndiqués. Il y en a 97 000 à la CSQ, 20 000 à la CSN et 13 000 à la FTQ. Les enseignants sont à la CSQ. Les professionnels y sont également en grand nombre. Les employés de soutien se partagent entre la CSN (19 000), la CSQ (14 000) et la FTQ (11 000).

Dans les collèges, on dénombre 25 478 syndiqués. Il y en a 16 000 à la CSN, 4 400 à la CSQ et 950 à la FTQ. Du côté des enseignants, il y en a 10 500 à la CSN, 1 550 à la CSQ et 4 200 à la Fédération autonome du collégial, une organisation indépendante. Les professionnels sont à la CSN alors que les employés de soutien se partagent entre la CSN (5 400), la CSQ (1 000) et la FTQ (950).

Dans la fonction publique, on retrouve 68 651 syndiqués. Ils sont répartis dans 14 organisations syndicales dont 46 000 au SFPQ, 13 000 au SPGQ, 3 800 à l'Association des policiers provinciaux et 2 100 au Syndicat des agents de la paix en services correctionnels. Ils s'agit, dans tous les cas, de syndicats indépendants qui ne sont pas affiliés à des grandes centrales. G.L.

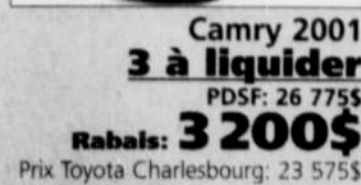
Nouveau traitement contre la leucémie

■ DORVAL — Santé Canada a approuvé l'usage d'un nouveau médicament oral, le Gleevec, comme traitement contre la leucémie myéloïde chronique (LMC). Selon le fabricant, la société Novartis Pharma Canada, le Gleevec s'attaque au dérèglement génétique que présentent les patients atteints de cette maladie. Lors d'essais cliniques, près de 90 % des patients qui n'ont pas répondu aux traitements à l'interféron ont vu leur nombre de globules blancs revenir à la normale. « La mise au point de Gleevec a été fondée sur le décodage d'un signal anormal à l'intérieur des cellules leucémiques des patients atteints de LMC — c'était un peu comme d'essayer de fabriquer une clé particulière pour un type de serrure très compliquée. La perçee réside dans sa remarquable efficacité et la spécificité de son action dans le traitement de la maladie ainsi que l'absence d'effets secondaires », a déclaré le Dr Pierre Laneuville, de la Division d'hématologie au Centre universitaire de santé McGill. (PC)

Tout doit sortir chez CHARLESBOURG TOYOTA



Echo 2001 *
0\$ comptant
Location 60 mois
195\$/mois



Camry 2001
3 à liquider
PDSF: 26 775\$
Rabais: **3 200\$**
Prix Toyota Charlesbourg: 23 575\$



4 Runner 2001
1 à liquider
PDSF: 38 030\$
Rabais: **6 016\$**
Prix Toyota Charlesbourg: 32 014\$



V6, groupe électrique
PDSF: 26 775\$
Rabais: **3 200\$**
Prix Toyota Charlesbourg: 23 575\$

*Préparation et transport inclus. Photos à titre indicatif.

Pour toujours, Toyota c'est Charlesbourg



6070, boul. du Jardin
Charlesbourg
623-9843
www.ctoyota.com

Invitation aux MEMBRES et NON-MEMBRES
FABRICVILLE
STOCK AU COMPLET DE: COMMENCE MER. 26 Sept.
NOUVEAUTÉS MODE D'AUTOMNE
Plus... Patrons • Articles de couture • Tissus à draperie en magasin
1/2 PAS D'EXCEPTION! prix
Achetez 1 mètre/unité (sur prix usuel) obtenez le 2ème à (de valeur égale au moindre)
Plus... Les prix habituels des membres du club ne s'appliquent pas à cette offre spéciale
Membres Elite ÉCONOMISENT PLUS!
20% DE RABAIS SUPPLÉMENTAIRE sur votre 2ème mètre déjà réduit à 1/2 prix. sur les NOUVEAUX TISSUS MODE D'AUTOMNE et TISSUS À DRAPERIE sélectionnés
Présentez votre carte ou **ABONNEZ-VOUS dès maintenant** 1 JOUR seulement samedi 29 SEPT. Articles de Couture 1/2 prix Cour. jusqu'à 12,99 ch.
FABRICVILLE
2740, boul. Laurier
Ste-Foy (418) 651-3489
325, Soumande
Vanier (418) 686-5072
lundi au mercredi: 9h30 à 17h30
jeudi et vendredi: 9h30 à 21h
samedi: 9h à 17h
dimanche: 12h à 17h

MISSIONS SECRÈTES

Toute la vérité sur l'espionnage canadien.

CE SOIR 20 h



Un monde de découverte



Astral Media
1000

MÉDICAMENTS

Les provinces
songent à
acheter en vracUn partenariat pharmaceutique
national sur la table

SAINT-JEAN, T.-N. (PC) — Les ministres de la Santé du pays pourraient bientôt s'associer pour acheter des médicaments en vrac, afin de réduire les coûts des soins de santé, a confirmé hier le ministre de la Santé de l'Ontario, Tony Clement.

La question figure en tête de liste de celles qui seront abordées à l'occasion de la rencontre annuelle de trois jours des ministres canadiens de la Santé, qui a débuté hier à Saint-Jean de Terre-Neuve. « D'autres juridictions, comme l'Australie, ont utilisé leur position de force sur le marché pour obtenir les meilleurs prix. C'est de telles initiatives de collaboration que veulent travailler les provinces et les territoires », a précisé le ministre Clement.

Les ministres de la Santé ont été invités à proposer une solution novatrice avant la prochaine rencontre des premiers ministres, en janvier, a souligné M. Clement.

« Après les discussions de lundi (hier), nous serons en piste », a-t-il ajouté, ce qui semblait laisser entendre qu'un partenariat pharmaceutique national était en voie de formation derrière les portes closes.

On s'attend à ce que d'autres précisions soient données aujourd'hui, alors que le ministre fédéral de la Santé, Allan Rock, doit se joindre aux délibérations.

UNE PRIORITÉ

Selon la ministre de la Santé de Terre-Neuve, Julie Bettney, la réduction du coût des médicaments constitue une priorité à la rencontre de Saint-Jean.

Le communiqué que les ministres ont rendu public hier faisait peu état des revendications habituelles des provinces à l'égard d'Ottawa. « Nous avons surtout parlé de tous les autres aspects du système qui doivent être améliorés — des changements à apporter pour réduire les coûts et augmenter l'efficacité », a expliqué M^{me} Bettney.

Le ministre québécois de la Santé, Rémy Trudel, a aussi fait preuve d'une certaine réserve. « Si nous pouvons avoir un meilleur système, nous en discuterons », a-t-il indiqué.

Le ministre Clement, qui est conservateur, n'a pu s'empêcher de décocher une flèche au gouvernement libéral fédé-



Le ministre québécois, Rémy Trudel, a fait preuve d'une certaine réserve devant le projet.

ral, qui n'a pas tenu sa promesse électorale de 1997 de créer un programme national d'assurance-médicaments. « Parfois c'était à l'ordre du jour de nos amis fédéraux, parfois pas, a dit M. Clement. Si Allan Rock veut le remettre à l'ordre du jour, nous serons ravis de travailler en collaboration avec le gouvernement fédéral. »

Desautels dénonce
l'exemption fiscale à
une famille fortunée

WINNIPEG (PC) — Il est « tout simplement inacceptable » que les autorités du ministère du Revenu aient autorisé une famille fortunée à ne pas payer des millions de dollars en impôt sans avoir analysé à fond la question et son impact sur les finances fédérales, a déclaré hier l'ancien Vérificateur général, Denis Desautels.

L'incident, survenu en 1991, n'a été porté à l'attention du public qu'en 1996, lorsque M. Desautels a présenté un rapport accablant à la suite d'une vérification.

M. Desautels a fait part à nouveau de ces préoccupations, hier, en Cour fédérale, dans le cadre d'une poursuite intentée par un groupe de Winnipeg.

Le groupe allégué que le ministère du Revenu a accordé un traitement de faveur à une riche fiducie familiale en l'autorisant à quitter le pays sans payer d'impôt sur son actif de 2,2 milliards \$, ce qui a fait perdre au gouvernement fédéral des centaines de millions de dollars en impôt.

M. Desautels a dit qu'il n'était pas nécessairement en désaccord avec la décision, mais qu'il n'appréciait pas du tout la façon dont elle avait été prise.

REFUSÉE PUIS ACCEPTÉE

L'exemption fiscale a d'abord été refusée par plusieurs fonctionnaires de Revenu Canada, dont certains responsables du ministère, et ils ont précisé leurs objections de façon détaillée.

Mais cette décision a soudain été annulée par un sous-ministre, lors d'une rencontre de haut niveau tenue deux jours avant Noël 1991. Les raisons invoquées n'ont jamais été appuyées par des documents.

M. Desautels a tenté à plusieurs reprises d'obtenir des notes sur la ren-



L'ex-Vérificateur général Denis Desautels.

contre, et sur l'analyse qui avait justifié une telle volte-face. On lui a répondu que ces documents n'existaient pas. « Nous n'avons trouvé aucune analyse valable. (...) De telles décisions sont extrêmement importantes et ne devraient pas être prises à la légère », a déclaré M. Desautels, dont le mandat a pris fin en mars.

« Il s'agissait d'une décision extrêmement importante qui aurait dû être appuyée par une analyse pertinente », a ajouté M. Desautels, qui juge une telle façon de faire inacceptable.

Bien que l'identité du bénéficiaire de la fiducie familiale n'ait jamais été divulguée, le nom de la riche famille Bronfman est sur toutes les lèvres. Les Bronfman ont fait fortune dans le secteur des spiritueux, à Montréal, avant de se tourner vers l'industrie du divertissement — et quitter le Canada.

EN BREF

La CUM lutte contre
les jeunes policiers

■ MONTRÉAL — La Communauté urbaine de Montréal conteste la compétence d'enquêter de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse dans le dossier des jeunes policiers qui se disent victimes de clauses discriminatoires de leur contrat collectif. La CUM s'est adressée à la Cour supérieure en espérant aussi obtenir que le tribunal annule les citations à comparaître émises contre deux de ses officiers. Dans sa demande, la CUM explique qu'un groupe de jeunes policiers s'est adressé à la Commission en lui demandant d'enquêter parce que, disent-ils, ils sont victimes de discrimination basée sur l'âge. En fait, dit la CUM, toutes les questions de contrat de travail relèvent de la compétence exclusive de l'arbitre du ministère du Travail. (PC)

PC ET DISSIDENTS
DE L'ALLIANCE

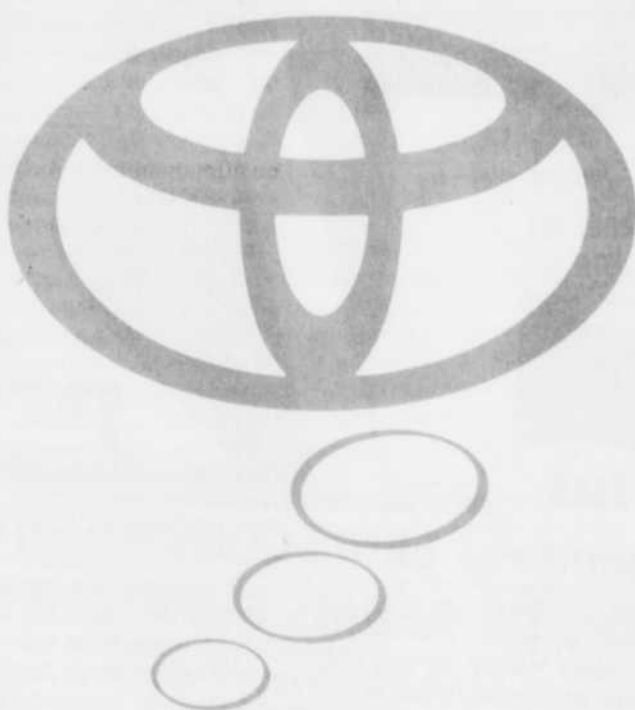
Pas un parti officiel

■ OTTAWA — Le président de la Chambre des communes, Peter Milliken, a refusé la requête des conservateurs et des huit députés alliancistes rebelles, qui souhaitent être reconnus comme un parti officiel au Parlement. M. Milliken a décrété hier que, de par sa nature même, la Coalition de la représentation démocratique progressiste-conservatrice ne constitue pas un parti, puisque ses membres sont issus de deux entités différentes. Le président ne peut accorder le plein statut de parti, « ne pouvant étendre le statut de parti à un groupe qui ne reconnaît pas ce titre », a déclaré M. Milliken aux Communes. La décision empêche la coalition, composée de 20 députés, de devenir le quatrième parti en importance aux Communes, et de supplanter le Nouveau Parti démocratique, qui compte 13 députés. (PC)

Les libéraux crient
à la propagande

■ QUÉBEC — Les libéraux s'insurgent contre l'intention du gouvernement de Bernard Landry de dépenser jusqu'à 5 millions \$ dans ce qu'ils qualifient « de pure propagande » pour vanter les mérites de certaines réalisations du gouvernement. Le porte-parole libéral en matière de santé, Jean-Marc Fournier, fulminait, hier, lorsqu'il a été appelé à commenter les visées publicitaires du gouvernement, plus spécifiquement celles du Secrétaire aux communications dont la mise sur pied, autorisée en juin, a été connue en août. « Bernard Landry a décidé de prendre l'argent des contribuables pour dire au monde que ce que son gouvernement a fait c'est bien bon et surtout dans le secteur de la santé. » (PC)

BONS TAUX. BONS PRIX. BON TEMPS.

LIQUIDATION
TOYOTA
EN TÊTEEcho 2001
195\$par mois location 60 mois'
0 \$ comptant
transport et préparation inclus

- Moteur VVT-i 1,5 litre de 108 ch
- Véhicule à faibles émissions (LEV)
- Consommation MANUELLE: 7,0/5,5 L/100 km ville/route**
- 2 coussins gonflables
- Volant inclinable
- Roues de 14 pouces avec enjoliveurs complets
- Banquette arrière divisée 60/40

OU OBTENEZ
2,9%DE FINANCEMENT
À L'ACHAT POUR 36 MOIS*Corolla 2002
209\$par mois location 48 mois'
comptant de 2 199 \$
transport et préparation inclus
option 0 \$ comptant également disponible à la location

- Moteur VVT-i 1,8 litre de 125 ch
- Véhicule à faibles émissions (LEV)
- Consommation MANUELLE: 7,3/5,3 L/100 km ville/route**
- Radiocassette AM/FM/CD
- 2 coussins gonflables
- Banquette arrière divisée 60/40

OU OBTENEZ
3,9%DE FINANCEMENT
À L'ACHAT POUR 36 MOIS*Camry plus 2001
299\$par mois location 48 mois'
comptant de 3 945 \$
transport et préparation inclus
option 0 \$ comptant également disponible à la location

- Moteur 2,2 litres de 136 ch
- Véhicule à émissions ultra faibles (ULEV)
- Consommation AUTOMATIQUE: 10,1/6,8 L/100 km ville/route**
- 2 coussins gonflables
- Volant inclinable
- Banquette arrière divisée 60/40

OU OBTENEZ
0,9%DE FINANCEMENT
À L'ACHAT POUR 36 MOIS*

- Groupe Valeur Plus inclus
- Climatiseur
 - Radio AM/FM/CD, 4 haut-parleurs
 - Glaces et verrous de portières assistés
 - Régulateur de vitesse
 - Rétroviseurs de couleur assortie à télécommande assistée
 - Système d'accueil sans clé



Toutes les Toyota comprennent l'assistance routière, un plein réservoir d'essence et des tapis protecteurs.

TOYOTA Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada Inc. SUR APPROBATION DE CRÉDIT PAR CRÉDIT TOYOTA. Immatriculation, assurances et taxes en sus. *Offres de location au détail variables sur les modèles Echo 2001 (8T123M AA), Corolla 2002 (8R12EM AA), Camry 2001 (8G22KP BA) neufs en stock. Premier versement de 225,22 \$ (Echo) / 240,93 \$ (Corolla) / 344,11 \$ (Camry) taxes incluses et dépôt de sécurité de 250 \$ (Echo et Corolla) / 350 \$ (Camry) exigibles au moment de la livraison. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 7¢ (Echo et Corolla) / 10¢ (Camry) du kilomètre excédentaire. **Offre de financement à l'achat à 2,9 % par mois / 36 mois valable sur les modèles Echo, Tacoma et Tundra 2001 neufs en stock. Transport et préparation en sus. Exemple de financement à l'achat de 15 000 \$ à 2,9 % : 36 versements de 435,56 \$, coût en intérêt de 680,16 \$, coût total de 15 680,16 \$. *Offre de financement à l'achat à 3,9 % par mois / 36 mois valable sur les modèles Corolla 2002, Avalon et Camry 2001. Tundra, Sienna et 4Runner 2002 neufs en stock. Transport et préparation en sus. Exemple de financement à l'achat de 15 000 \$ à 3,9 % : 36 versements de 442,19 \$, coût en intérêt de 918,84 \$, coût total de 15 918,84 \$. **Offre de financement à l'achat à 0,9 % par mois / 36 mois valable sur les modèles Camry, Corolla, Camry Solara et Sienna 2001 neufs en stock. Transport et préparation en sus. Exemple de financement à l'achat de 15 000 \$ à 0,9 % : 36 versements de 442,19 \$, coût en intérêt de 208,92 \$, coût total de 15 208,92 \$. *Selon les résultats de l'enquête 2000 du sondage de la CAA auprès des propriétaires de véhicules Corolla pour les années-modèles 1993 à 1997. *Le tabac aux dépouilles peut différer selon le modèle. **Cotes de consommation (ville/route) basées sur l'année-modèle 2001 (Echo et Camry) 2002 (Corolla) pour le moteur indiqué. Photos à titre indicatif seulement. Offres d'une durée limitée. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

Jusqu'à 1000\$ de remise

Fier en

TOYOTA

VOTRE CONCESSIONNAIRE

OPINIONS

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président et Éditeur ALAIN DUBUC

Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR

Directeur de l'édition J.-JACQUES SAMSON

EDITORIAL

Les dollars soudent la famille

La perméabilité de la frontière entre le Canada et les États-Unis ne doit surtout pas, dans notre intérêt d'abord, souffrir des mesures de lutte au terrorisme que les Américains veulent déployer. Le Canada n'a en conséquence d'autre choix que de s'associer à un plan de protection globale de l'Amérique du Nord. Cela inclut un renforcement des contrôles de nos aéroports internationaux et de nos ports; une harmonisation des politiques d'accueil et d'immigration; une étroite collaboration des services de renseignements et de surveillance des groupes ou individus qui pourraient fomenter des actions violentes.



J.-Jacques Samson

JJSamson@lesoleil.com

Posée en d'autres termes, la question est la suivante: les Canadiens souhaitent-ils vivre à l'intérieur de la clôture virtuelle que dresseront les Américains pour se protéger d'autres attaques terroristes ou juste à l'extérieur, le nez collé sur le mur? Les forces économiques, tant aux États-Unis qu'au Canada, ont déjà répondu. La frontière canado-américaine doit continuer d'être de plus en plus fluide. En 2000, selon les données de Statistique Canada,

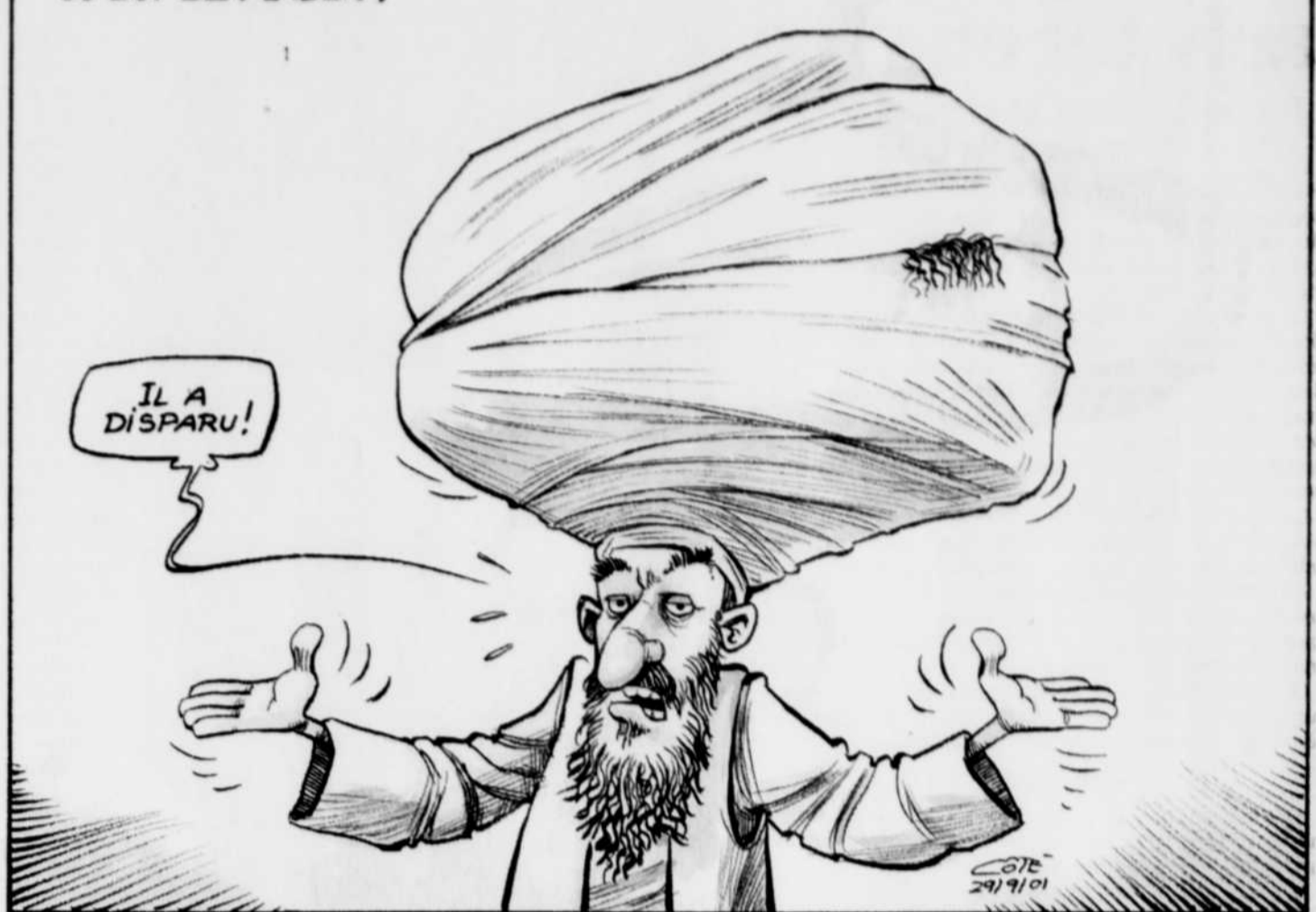
nos exportations vers les États-Unis ont totalisé près de 1 milliard \$ par jour, ou 359,5 milliards \$ sur des ventes à l'étranger de 422,5 milliards \$. Nos importations des États-Unis ont en revanche totalisé 267,6 milliards \$ sur des achats extérieurs globaux de 363 milliards \$ par les Canadiens. Nous profitons d'une balance commerciale largement excédentaire de 91,8 milliards \$, mais les États-Unis ont tout de même déversé, au cours de l'année 2000, 25 % de toutes leurs exportations sur le marché canadien.

Les biens circulent massivement entre les deux pays, mais aussi les personnes. Les Canadiens ont fait 14,6 millions de voyages avec nuitées aux États-Unis en 2000 et y ont laissé près de 9 milliards \$. Les destinations les plus populaires sont New York (2,3 millions de visites) et la Floride (2 millions). Mais les Américains sont à l'inverse friands d'excursions au Nord. Ils ont effectué 15,2 millions de voyages avec nuitées au Canada, au cours de l'année 2000. Ils comptent pour pas moins de 78 % des voyageurs étrangers venus au Canada l'an dernier.

Cet étalage de statistiques s'imposait ce matin pour illustrer concrètement l'interdépendance économique des deux pays, mais aussi l'interpénétration des deux peuples. Jean Chrétien n'a été reçu à Washington, à la suite des attentats du 11 septembre, qu'après les Jacques Chirac et Tony Blair. George Bush n'a pas mentionné le Canada parmi les pays sur lesquels il comptait, lors de son discours historique devant le Congrès, la semaine dernière. Bush s'en est excusé hier en insistant sur l'appartenance du Canada à la famille en deuil. Ses propos froisseront sans doute cette fois les nationalistes canadiens frileux, mais ils reflètent des réalités. Rares sont même les familles aussi soudées, pour poursuivre la métaphore.

Le Canada ne peut offrir un soutien militaire significatif. Jean Chrétien, un doyen maintenant, peut cependant servir de relais entre Bush et d'autres chefs de gouvernement qui éprouveront moins de méfiance à son endroit qu'envers le président américain. Il est en position pour exercer un rôle de modérateur des élans belliqueux de certains républicains, c'est du moins ce qu'espèrent des démocrates aux États-Unis. Le Canada a aussi le devoir de rendre ses portes d'entrée étanches face aux infiltrations de terroristes et d'affecter les ressources nécessaires aux renseignements de sécurité. C'est un modeste prix pour être partie du périmètre de sécurité et préserver la perméabilité de la frontière canado-américaine. Notre souveraineté n'en sera pas plus diminuée qu'elle l'était!

OÙ EST BEN LADEN ?



CHRONIQUE POLITIQUE

La diplomatie du troisième violon



Michel Vastel

MVastel@lesoleil.com

On aurait tort de tenir Jean Chrétien responsable de l'indifférence de l'administration américaine pour son voisin du Nord. Le premier ministre n'a jamais été un grand admirateur des États-Unis — sauf pour les terrains de golf de la Floride. Et George W. Bush est un homme du Sud. Dans l'histoire des relations entre les premiers ministres du Canada et les présidents américains, ce n'est pas Jean Chrétien qui détonne, c'est Brian Mulroney qui faisait exception.

Le premier ministre conservateur a créé de tels liens avec la famille Bush qu'il exerce actuellement plus d'influence à la Maison-Blanche que son successeur. Il était à la pêche au large de Kennebunk Port dans le Maine avec George Bush pendant le long congé de la fête du Travail. Il a parlé à George junior après son discours au Congrès de la semaine dernière. Et, le week-end dernier, il chassait le faisan avec George père à «Sagard», la propriété de Paul Desmarais dans la région de Charlevoix! Jean Chrétien n'appartient pas à ce monde, même si sa fille, France, est mariée au fils, André, du seigneur de Sagard.

Le «petit gars de Shawinigan» n'a jamais été un partisan enthousiaste de la puissance américaine. Le président des États-Unis a d'ailleurs commis un impair, hier, en présentant Jean Chrétien comme «un frère» et le Canada comme «un membre de la famille». En effet, le premier ministre n'est pas à l'aise dans ce rôle du bon voisin sur lequel on peut compter.

«Le fond du problème, écrivit-il dans ses Mémoires, c'est que bien des Américains considèrent le Canada comme un autre de leurs États, pas tellement différent du Texas (d'où vient George W. justement!) ou de l'Ohio. Et ils paraissent toujours étonnés lorsque nous prenons des décisions comme le fait normalement tout État indépendant...» Même si le Canada est un allié mineur, il est complètement absurde de penser que notre seul rôle consiste à applaudir à tout ce que décide le gouvernement américain.»

Tenant de tels propos, Jean Chrétien ne diffère pas beaucoup du ton souvent employé par John Diefenbaker. Le «Lion de Prince Albert» avait bien du mal à s'entendre avec le jeune John Kennedy dont il n'approuvait pas la politique à l'égard de Cuba. Après Diefenbaker, Lester Pearson, professionnel de la diplomatie et premier ambassadeur canadien à Washington, se montra plus réaliste. Il accepta même le déploiement de missiles nucléaires en sol canadien, ce qui lui valut d'être traité de «défrocké de la paix» par un certain Pierre Elliott Trudeau.

Devenu premier ministre à son tour, Trudeau eut, avec Richard Nixon, des affrontements légendaires. Ses politiques économiques et énergétiques étaient carrément hostiles aux intérêts américains. Et son obsession de la dépendance du Canada par rapport aux États-Unis le poussa à rechercher une «troisième option», celle de l'Europe, qui était tellement contre nature qu'elle se révéla vite un échec.

Brian Mulroney n'avait par contre aucun préjugé défavorable à l'égard des États-Unis. Au contraire, venant de la Côte-Nord, une région développée par des entreprises américaines, il voyait un enrichissement à leur fréquentation. Irlandais, il n'avait pas non plus le vieux complexe des Canadiens anglais face à un voisin envahissant. Plutôt copain avec Ronald Reagan, il devint carrément ami avec George Bush au point de jouer un rôle important dans le rapprochement entre les États-Unis et la

France de François Mitterrand pendant la guerre du Golfe.

L'ironie est qu'après avoir tant critiqué Brian Mulroney pour aller à la pêche avec George Bush, le Canada anglais reproche aujourd'hui à Jean Chrétien de ne pas être assez familier avec le fils!

Tout compte fait, Jean Chrétien a fait ce qu'il a pu hier à Washington en suivant, lui aussi et à l'instar de Trudeau, une sorte de «troisième option». Le Canada est en effet membre d'une foule d'organisations multilatérales dont deux — la Francophonie et le Commonwealth — ne sont pas fréquentées par les États-Unis. Dans une offensive tous azimuts pour bâtir la plus large coalition possible, la Maison-Blanche ne dédaignerait pas obtenir des résolutions d'appui de ces deux organisations qui comptent beaucoup de pays musulmans.

Certes, toute résolution d'appui des États membres de la Francophonie ou du Commonwealth sera d'abord pilotée par Jacques Chirac et Tony Blair. Mais Jean Chrétien, en tant que «Nord-Américain de service» à ces Conférences de l'automne, pourra jouer le rôle de troisième violon dans ce concert des nations à la gloire de la grande Amérique. Pour le reste...

Le premier ministre du Canada multiplie les maladresses depuis l'attentat du 11 septembre sur New York. On sait maintenant que, lors du rassemblement de 100 000 Canadiens sur la colline parlementaire, c'est lui qui a personnellement refusé que les leaders religieux du pays s'adressent à la foule. Se réservant le micro pour lui-même et l'ambassadeur des États-Unis à Ottawa, il donna à la cérémonie un caractère politique et plutôt revanchard qui en choqua beaucoup.

Hier, au lieu de faire un détour par New York pour encourager les sauveteurs, ou tout simplement prier pour les victimes du World Trade Center, le premier ministre a préféré rentrer directement à Toronto. L'urgence, c'était la tenue d'un dîner-bénéfice qui devait rapporter plus d'un million de dollars au Parti libéral du Canada. Ce sont aussi de tels petits gestes qui expliquent la froideur de la famille Bush pour Jean Chrétien.

Avant de donner le droit de vote aux élèves

Mario Demers

Parent, membre du Conseil d'établissement de l'école secondaire Pamphile-Lemay et représentant au Comité de parents de la commission scolaire des Navigateurs

Notre ministre de l'Éducation, François Legault, déposait en juin 2001 le projet de loi 35, lequel pourrait donner le droit de vote aux élèves du deuxième cycle du secondaire membres des conseils d'établissement. Entre le 18 septembre et le 17 novembre 2001, des audiences publiques se tiennent pour permettre aux contribuables de s'exprimer. Présentement, les élèves, comme les représentants de la communauté, ont la possibilité de proposer en tout temps; ils ont un pouvoir d'influence, tout comme les commissaires-parents qui font partie des conseils

des commissaires des commissions scolaires. Les élèves choisis pour venir au conseil d'établissement proviennent du Comité des élèves de l'école, un endroit où ils exercent déjà un droit de vote.

Du côté des parents membres de ces conseils, quelques inquiétudes ont surgi. La mise en place des conseils d'établissement, avec les modifications apportées à la Loi sur l'instruction publique, instaura la parité de la représentation entre le personnel des écoles et les parents élus chaque année. Chez nous, il y a six parents, quatre enseignants, un personnel de

soutien et un professionnel non enseignant. La parité, c'est une marque de reconnaissance du rôle prépondérant joué par les parents dans l'éducation de leurs enfants. Tout comme le fait que la loi établit que la présidence de ces conseils doit être assumée par un parent, cette égalité des forces entre les parents et le personnel de l'école donne un peu de pouvoir aux premiers enseignants et géniteurs de la clientèle qui peuple les écoles du Québec. Un autre article de loi dit que le quorum des rencontres du conseil doit comporter la présence de la moitié des parents élus, sinon l'assemblée est annulée. En cas d'égalité des votes, un vote prépondérant appartient au parent qui préside. Qu'advient-il de la parité en-

tre les parents et le personnel si les élèves ont le droit de vote? Ces jeunes, même s'ils ont été choisis à cause de leur intérêt et leur capacité de bien représenter tous les élèves de

Les contribuables ont jusqu'au 17 novembre pour s'exprimer

l'école, subiront-ils de mauvaises influences de la part des autres membres votants? Seront-ils des proies faciles pour les manipulateurs inévitables dans le monde de la politique scolaire? Seront-ils en conflit d'intérêts en prenant partie dans des décisions qui les concernent directe-

ment? Autant de questions auxquelles il faut donner des réponses avant de changer la loi une autre fois, monsieur le ministre. Soyez assuré que nous profiterons des audiences publiques pour nous exprimer par la voix de nos organismes officiels.

En ce début de la quatrième année d'existence des conseils d'établissement, et maintenant que les parents commencent à s'approprier leur rôle dans ces nouvelles structures qui s'apparentent à un conseil d'administration, je souhaite que ce changement ne nous soit pas imposé par une décision gouvernementale, à l'instar de l'abolition du droit des parents à choisir le statut des écoles et le retrait progressif bien planifié de l'enseignement moral et religieux.



allez-y

TÉLÉPHONES CELLULAIRES
ET AUTRES APPAREILS SANS FIL

ACCÈS INTERNET MOBILE

MESSAGERIE TEXTUELLE
BIDIRECTIONNELLE

MOBILITÉ



www.bell.ca

LE MONDE

Pas d'attentat à Toulouse

■ TOULOUSE, France (AFP, AP) — L'explosion, qui a soufflé une usine chimique à Toulouse, dans le sud-ouest de la France, tuant 29 personnes, est très probablement d'origine accidentelle, a estimé, hier, le responsable de l'enquête qui a mis en cause la gestion du site.

« Il y a 99% de chances pour que ce soit un accident », a déclaré le procureur de la République de Toulouse, Michel Bréard, au cours d'une conférence de presse.

« La piste de l'accident doit être privilégiée, un certain nombre d'éléments techniques nous permettant d'évacuer quasi totalement un acte de malveillance » dans la catastrophe de vendredi qui a également fait plus de 2000 blessés, dont une trentaine très gravement, et des dégâts matériels considérables, a-t-il ajouté.

Interrogé sur l'hypothèse d'un attentat terroriste, le magistrat a répondu : « l'attentat organisé par un groupe, certainement pas, je suis formel ».

« D'après les éléments recueillis par les enquêteurs, le risque d'explosion n'était pas pris en considération de façon majeure au niveau de la sécurité du site », a-t-il ajouté.

Le ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant, a quant à lui assuré que « la transparence sera de mise » concernant les résultats de l'enquête sur l'explosion à l'usine AZF de production d'engrais.

« La probabilité, selon nos enquêteurs, est qu'il s'agit d'une explosion accidentelle, mais tant que nous n'avons pas de preuves, on ne peut rien affirmer », a-t-il déclaré à Strasbourg (est).

Le pdg du groupe TotalFinaElf, à qui

appartient l'entreprise, Thierry Desmarest, s'est engagé, hier, à passer sous revue l'ensemble de ses installations chimiques à risque dans un entretien, hier, avec le ministre de l'Environnement, Yves Cochet.

Le ministre de l'Environnement a annoncé pour sa part qu'il rencontrerait également d'autres industriels concernés par les sites à risque pour envisager un renforcement de la réglementation en vigueur.

L'usine AZF, construite dans les années 1920 et qui fabriquait de l'ammoniac, fait partie des 1250 sites industriels français dits Seveso qui présentent des risques importants pour l'environnement en cas d'accident.

Une vive polémique a éclaté, hier, sur la gestion des risques industriels, le dirigeant et candidat à l'élection présidentielle des Verts — groupe qui participe au gouvernement du premier ministre socialiste Lionel Jospin —, Alain Lipietz, qualifiant notamment cette explosion d'« horreur annoncée » et dénonçant « une série d'irresponsabilités » dans un entretien au quotidien *France Soir*.

De son côté, le quotidien *La Dépêche du Midi* a estimé, hier, que « les 300 tonnes de nitrate d'ammonium étaient stockées dans un véritable dépôt mal surveillé ».

La Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés



Des étudiantes de l'École Gallieni de Toulouse se réconfortent à la suite de l'impact de l'explosion funeste d'une usine chimique, vendredi. Quelque 90 écoles et collèges endommagés de la région sont demeurés fermés, hier.

(FNATH) a demandé, hier, aux autorités de « protéger les populations » contre la présence de sites industriels qu'elle a qualifiés de « bombes au cœur des villes ».

Les autorités françaises se sont jusqu'à présent plus prudentes. Ainsi, le président conservateur Jacques

Chirac a déclaré : « Il faudra tirer toutes les leçons de ce drame », tandis que M. Jospin a parlé de « tirer un certain nombre de conséquences », tout en faisant valoir qu'une usine comme celle de Toulouse n'était « pas une caravane qu'on déplace ». « Le drame de Toulouse offre un assez consternant spec-

tacle de défausse généralisée. Comme si les autorités (...) étaient surtout rompues à esquiver les pièges de futures incriminations judiciaires ou politiques plutôt que de témoigner d'une volonté réelle de faire en sorte que pareille chose ne se reproduise un jour », écrivait *Libération*, hier.

L'IRA Véritable pourrait déclarer un cessez-le-feu

■ DUBLIN (AFP, AP) — L'IRA Véritable, dissidence de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), pourrait déclarer un cessez-le-feu à la suite des attentats du 11 septembre aux États-Unis, affirmait, hier, *The Irish Times*.

Les membres de l'état-major de la milice paramilitaire catholique, responsable du pire attentat jamais commis en 30 ans en Irlande du Nord, se sont rencontrés à plusieurs reprises au cours des derniers jours pour discuter de la situation, affirme *The Irish Times*, qui cite des sources proches des forces de sécurité et républicaines.

Un hebdomadaire, *Ireland on Sunday*, avait publié, dimanche, la même information laissant entendre que la direction de l'IRA Véritable avait demandé à ses unités basées en Irlande du Nord et en Grande-Bretagne de suspendre immédiatement ses activités.

Selon le journal, une annonce officielle devrait intervenir dans les prochains jours.

Mais d'autres sources ont affirmé à

The Irish Times que le gouvernement irlandais n'était pas convaincu de l'imminence d'un cessez-le-feu.

L'IRA Véritable avait été créée à l'automne 1997 par des membres de l'IRA furieux de voir le mouvement s'impliquer dans le processus de paix.

La milice dispose d'une branche politique, le Comité souverain des 32 comtés (pour les 32 comtés de l'île d'Irlande).

La plus sanglante action de l'IRA Véritable date du 15 août 1998. Ce jour-là, une voiture piégée par la milice avait explosé dans le centre de la ville d'Omagh, au centre de l'Irlande du Nord. Vingt-neuf personnes avaient été tuées et plus de 200 blessées.

Devant l'ampleur des réactions horrifiées après cet attentat, l'IRA Véritable avait brièvement décrété un ces-

sez-le-feu, rapidement rompu. À la suite d'une demande conjointe des gouvernements britannique et irlandais l'an dernier, le département d'État américain avait placé le mouvement sur la liste des organisations terroristes étrangères.

La coalition internationale contre le terrorisme, née des attentats du 11 septembre aux États-Unis, a considérablement changé la donne pour les organisations paramilitaires républicaines catholiques d'Irlande du Nord, qui dépendaient financièrement de fonds levés aux États-Unis auprès d'Américains d'origine irlandaise.

L'IRA NE DÉSARMERA PAS

Par ailleurs, des hommes soupçonnés d'appartenir à l'IRA officielle ont ouvert le feu, hier, sur la police et des habitations de protestants. Des militants anticatholiques ont riposté en lançant des grenades artisanales dans le nord de Belfast.

Le commandant de la police qui avait réussi à calmer la haine entre les deux

communautés dans les quartiers les plus difficiles du nord de la ville estime qu'il n'avait pas assisté à de telles violences depuis 20 ans.

Entre-temps, Gerry Adams, dirigeant du Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA, a prévenu, hier, que l'IRA ne s'appropriait pas à désarmer, en dépit des pressions intenses exercées sur le mouvement républicain, alors que le processus de paix est dans l'impasse.

Les républicains catholiques ne « vont pas céder » aux exigences des unionistes protestants ou du gouvernement britannique, a affirmé Adams.

« Si ceux qui sont opposés à l'accord de paix du Vendredi saint pensent qu'ils vont réussir à briser la volonté ou dieter leurs conditions au républicanisme irlandais, eh bien ils font erreur », a ajouté Gerry Adams.

L'accord de paix signé en 1998 avait posé les fondements d'un exécutif semi-autonome sans précédent, qui partageait le pouvoir à égalité entre protestants et catholiques pour la première fois en 30 ans de conflit sectaire.

Après l'euphorie de la signature historique de l'accord, l'absence de désarmement des milices paramilitaires, et particulièrement de la plus armée d'entre elles, l'IRA, a peu à peu plombé le processus de paix.

Les protestants unionistes ont déjà menacé à plusieurs reprises de se retirer totalement de l'exécutif si l'IRA ne désarme pas. Une telle décision signifierait l'écroulement complet de l'édifice compliqué élaboré entre tous les partis, Londres et Dublin, et qui devait mettre un terme au conflit qui a fait près de 3300 morts en 30 ans.

La suspension samedi pour 24 heures des institutions nord-irlandaises a accordé six semaines de délai supplémentaire aux partis pour tenter de régler leurs différends.

Les unionistes et loyalistes protestants souhaitent le maintien de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni, alors que les nationalistes et républicains catholiques sont partisans d'une réunification du nord de l'île avec le sud, la république d'Irlande.

Les mardis meurtriers

HISTORIA

CE SOIR

TIMOR ORIENTAL, LA GUERRE OUBLIÉE

20h ASSASSINATS POLITIQUES

4 septembre 1999. Le Timor Oriental se prononce pour l'indépendance par référendum, avant d'être envahi par les milices indonésiennes. Le pays bascule dans la terreur et le sang. Tous les correspondants de presse étrangers sont évacués. Un jeune reporter réussit cependant à rester. Il sera abattu quelques jours plus tard. Ses bandes vidéo ont miraculeusement été sauvées. Ce documentaire en propose un montage saisissant, pour ne pas oublier.

LA CRISE DU MAYAGUEZ

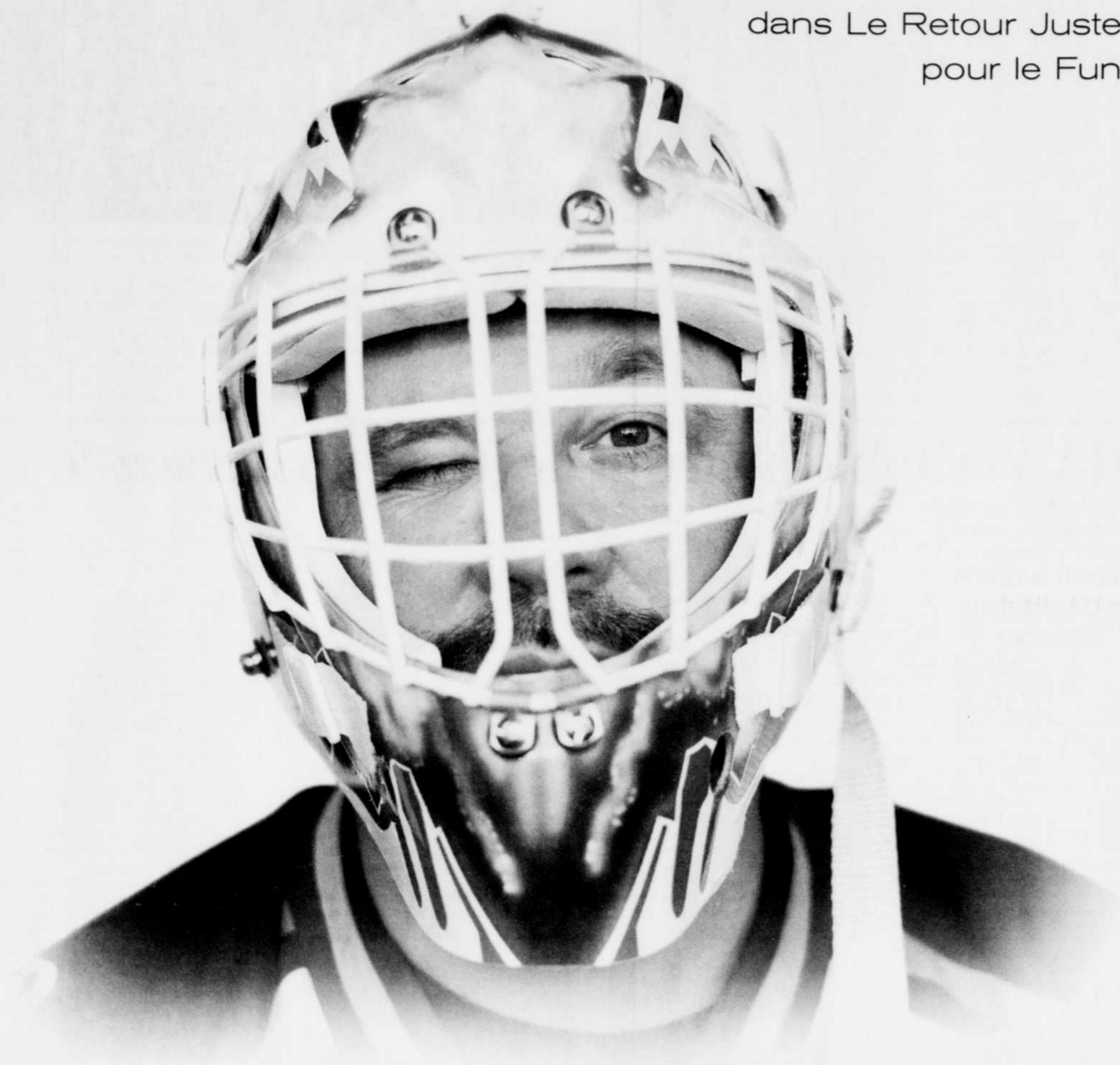
21h LA FACE CACHÉE DE L'HISTOIRE

Un reportage inédit sur un vaisseau de guerre américain, capturé au large du Cambodge par les Khmers rouges, au lendemain de l'évacuation de Saïgon en 1975. Avec les témoignages exclusifs du Président Gerald Ford, de Henry Kissinger, de marins américains et de Khmers rouges ayant participé à l'affaire du Mayaguez.

Aujourd'hui, **MARIO** lance et... compte avec

le père de **Patrick Roy**

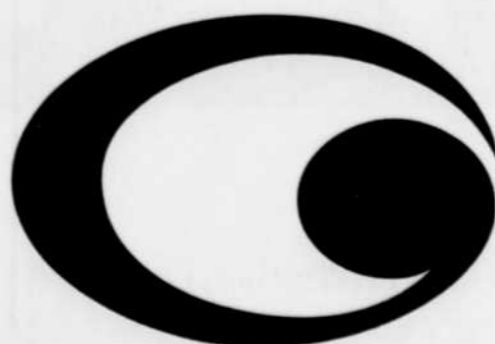
Ce soir à 16 h
dans Le Retour Juste
pour le Fun



Attachez-nous quelqu'un!

chik
98 9
énergie

www.radioenergie.com



La rencontre Pérès-Arafat de nouveau reportée

■ JÉRUSALEM (AP, AFP) — La perspective d'une rencontre Pérès-Arafat s'est encore éloignée hier après le meurtre d'une Israélienne tombée dans une embuscade en Cisjordanie. Le premier ministre Ariel Sharon, qui a déjà opposé son veto à celle prévue dimanche, exige toujours 48 heures de « calme absolu » avant toute reprise de contact.

L'embuscade, revendiquée par le Djihad islamique, s'est produite peu après 7 h non loin du village palestinien de Bardaleh, dans la vallée du Jourdain, près de la limite avec Israël.

C'est la deuxième embuscade meurtrière tendue par des Palestiniens à

des Israéliens depuis la trêve décrétée mardi dernier par le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat. Jeudi déjà, une Israélienne avait été tuée dans des circonstances similaires près de Bethléem en Cisjordanie.

Dans une lettre adressée aux membres des « Brigades des martyrs d'Al-Aqsa », une branche armée de son mouvement, le Fatah, Yasser Arafat exige un respect complet du cessez-le-feu. Il affirme avoir déjà reçu la promesse du Hamas et du Djihad islamique de suspendre leurs attentats-suicides, a déclaré un responsable des Brigades s'exprimant sous couvert d'anonymat.

Après le meurtre d'hier, un conseiller d'Ariel Sharon, Raanan Gissin, a fait savoir que le compte à rebours de 48 heures repartait à zéro.

DISSENSIONS ISRAËLIENNES

La ligne dure affichée par le premier ministre israélien contre l'avis de son allié américain commence à créer des tensions au sein de la coalition au pouvoir en Israël. Dimanche, le travailliste Shimon Pérès n'a pas assisté au Conseil des ministres, apparemment pour protester contre l'annulation de sa rencontre prévue dans la journée avec M. Arafat, rapportent les médias israéliens.

Le ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, a souligné l'urgence d'une rencontre Arafat-Pérès pour « entamer la désescalade » au Proche-Orient, au terme de discussions à Jérusalem avec le premier ministre israélien Ariel Sharon, et à Gaza avec M. Arafat.

Le secrétaire d'État américain Colin Powell, de son côté, « continue d'encourager une rencontre de ce genre, dont nous pensons qu'elle peut être utile », a déclaré son porte-parole, Richard Boucher.

La rencontre Arafat-Pérès est cruciale pour les États-Unis, qui en atten-

dent une reprise des négociations israélo-palestiniennes afin de convaincre les pays arabes modérés de se joindre à la coalition antiterroriste qu'ils essaient de mettre sur pied après les attentats sanglants du 11 septembre.

INCCURSION

Les forces armées israéliennes ont par ailleurs ratissé le plateau du Golan, hier, à la recherche d'un homme armé qui aurait traversé la frontière syrienne pour s'en prendre à la population juive. Il s'agirait de la première incursion de ce type en plus de 20 ans.

Louragan Juliette se dirige à nouveau vers le Mexique

■ MEXICO — Louragan Juliette a repris hier matin, avec une intensité accrue, son déplacement vers les côtes pacifiques mexicaines, après être resté stationnaire pendant la nuit, a indiqué le Service météorologique national. Passé en quelques heures de la catégorie 3 à 4 dans l'échelle de Saffir Simpson, qui en compte 5, Juliette se trouve encore à 360 au sud-ouest du port de Lazaro Cardenas, au milieu de la côte pacifique du Mexique et s'approchait des terres. Les autorités mexicaines ont maintenu hier matin tous les dispositifs d'alerte dans les États côtiers d'Oaxaca, Guerrero, Michoacan, Colima y Jalisco. (AFP)

Voie ferrée sabotée

■ HALLE — Un train à grande vitesse ICE a été contraint à un freinage forcé à l'origine d'importants dégâts, dimanche soir en Saxe-Anhalt (est), après que des inconnus eurent saboté la voie ferrée en démontant un morceau de rail de quatre mètres, ont indiqué les autorités hier. Il n'y a eu aucun blessé, mais la locomotive a été considérablement endommagée, selon une porte-parole de la police des frontières, compétente pour la sécurité des gares et voies ferrées. Six trains ont dû être déroutés. (AFP)

Châtiment corporel pour 41 collégiens à Singapour

■ SINGAPOUR — Quarante et un garçons d'un collège de Singapour ont été fouettés pour avoir séché un examen le mois dernier, une mesure qui a relancé le débat sur les châtiments corporels dans l'ancienne possession britannique, a rapporté la presse hier. Des parents se sont plaints mais d'autres ont approuvé la mesure. Le directeur du collège, Saminathan Gopal, a défendu sa décision contre des élèves qui s'étaient, a-t-il dit, « montrés irresponsables en ne venant pas passer un important examen », a rapporté le *Strait Times*. Le ministère de l'Éducation laisse aux responsables d'établissement la discrétion de décider de châtiments corporels, mais il limite les coups à un maximum de six sur les mains ou les fesses pour les garçons, et les interdit pour les filles. (AFP)

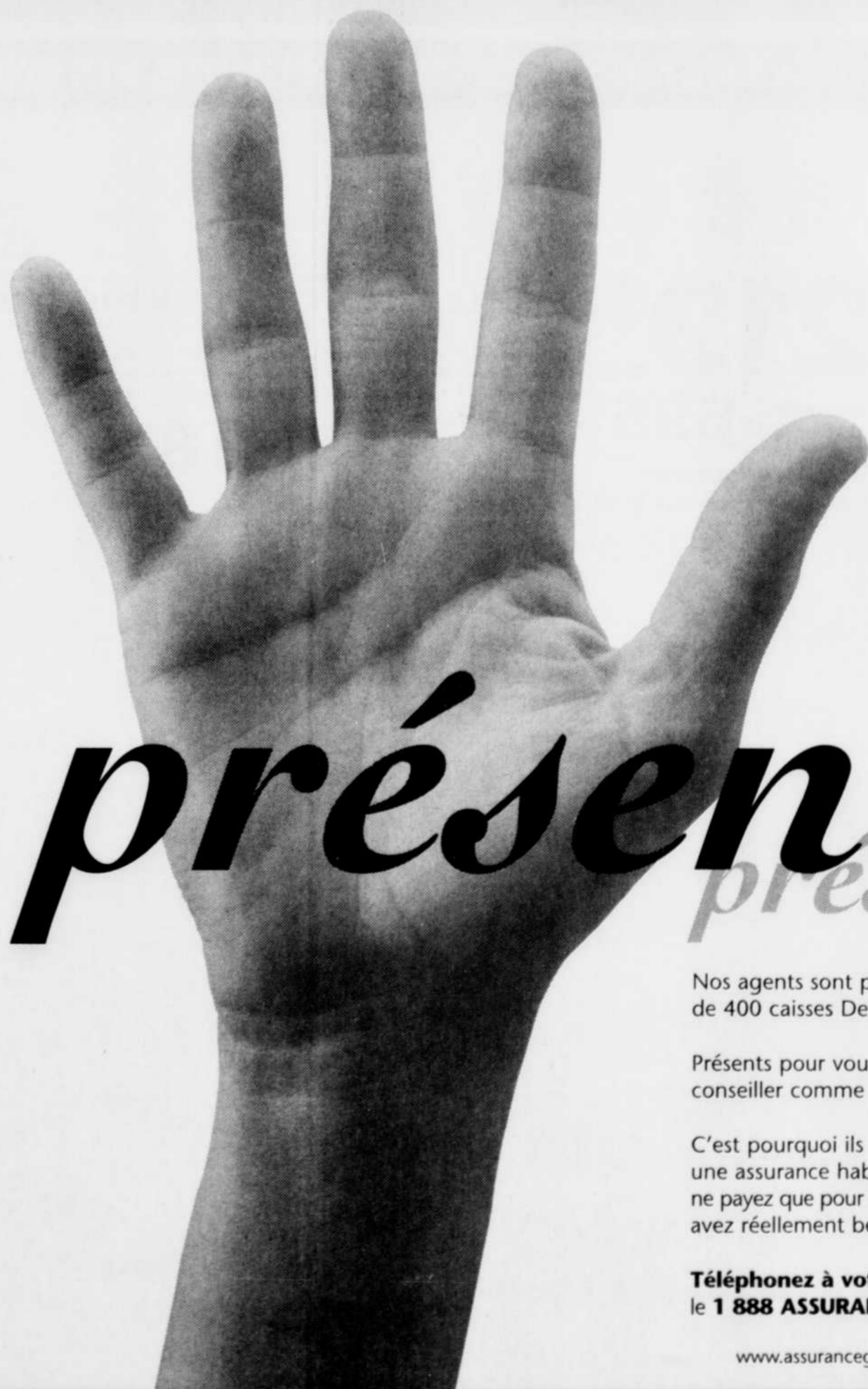
Racisme en Australie

■ PERTH — Une jeune fille d'origine afghane, étudiante en Australie, a décidé de ne plus porter le voile en raison des craintes suscitées par une série de violences à l'encontre de la communauté musulmane d'Australie, a rapporté hier le journal *The West Australian* de Perth, sur la côte Ouest de l'Australie où elle est étudiante en sciences. À Brisbane, la police enquête par ailleurs sur l'incendie d'une mosquée, le week-end dernier. (AFP)

Un bébé de neuf mois violé en Floride

■ MIAMI — Une petite fille de neuf mois a été laissée pour morte samedi après avoir été enlevée et violée, et que son agresseur a tenté de l'étrangler, a annoncé hier la police locale, en précisant que le bébé se trouvait dans un état grave dans un hôpital de Tampa (Floride, sud-est). Son agresseur présumé, qui a passé des aveux à la police, est un homme de 21 ans qui avait passé la journée de vendredi avec la famille. Au milieu de la nuit, Randolph Standifer avait sorti le bébé du berceau. Il l'avait mis dans sa voiture, avait conduit jusque dans une impasse, l'avait violée, et étranglée. Quand il a quitté les lieux, il pensait avoir tué la petite fille, a-t-il raconté aux enquêteurs. (AFP)

Que celui qui
peut offrir une
assurance habitation
sur mesure
se manifeste



présent!


Nos agents sont présents dans plus de 400 caisses Desjardins au Québec.

Présents pour vous écouter et vous conseiller comme personne.

C'est pourquoi ils vous offrent maintenant une assurance habitation sur mesure. Vous ne payez que pour les protections dont vous avez réellement besoin.

Téléphonez à votre caisse ou composez le 1 888 ASSURANCE pour en parler!

www.assurancegenerale.desjardins.com

 Desjardins

Assurances générales
des caisses Desjardins

AFGHANISTAN

L'ex-roi Shah
reçoit des
appuisLe président déchu parle de
gouvernement provisoire

■ DOUCHANBE (AFP) — Le président afghan déchu Burhanuddin Rabbani a envoyé une délégation en Italie pour des négociations avec l'ancien roi d'Afghanistan, Mohammed Zaher Shah, a indiqué hier à l'AFP un représentant du gouvernement afghan en exil à Douchanbe.

« L'objectif de leur rencontre avec l'ancien roi est de discuter des possibilités de la création d'un gouvernement provisoire en Afghanistan », a précisé Mahajuddin Mehdî, adjoint de l'ambassadeur d'Afghanistan au Tadjikistan.

L'ancien roi d'Afghanistan, âgé de 86 ans, peut jouer un grand rôle dans la réconciliation des forces politiques de son pays, avait assuré dimanche Francesc Vendrell, le représentant spécial pour l'Afghanistan du secrétaire général de l'ONU Kofi Annan.

Vendredi dernier, Mohammed Zaher Shah, en exil à Rome depuis 1973, a lancé un appel radiophonique à son peuple dans lequel il propose une réunion de tous les chefs afghans afin d'élire un gouvernement de transition.

Son intervention diffusée sur les ondes des ra-



L'ancien roi d'Afghanistan, Mohammed Zaher Shah, 86 ans, peut jouer un grand rôle dans la réconciliation des forces politiques de son pays.

diol BBC et Voice of America, est survenue au moment où les États-Unis ont clairement manifesté leur intention de punir le régime taliban, qui héberge le milliardaire Oussama ben Laden soupçonné d'avoir organisé les attentats du 11 septembre aux États-Unis.

La semaine dernière, un opposant intégriste afghan en exil en Iran, Gulbuddin Hekmatyar, cité par la presse suisse, avait fait état d'un plan américain pour renverser les talibans et réinstaller le roi Zaher Shah à Kaboul.

KAZAKHSTAN

Pétrolières américaines
soupçonnées de corruption

■ BERNE (AFP) — Les autorités judiciaires suisses ont transmis aux États-Unis les résultats d'une enquête sur des allégations de corruption de hauts dirigeants du Kazakhstan par des sociétés pétrolières américaines, a-t-on appris hier de source judiciaire.

Folco Galli, porte-parole du ministère suisse de la Justice, a indiqué que des informations sur 13 comptes bancaires gelés en Suisse ont été transmises le 14 septembre au ministère américain de la Justice, en réponse à sa demande d'entraide judiciaire datant de l'an dernier.

Des documents du tribunal fédéral, plus haute instance judiciaire helvétique, ont confirmé que l'enquête se concentre sur des versements au président kazakh Nursultan Nazarbayev et à d'autres anciens responsables.

Dans un arrêt daté du 25 juin qui rejette un recours du gouvernement d'Astana contre la commission rogatoire américaine, le tribunal fédéral suisse indiquait que les enquêteurs américains s'intéressaient à des fonds transférés par un Américain, identifié sous le seule initiale « G », ainsi que par d'autres sur des comptes en Suisse.

HAUTS RESPONSABLES

Ces personnes sont « soupçonnées d'avoir transmis des montants importants de compagnies pétrolières, notamment américaines, et

destinées à de hauts responsables » de cette république d'Asie centrale, « en particulier son président et un ancien premier ministre ».

Le Kazakhstan a toujours rejeté les accusations contre le président Nazarbayev et d'autres hauts responsables.

En particulier, ce gouvernement a soutenu qu'une des banques avait été chargée de l'assister dans le cadre de privatisations et dans les négociations relatives aux concessions pétrolières. Quant aux fonds versés sur des comptes

Des juges de Genève, ou ces
comptes se trouvent, ont lancé
de leur côté une enquête séparée
pour blanchiment d'argent

dont les ayant droit étaient le chef de l'État ou ses proches, le Kazakhstan a soutenu que ces avoirs étaient affectés au service public.

Les noms des institutions bancaires et d'autres personnes impliquées ne sont pas cités dans la version rendue publique de cet arrêt du tribunal fédéral.

Un de ces comptes en Suisse a reçu une somme de 84 millions de dollars le 6 août 1999, selon ces documents du Tribunal fédéral.

Des juges de Genève, où ces comptes se trouvent, ont lancé de leur côté une enquête séparée pour blanchiment d'argent. Cette enquête a débuté l'an dernier.

C'EST ENCORE MIEUX
QUAND C'EST MEILLEUR!

L'ÉVÉNEMENT « LE MEILLEUR DE NISSAN »

219\$
/mois*
Acompte
seulement **695\$**
0\$ dépôt de sécurité
Transport et préparation inclus!

LE MIEUX C'EST D'EN PROFITER!

• Radio AM/FM stéréo 100 watts avec lecteur CD • Climatiseur • Siège du conducteur à 8 réglages • Moteur 1,8 L de 126 chevaux • Pneus toutes saisons 14 po • Assistance routière 24 h • Coussins gonflables • Dossier arrière rabattable 60/40

Acompte	Mensualité
0 \$	239 \$
695 \$	219 \$
1 195 \$	209 \$
1 595 \$	199 \$

2,8%
financement
à l'achat!**



« LE MEILLEUR ACHAT
SELON LA REVUE
CONSUMER'S DIGEST! »



TOUJOURS PLUS LOIN.

*Location de 48 mois pour la Sentra XE 2002 - Option Plus - (C4LGS2 BK00) Acompte ou échange équivalent de 695\$. Limite de 19 500 km par année avec 0.10\$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 2,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustre est à titre indicatif seulement. *Le meilleur achat en 2001 et 1998 selon la revue Consumer's Digest. Le sceau Meilleur achat est une marque enregistrée de Consumer's Digest et est exploitée sous licence TOUJOURS PLUS LOIN et le logo NISSAN sont des marques de commerce de Nissan.

www.nissancanada.com 1 800 387-0122

Giuliani chercherait à prolonger son mandat

■ NEW YORK (AP, AFP) — Sa popularité en flèche après les attentats contre le World Trade Center, le maire de New York Rudolph Giuliani, dont le deuxième et dernier mandat arrive à expiration à la fin de l'année, chercherait à obtenir la prorogation de son mandat, a appris hier l'Associated Press de source proche du maire.

« Il va faire une annonce concernant de ses efforts en vue de poursuivre son mandat », a déclaré cette source qui a requis l'anonymat en précisant qu'une conférence de presse aura lieu incessamment.

Très largement salué pour sa gestion de crise, sa présence rassurante et sa compassion après les attentats du 11 septembre qui ont frappé les Twin Towers, « Rudy The Rock » doit théoriquement quitter ses fonctions le 31 décembre prochain en raison de la loi interdisant l'exercice de plus de deux mandats de quatre ans.

On ignore encore si le maire va demander l'amendement de cette loi afin que les électeurs puissent lui accorder un troisième mandat ou s'il va essayer d'obtenir la prorogation du mandat actuel. Pour l'heure, le principal intéressé évite d'aborder directement le sujet.

« C'est vrai que j'ai un avenir politique. Je ne sais pas encore ce que c'est et je n'ai pas d'annonce à faire sur cela, a déclaré M. Giuliani lors d'une conférence de presse. Dès que j'en aurai le temps, j'y penserai et parlerai aux gens en qui j'ai le plus confiance, j'écouterai leurs conseils et alors je ferai une annonce. »

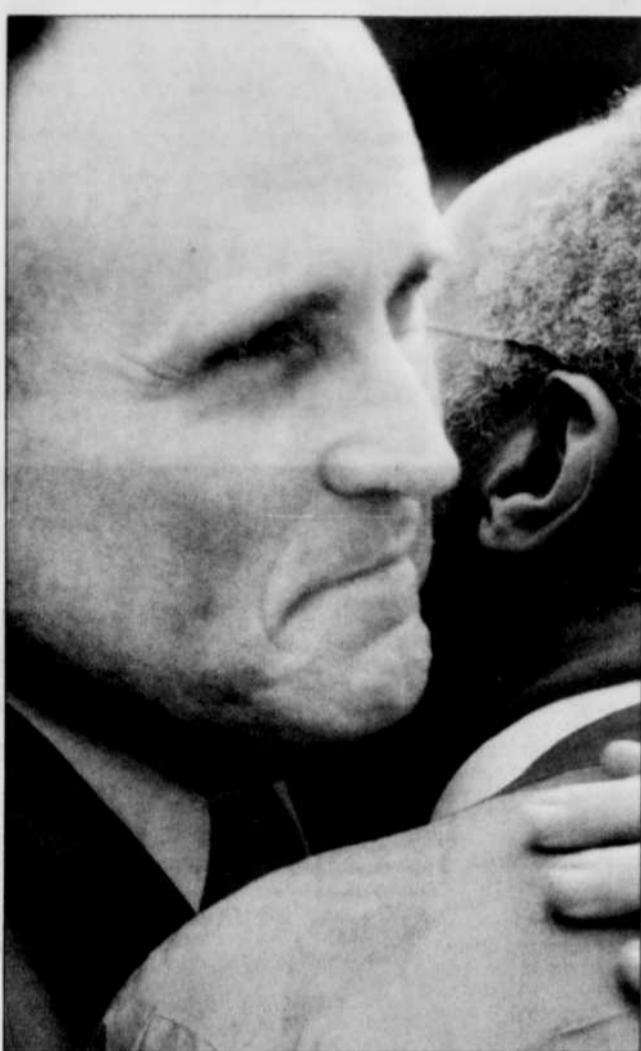
Les primaires pour les élections municipales, d'abord prévues pour le 11 septembre, mais suspendues après les attentats, doivent avoir lieu aujourd'hui. Le scrutin municipal est fixé au 6 novembre prochain.

RETOUR IMPROBABLE

Pour que M. Giuliani brigue un troisième mandat, il faudrait que le Parlement de New York adopte d'urgence une nouvelle loi et que celle-ci soit signée par le gouverneur George Pataki. Une autre option serait de demander au conseil municipal et aux électeurs d'amender la Charte de la ville.

Toutefois, aucune de ces deux solutions n'est probable. Plusieurs députés de l'État, ainsi que le président du conseil municipal démocrate Peter Vallone, qui aspire lui-même à la mairie, ont affirmé qu'ils n'iraient pas à l'encontre de la volonté des électeurs qui ont voté par deux fois, en 1993 et en 1996, en faveur de la limitation des mandats. En mars dernier, pareille tentative avait échoué au niveau du conseil municipal.

Au cours de ses huit années passées à City Hall, le maire républicain a permis à la Ville d'observer une baisse de la criminalité et d'être plus prospère. Mais le style agressif de l'ancien procureur antimafia a souvent irrité certains New-Yorkais. Une série de bavures policières au cours desquel-



La crise née des attentats du 11 septembre fut une véritable résurrection politique pour le maire sortant de New York, Rudolph Giuliani, aux prises avec toutes sortes de scandales.

les des Noirs sans arme furent abattus en 1999 et 2000 devait accroître la fracture avec l'électorat.

M. Giuliani s'était lancé l'an dernier dans la course au Sénat face à Hillary Clinton, avant de jeter l'éponge au printemps à cause d'un cancer de la prostate. Mais le maire était également empêtré dans une relation extraconjugale qui s'est soldée par un divorce amer et très médiatisé.

M. Giuliani a affirmé hier que sa présence lors des primaires n'aurait pas de sens et a appelé à voter pour les candidats qui se présentent.

Les pétitions pour une prolongation de son mandat se multiplient quand même, et les journaux new-yorkais reçoivent des quantités de lettres appelant à un maintien du maire à son poste, rapporte le *New York Times*.

Les vols d'épandage chimique cloués au sol

■ WASHINGTON (AFP, AP) — L'Administration fédérale de l'aviation civile (FAA) américaine a interdit jusqu'à mardi le vol des avions d'épandage par crainte d'attaques bioterroristes, a-t-on appris hier auprès de la FAA.

« Ils sont cloués au sol jusqu'à 00 h 05 mardi (aujourd'hui) pour des raisons liées à la sécurité nationale », a indiqué un porte-parole de la FAA, William Schumann, sans vouloir détailler plus ces raisons.

L'ordre, diffusé sous la forme d'une « notification aux aviateurs », a pris effet dimanche à minuit, a-t-il ajouté. « La décision n'a pas encore été prise » d'une éventuelle prolongation.

C'est la deuxième fois que ces avions légers, utilisés en agriculture pour arroser d'insecticides les cultures, sont cloués au sol par ordre des autorités fédérales depuis les attentats du 11 septembre.

De tels avions, capables d'emporter 1 000 à 3 000 litres de produits chimiques, sont considérés par les experts comme le meilleur vecteur de dispersion d'un agent toxique en cas d'attaque chimique ou bactériologique.

L'un des pirates de l'air présumés d'un des deux Boeing qui se sont écrasés contre les tours jumelles du World Trade Center, Mohamed Atta, s'était rendu sur un aéroport en Floride et avait posé un tas de questions sur ce type d'avion, selon un témoin cité hier par la presse américaine.

Atta avait ainsi visité plusieurs fois « jusqu'au mois dernier » le petit aéroport de Belle Glade, à 130 km au nord-est de Miami. Il était parfois accompagné d'autres personnes, a précisé le quotidien *Miami Herald*.

Selon un responsable de l'entretien de ces avions, James Lester, Atta « voulait savoir comment ils volaient (...) et quelle charge ils pouvaient transporter ».

James Lester entretient notamment un petit appareil Air Tractor 502, capable de transporter une charge utile de 1 900 litres d'insecticides ou d'engrais.

Un autre suspect, actuellement détenu par les autorités fédérales, un Franco-Marocain répondant au nom

de Zacarias Moussaoui, avait été arrêté en possession d'un manuel de vol d'avion d'épandage, selon un responsable américain cité sous couvert de l'anonymat par le quotidien *Washington Post*.

« Le scénario consisterait à faire voler un tel avion non pas directement au-dessus d'une agglomération, mais à proximité, ce qui permettrait de disperser un nuage dérivant sur la ville par le seul jeu des vents dominants », explique à l'AFP Philip Russell, professeur à l'Université Johns Hopkins.

Selon les derniers chiffres disponibles, il y avait environ 4 600 avions de ce type immatriculés aux États-Unis en 1999.

Le FBI appelle les propriétaires d'avion à la vigilance

Par ailleurs, la sûreté fédérale (FBI) a lancé un appel à la vigilance aux propriétaires, utilisateurs et mécaniciens travaillant avec des avions d'épandage.

Ceux-ci ont été invités à rapporter au FBI « toute activité suspecte relative à l'utilisation (de ces avions), aux cours de formation et à l'acquisition de produits chimiques dangereux ou d'aérosols, y compris des menaces, achats inhabituels et comportements suspects ».

CRAINTES PARTAGÉES

Les Américains ne sont pas les seuls à redouter plus que jamais le bioterrorisme.

La directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Gro Harlem Brundtland, a appelé hier à Washington les gouvernements à se préparer à la possibilité d'éventuelles attaques chimiques ou biologiques.

« Nous devons être préparés à la possibilité que des gens soient victimes de maux provoqués de façon délibérée par des agents biologiques ou chimiques », a déclaré le M^{me} Brundtland lors d'une réunion des ministres de la Santé des pays du continent américain.

Tout dégât provoqué par l'utilisation délibérée d'agents comme l'anthrax ou la variole peut être contenu grâce à une réponse efficace des services de santé, mais les pays ont besoin d'être préparés pour faire face à une telle situation d'urgence, a averti la directrice générale de l'OMS.

ELLE ADORE LES SORTIES DE GROUPE

0,9%[†]
DE FINANCEMENT
À L'ACHAT
JUSQU'À 36 MOIS

Lauréate du GUIDE DE L'AUTO 2001 de sa catégorie pour une deuxième année consécutive.

★★★★★
CINQ ÉTOILES
Protection contre les impacts latéraux*

Mazda MPV

CARACTÉRISTIQUES DE SÉRIE :

- Banquette de 3^e rangée rabattable sous le plancher et pouvant être orientée vers l'arrière
- Sièges de 2^e rangée Side-by-SlideSM amovibles
- Climatiseur
- Coussins de sécurité avant (coussins latéraux en option)
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD
- Glaces des portes latérales pouvant être abaissées, une exclusivité de Mazda

GARANTIE LEADERSHIP MAZDA

Garantie complète de 3 ans ou 80 000 km et de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur.

ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA

Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toutes nouvelles Mazda.



mazda

www.mazda.ca

INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS.

* Tests effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.U.

Le modèle illustré peut différer et est utilisé à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles.

† Offre réservée aux particuliers et portant sur les Mazda MPV 2001 neuves. Financement consenti par l'entremise de la Banque de Nouvelle-Écosse. Sur approbation du crédit. Exemple de financement à l'achat: 10 000 \$ au taux de 0,9%; 36 paiements de 281,65 \$; coût d'emprunt de 139,40 \$; total à payer de 10 139,40 \$. Autres taux de financement disponibles. Immatriculation, assurances et taxes en sus.

Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offre d'une durée limitée à compter du 1^{er} septembre 2001.

LOCATION
Programme
MAZDA

PROGRAMME
MAZDA POUR
LES DIPLÔMÉS